

APRÈS LA GUERRE, LE SILENCE DES MÉDIAS

Afghanistan, retour à l'indifférence..... p.2

Les Balkans, un si lourd silence.....p.49

Entretiens de l'Info

ESJ Lille - 16 janvier 2004

Afghanistan, retour à l'indifférence

Introduction

Par Jean-Marie Charon, président des Entretiens de l'information

Les Entretiens de l'information sont un regroupement de démarches, une envie commune née à la fois chez les syndicats de journalistes, chez des organisations professionnelles de la presse, dans des écoles de journalisme, dans de grandes associations comme la Ligue des Droits de l'Homme ou la Ligue de l'enseignement, de revenir sur le traitement de l'actualité lorsqu'il nous semblait qu'il y avait problème et débat.

Le moment fort de notre activité est plutôt à la fin de l'été, lorsque nous nous sommes donnés le temps de revenir sur l'année écoulée. Nous nous donnons alors plusieurs jours, sous forme de conférences, pour réfléchir à quelques grands événements qui ont ponctué l'année et qui nous ont posé problème.

Mais, en même temps, nous avons souhaité réagir à plusieurs reprises dans le courant de l'année, face à des problèmes qui sont apparus extrêmement brûlants dans l'actualité. Je pense, par exemple, au débat que nous avons organisé sur le Moyen-Orient parce qu'il y avait, à ce moment-là, dans le traitement du conflit du Moyen-Orient, toute une interpellation du travail des médias et il nous a semblé qu'il nous revenait de nous retrouver avec des journalistes travaillant sur cette région, des observateurs de la région, des universitaires, pour échanger et voir quelle était la nature des problèmes.

La diversité des intervenants des Entretiens correspond à l'idée qu'il est nécessaire, aujourd'hui, que soit mené un débat public, et non pas à une volonté de définir, pour d'autres, ce que seraient les règles et les normes à appliquer, sur les questions de traitement de l'information. Je sais qu'aujourd'hui, la démarche consistant à considérer que l'on doit dire aux journalistes comment ils doivent travailler a tendance à faire florès, mais ce n'est pas notre idée. Pour nous, c'est dans la confrontation de points de vue, dans le croisement des expériences, que chacun peut faire évoluer sa manière de penser les problèmes et de travailler, et certainement pas dans une problématique de " donneurs de leçons ".

La journée que nous tenons aujourd'hui correspond à un type de démarche qui est, pour nous, un peu à part, dans la mesure où, en général, nous travaillons sur des sujets qui s'imposent à nous parce qu'ils sont vraiment omniprésents dans le débat public. En créant le " Prix de l'Impasse journalistique ", il y a trois ans, nous avons plutôt eu l'idée que, de temps en temps, on a le sentiment que des sujets qui sont importants, qui ont certainement des répercussions fortes sur l'évolution de nos sociétés ou du monde, ne sont pas toujours traités en proportion de leur importance.

L'année dernière, à la suite d'une consultation que nous avons menée à Hourtin auprès des participants de l'Université de la Communication, nous avons été amenés à l'information sur l'Afrique parce qu'il nous avait semblé que, effectivement, autant le continent était important, autant il s'y passait des événements forts, autant il était peu présent dans le contenu des médias.

Cette année, le même type de consultation a pointé du doigt, non pas des régions qui n'auraient jamais été traitées ou peu traitées par les médias, mais plutôt cette espèce de phénomène problématique qui est que, à certains moments, une situation va faire l'objet d'un sur-traitement, d'une focalisation du travail des médias pendant quelques mois, parfois quelques années, puis, d'un seul coup, parce qu'on a l'impression que la situation change de nature ou que l'on préfère penser que la plupart des problèmes qui étaient posés ont été en partie réglés, cette crise, ces problèmes, disparaissent du travail des médias. Dans les propositions qui nous avaient été faites au moment de la consultation, nous avons malheureusement beaucoup de choix, mais il nous a semblé que deux crises pouvaient donner parfaitement l'illustration de ce problème :

l'Afghanistan et les Balkans.

Dans l'esprit des Entretiens, je voudrais également relever un dernier point. Nous ne sommes pas en train d'organiser un colloque, pour entendre de grands exposés définitifs sur le sujet : nous sommes dans un dispositif de travail et d'échanges dans lequel ceux qui sont à la tribune et ceux qui sont dans la salle ont autant de pertinence dans leurs questionnements.

Intervention de Marie-Noëlle Grimaldi

étudiante de l'ESJ

Tous les étudiants de l'ESJ sont très heureux de vous accueillir et de pouvoir revenir, avec vous, sur des événements qui ont marqué les années précédentes. Ce matin, nous allons parler de l'Afghanistan et, en tant que jeunes journalistes ou futurs journalistes, nous nous demandons quel doit être le rôle du journaliste par rapport aux organisations humanitaires. Quand une situation est stable, mais non satisfaisante, comment pouvons-nous en rendre compte ? Faut-il se faire le relais des organisations humanitaires ?

Nous aimerions aussi savoir ce qu'il en est actuellement des Talibans en Afghanistan, car les rares articles qui paraissent à ce sujet disent un peu tout et son contraire : que les Talibans sont encore puissants ou qu'ils ne le sont plus que dans quelques fiefs. Enfin, à quelques mois des élections présidentielles afghanes, nous aimerions savoir comment la démocratie va pouvoir être respectée, sachant qu'Hamid Karzaï est soutenu par la communauté internationale, mais qu'il n'a pas un fort pouvoir dans son pays.

Pendant cette journée, on va pouvoir se poser la question de la mémoire en s'interrogeant sur le silence des médias après la guerre. C'est une question qui nous touche particulièrement parce que, dans quelques jours, nous allons partir en Pologne pour réaliser un magazine sur les différents génocides du ^{xx}e siècle et nous allons aussi être amenés à nous poser cette question. Vos réflexions de ce matin et de cet après-midi vont, sans aucun doute, apporter de l'eau à notre moulin.

Tom HENEGHAN

Reuters

Je suis allé pour la première fois en Afghanistan en 1975, comme touriste, avant mon entrée à Reuters. J'ai donc vu Kaboul et d'autres villes avant la guerre contre les Soviétiques. Deux ans après, je suis entré à Reuter et j'ai passé trois ans comme correspondant au Pakistan, à Islamabad, entre 1983 et 1986 : je couvrais le Pakistan et la guerre en Afghanistan, à partir de Peshawar. Comme Agence, nous ne sommes pas entrés illégalement avec les *moudjahidin* et j'ai mis trois ans à trouver un visa pour Kaboul. En 1986, j'ai eu à deux reprises ces visas. Sous les Soviétiques, on remarquait surtout la liberté des femmes. Ensuite j'ai fait un parcours dans d'autres régions pour Reuters. Après le 11 septembre 2001, Reuters a eu besoin d'envoyer immédiatement une quinzaine de correspondants dans la région et le lendemain, j'étais dans l'avion pour Islamabad. J'ai donc suivi le bombardement contre les talibans et tous les événements à partir de Peshawar. Ensuite, je suis rentré pour la Conférence de Bonn qui a créé le gouvernement de Hamid Karzaï. Puis, en janvier 2002, je suis allé à Kaboul. Je lis les événements dans la presse, mais depuis cette époque, je ne suis pas retourné en Afghanistan, parce que j'ai un travail à temps plein à Paris.

Jérôme Bouvier, animateur

Estimez-vous qu'il y a un retour à l'indifférence dans l'après-intervention américaine ?

Tom Heneghan, Reuters

En tant qu'Américain travaillant pour une agence britannique, je remarque une différence entre les deux pays et on ne peut donc pas parler d'une couverture par la presse "anglo-saxonne". On est encore dans un stade où on a davantage d'informations de l'Afghanistan qu'en temps normal, même si cela se calme, surtout en ce qui concerne les Américains, à l'exception des questions concernant l'armée américaine à Kaboul.

La presse britannique a un regard plus historique, culturel, politique et stratégique sur l'Afghanistan. En Grande-Bretagne, le premier livre sur l'Afghanistan est sorti en 1815 : il concernait la première mission diplomatique anglaise et, à ce moment-là, ils ne savaient même pas comment appeler le pays. Le titre du livre est "Le Royaume de Kaboul". En fait, l'auteur n'est pas allé plus loin que Peshawar où il a rencontré le roi

afghan dans sa résidence d'hiver. Il a écrit un livre superbe sur l'histoire, les coutumes, les traditions, les tribus... Le premier livre américain sur l'Afghanistan est sorti en 1939, écrit par un grand reporter américain très connu à l'époque, qui a fait un voyage en Asie et qui cherchait l'influence japonaise partout, parce que c'était à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Il n'a pas pris le temps d'aller en Afghanistan, disant que c'était l'un des endroits les plus passionnants du monde, avec des agents japonais qui vendent des vélos dans le bazar, pour 5 \$, embauchant des agents qui travaillent déjà pour d'autres puissances... C'est un ouvrage qui présente un point de vue très stratégique, parce que nous n'avons pas de liens historiques avec le pays. Depuis 1939, il y a évidemment eu des études américaines beaucoup plus approfondies sur l'Afghanistan, mais cela donne une idée des deux groupes de lectorat : l'audience est différente, les Américains s'intéressant à l'Afghanistan pendant les crises, lorsque les États-Unis y jouent un rôle, tandis que les Britanniques ont un intérêt beaucoup plus constant.

Pour les Américains, un deuxième élément primordial est l'importance de la télévision pour l'information. Ainsi, pendant la guerre en Irak, les trois quarts des Américains ont pris connaissance des informations par la télévision. Il y a, bien sûr, beaucoup de journaux très bien informés - le *Washington post*, le *New York Times* etc. -, mais ils ont de moins en moins d'influence dans le pays. Il y a vingt ou trente ans, la une du *New York Times* était la une du journal télévisé de 20 heures. Ce n'est plus du tout comme cela actuellement et les lecteurs américains disent même que, comme ils n'ont pas les connaissances de base pour appréhender de nombreuses crises dans le monde, ils s'y intéressent de moins en moins. Ils disent parfois qu'ils souhaiteraient avoir plus d'informations, mais il est difficile, dans une émission de télévision ou dans une dépêche d'agence de donner toute l'histoire dont on aurait besoin pour expliquer un pays tellement compliqué.

Les Britanniques sont plus constants, mais l'Afghanistan est un pays très complexe : il faut connaître son histoire, comprendre les liens entre les seigneurs de guerre, entre les tribus... Ainsi, la question posée concernant les talibans est pertinente : où sont-ils et que font-ils ? Autant que je sache, on ne sait pas très bien et il est difficile d'accéder aux régions : c'est possible, mais dangereux. Cela joue un rôle aussi.

La presse française a créé " Saint Massoud " ... C'était un homme remarquable, mais c'était aussi un homme de guerre, qui a changé ses alliances, et j'ai toujours été étonné par la couverture de Massoud en France. La dernière fois où je suis allé à

Kaboul, un ami afghan, un kabouli, a osé critiquer Ahmad Shah Massoud devant un journaliste français : il s'est fait traiter comme un taliban, le journaliste français ne voulant absolument pas entendre que Massoud a, par exemple, fait la guerre dans la ville de Kaboul et a participé à sa destruction.

Jérôme Bouvier, animateur

Comment expliquez-vous que la presse anglo-saxonne n'ait pas participé à cette mythification de Massoud ?

Tom Heneghan, Reuters

Il avait aussi une bonne presse, mais les liens étaient différents. Massoud avait des liens très forts avec des Français, avec des ONG françaises, avec les journalistes... Il parlait un peu français et il y avait peut-être aussi le besoin de créer un héros. C'était quelqu'un de remarquable et je ne dis pas qu'il n'était rien, mais il y avait une grande différence entre la presse française et la presse anglo-saxonne.

Jérôme Bouvier, animateur

J'aimerais aussi que l'on évoque ici la notion du temps médiatique de la guerre - l'avant-guerre, le conflit et l'après-guerre. Avez-vous noté ces mouvements de "vagues" puisqu'il semblerait que l'on ait oublié l'Afghanistan aussitôt que les Américains en sont partis ? Ce n'est peut-être pas aussi vrai que cela puisque l'Afghanistan fait aussi un peu partie de la zone périphérique de l'Irak, au moins dans l'inconscient collectif, et que l'on continue à en parler.

Tom Heneghan, Reuters

On continue effectivement d'en parler. Par exemple, notre agence a un bureau à Kaboul, avec trois journalistes. Il y a une couverture régulière. Pendant la période des talibans, il était difficile d'avoir beaucoup d'informations, même pour notre correspondant kabouli, qui était sur place avec longue barbe et turban. À ce moment-là, les dépêches n'étaient pas reprises aussi souvent que pendant les périodes de crise. C'est valable pour toute la presse, mais peut-être plus encore pour la presse américaine.

Jérôme Bouvier, animateur

On a l'impression d'être assez bien informé sur ce qui se passe dans le "royaume de Kaboul", mais que l'on ne sait strictement rien sur ce qui se passe autour des zones

tribales, là où les combats se poursuivent et peu de journalistes sont capables de donner une information fiable sur cela aujourd'hui.

Tom Heneghan, Reuters

C'est difficile, surtout pour une agence parce qu'on pense à une audience mondiale et non à une audience ciblée dans un pays particulier. Concernant ce qui se passe hors de Kaboul, on fait des voyages et c'est maintenant plus sûr, même si cela redevient difficile à Kandahar. C'est dans le Sud-Est qu'il se passe les choses les plus intéressantes, là où sont les talibans, mais l'accès y est très difficile.

Jérôme Bouvier, animateur

Sait-on concrètement et de manière précise, indépendamment de ce que veut bien communiquer l'armée, ce que font les forces américaines là-bas ? On n'en a pas l'impression, sauf lorsqu'on apprend, brusquement, qu'il y a eu x morts dans un affrontement. C'est la même chose pour l'armée française puisqu'elle y est présente avec des forces spéciales qui combattent aux côtés des Américains. On n'en parle jamais et on ne sait pas ce qu'ils y font. Comment expliquez-vous cette difficulté de la presse à informer de manière concrète et précise sur une activité militaire qui se poursuit ?

Tom Heneghan, Reuters

D'abord, on ne sait pas à l'avance où se déroule l'activité militaire. Il y a des attaques "éclair", dans un paysage sauvage. Par définition, il est même difficile d'accéder aux endroits où ils attaquent puisque ce sont les endroits où les talibans se cachent. D'autre part, il y a un contrôle très ferme du côté de chaque armée, mais encore plus sérieusement de la part de l'armée américaine qui ne veut pas que la presse participe à cela. De temps en temps, elle invite les journalistes, mais dans la plupart des cas, ils ne sont pas invités.

Jérôme Bouvier, animateur

Pour résumer, cela signifie donc que si les journalistes ne sont pas invités, on ne peut pas savoir ?

Tom Heneghan, Reuters

On ne peut pas participer et on ne peut pas voir l'attaque. Si, par hasard, on est sur place lorsqu'il y a une attaque, on peut la suivre, mais c'est très difficile de savoir où vont se dérouler ces attaques.

Damien ROUSTEL

Reporter, service international, L'Humanité

J'ai fait partie de ce que l'on appelle la " meute journalistique " que les rubricards tiennent un peu à l'écart. Après l'ESJ, je suis entré à *L'Humanité* au service international, où je travaille essentiellement sur les Balkans et, en particulier, j'ai travaillé sur la guerre du Kosovo.

En général, dans une Rédaction, une personne est le " spécialiste ". À *L'Humanité*, cette personne s'occupe de l'Asie en général, avec dans son secteur l'Afghanistan. Cette personne a été envoyée immédiatement au Pakistan parce que, lorsqu'un conflit éclate, la première chose que se dit le Rédacteur en chef, c'est qu'il faut être présent. Ensuite, on peut être présent selon différentes stratégies : quand on a des moyens, les télévisions et les journaux envoient des journalistes partout, mais cela ne nous était pas possible et il fallait donc faire des choix, à la fois pour des raisons d'effectifs et pour des raisons financières. Nous avons donc envoyé quelqu'un au Pakistan parce nous pensions que c'était la solution la plus facile que de passer par le Pakistan pour arriver à Kaboul. Il s'est trouvé que, finalement, c'était la solution la plus difficile : la personne est restée deux mois au Pakistan et elle n'est allée en Afghanistan que tout à la fin.

Au bout d'un mois, tous les autres journalistes étaient dans le Nord, bloqués dans la vallée du Panshir, et nous nous sommes demandé ce que nous devions faire. Fallait-il envoyer quelqu'un en sachant que cela allait être très long et très compliqué - il y avait déjà beaucoup de neige et je me souviens de journalistes faisant le trajet à cheval ou à dos d'âne, dans des conditions très difficiles ? Comme il y avait déjà du monde, cela coûtait très cher et nous nous demandions si cela en valait la peine.

Finalement, nous avons choisi d'envoyer quelqu'un en Égypte puisque, en presse écrite, on n'est pas dans la course à l'image ou à l'exclusivité et qu'il s'agit plutôt d'apporter une valeur ajoutée, des enquêtes et des reportages. Nous avons donc essayé de voir les

réactions dans le monde arabe. Comme je m'occupais plus particulièrement de la Russie, j'ai fait du travail de *desk* sur cette guerre sur les pays d'Asie Centrale, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan etc. À cette époque, tous les experts disaient que Kaboul ne tomberait pas avant l'hiver. Nous n'avions personne en Afghanistan, il y avait une pression énorme de la Rédaction en chef et, pour la crédibilité du journal, cela devenait problématique. Le même problème se posait pour les ONG et elles sont allées en Ouzbékistan : l'avantage de ce pays est qu'il se trouve à environ 60 km de Mazar-I-Charif, dans le Nord-Ouest de l'Afghanistan, et nous pensions que le jour où cette ville tomberait, une autoroute humanitaire serait mise en place jusqu'à Kaboul. Nous nous sommes aperçus que les Américains avaient changé de stratégie et essayaient de faire tomber Mazar-I-Charif. J'ai négocié avec le journal et nous avons décidé que le jour où Mazar-I-Charif tomberait, je partirais en Ouzbékistan.

Mazar-I-Charif est tombé, mais nous n'avions pas prévu que Kaboul tomberait peu de temps après. Je suis parti en Ouzbékistan et j'y ai retrouvé des centaines de confrères qui y étaient bloqués depuis dix ou quinze jours à Termèz, à la frontière. Arrivé là, j'ai attendu dix jours.

Jérôme Bouvier, animateur

Il n'y a jamais tant eu de reportages sur l'Ouzbékistan qu'à ce moment-là, car pendant deux mois, il a bénéficié d'une présence médiatique qu'il ne retrouvera jamais : tous les sujets ont été épuisés !

Damien Roustel, reporter, service international, L'Humanité

Arrivés en Ouzbékistan, les gens qui étaient sur la ligne de front, en face de Kaboul, ont fait un peu tous les sujets possibles et imaginables. Les journalistes travaillaient sous la pression de leurs Rédactions, à *L'Humanité* comme ailleurs, et j'ai dû faire cinq papiers pour expliquer que c'était scandaleux, que nous étions coincés, que nous n'arrivions pas à aller en Afghanistan, etc. Il y avait aussi une pression des ONG.

L'Alliance du Nord ne pouvait pas nous aider car ils n'étaient pas sur place et ne pouvaient donc pas nous dire ce qui se passait. Nous ne pouvions pas non plus avoir de contacts avec les militaires parce qu'ils n'étaient pas présents sur la zone. Nos seuls contacts étaient donc les ONG, qui avaient quitté Mazar-I-Charif, mais étaient prêtes à réinvestir la ville : notre principal réflexe était de contacter les quelques ONG présentes en Ouzbékistan et qui envoyaient des éclaireurs. Je me souviens que, sous la pression, j'ai fait un article très long sur ce qui passait en Afghanistan, en disant

clairement que j'étais en Ouzbékistan, mais sur la base du rapport d'un éclaireur d'une ONG qui était parti par le Tadjikistan et qui, au lieu de descendre sur Kaboul, avait rejoint Mazar-I-Charif. C'était un périple incroyable, parsemé d'embûches. Il connaissait la langue et les coutumes et, sur la base des rapports réguliers qu'il envoyait, on a pu savoir ce qui se passait.

Lorsqu'on est en Ouzbékistan, on pourrait penser que c'est l'occasion d'écrire des articles de fond sur ce pays. Or, cela n'était pas possible car c'était le règne de la rumeur : nous avions nos sacs prêts pour partir à tout moment, parce que dès qu'on voyait un journaliste bouger, on imaginait qu'il avait un plan et qu'il allait passer de l'autre côté... ce qui n'était pas infondé puisque, sous la pression, les autorités ouzbeks ont autorisé une équipe de journalistes de CNN à traverser la frontière. Je ne sais pas exactement de quelle nature était cette pression, mais je présume qu'elle était financière puisque, dans cette équipe, des gens étaient chargés de négocier et ne faisaient que cela. Une équipe de Canal + a également pu traverser pour seulement regarder un déchargement humanitaire et revenir : certains ne sont jamais revenus. Nous nous sommes dit qu'il était possible de faire fléchir ce gouvernement et tous les jours, nous nous disions que nous allions peut-être passer la frontière à notre tour. Il n'était donc pas possible de quitter la frontière pour aller faire des reportages sur l'Ouzbékistan parce que nous avions peur de manquer un départ imminent.

Finalement, c'est ce qui s'est passé puisque, un jour, nous avons été convoqués et on a commencé à parler d'argent. Sur les centaines de journalistes présents au départ, nous n'étions plus que soixante car beaucoup avaient abandonné et étaient rentrés à Paris ou avaient choisi la voie tadjik, ce que j'avais envisagé à un moment. Mais, en terme d'intérêt journalistique, passer par la voie tadjik signifiait s'intéresser à la bataille de Taluqan, près de Kunduz, et, par l'intermédiaire d'un ami qui était là-bas avec lequel j'arrivais à discuter par téléphone satellite, je savais que cela se résumait à du reportage de guerre, alors que l'on me demandait de faire des reportages sur le réveil d'une nation, etc.

On nous a dit que la frontière était officiellement fermée, qu'on nous autorisait à passer de manière légale mais officieuse, et que nous ne pourrions pas revenir. Nous nous sommes concertés pour refuser cet aller simple. Finalement, ils ont accepté que nous puissions passer en retour, mais en nous accordant une semaine, délai après lequel la ville serait fermée aux étrangers. De l'autre côté, il y avait une plaine et une petite table avec un militaire qui nous demandait nos passeports : il fallait avoir le visa afghan

qu'on nous délivrait à Paris et ceux qui ne l'avaient pas ne pouvaient pas passer. C'était un peu surréaliste.

Ensuite, on nous a emmenés dans des bus. Nous avons bien compris que nous étions pris en charge par les combattants ouzbeks. Nous avons roulé pendant 60 km dans la nuit et on nous a logés à Mazar-I-Charif, dans un hôtel, avec de l'électricité... ce que nous avons trouvé extraordinaire car nous nous attendions à dormir dehors et dans des conditions précaires.

Nous pensions être pris en charge par les militaires, mais le lendemain matin, nous avons réalisé que tout était désorganisé en Afghanistan et que nous pouvions aller partout. C'était surprenant et nous ne comprenions rien : il n'y avait plus de talibans dans la ville, mais les gens ne parlaient pas, les femmes portaient toujours la burka, il n'y avait pas de couvre-feu, mais à 16 heures il n'y avait plus personne dans les rues et on entendait des rafales, c'était une ambiance extrêmement tendue. Quelques personnels humanitaires étaient présents : nous leur avons demandé un contact pour avoir un interprète parce qu'un tel reportage dans l'urgence, c'est 80 % de logistique et 20 % de travail et, la logistique, c'est arriver sur les lieux, être sûr de pouvoir transmettre, avoir un interprète et, enfin, avoir un moyen de locomotion.

Nous avons constitué deux *pools* de journalistes français. La première équipe était constituée des journalistes de radio et de télévision et la deuxième, des journalistes de presse écrite. J'ai donc fait partie d'une petite équipe constituée des journalistes du *Point* et du *Journal du Dimanche*.

Jérôme Bouvier, animateur

Des dizaines de personnes sont parties à l'occasion du conflit. Ainsi, Damien Degueldre, qui travaillait dans le marketing, et qui a été pris d'une envie d'aller en Afghanistan, filmant de manière très personnelle la prise de la citadelle de Qala-e-Jangi. Comment expliquez-vous ce besoin, que l'on a ressenti dans les organes de presse officielle, mais aussi chez de nombreux indépendants et chez des non-journalistes, de se retrouver dans la cohorte des journalistes qui " faisaient la semelle " en Ouzbékistan, etc. ? Était-on dans le rationnel, dans la recherche du *scoop*, dans un fantasme d'aventure... ?

Damien Roustel, *reporter, service international, L'Humanité*

En ce qui concerne Damien Degueudre, je pense qu'il voulait vivre une guerre. D'une manière plus générale, je pense que lorsqu'un conflit éclate, c'est l'occasion pour des journalistes qui n'arrivent pas à trouver de travail de faire leurs preuves. Dans ces moments-là, les journaux sont très demandeurs. On a vécu cela également sur les Balkans et la plupart des grands reporters des journaux de presse écrite ont commencé comme pigistes dans les Balkans. En effet, dans un premier temps il y a arrivée massive de reporters, puis ils s'en vont, mais il reste quand même un intérêt pour le pays - c'est aujourd'hui le cas de l'Irak. Il y a une opportunité pour faire des piges, être correspondant et, ensuite, être embauchés. Aujourd'hui, au journal, les gens vont en Palestine : c'est devenu l'endroit où il faut aller lorsqu'on est intéressé par l'international et que l'on veut passer des articles dans les journaux.

Jérôme Bouvier, *animateur*

L'Humanité envoie-t-elle encore des gens en Afghanistan ? Y êtes-vous retourné vous-même depuis la fin des combats ?

Damien Roustel, *reporter, service international, L'Humanité*

J'y suis seulement retourné pour le premier anniversaire. Je pense que la marge de manœuvre du journaliste est assez importante. Je ne suis pas tout à fait d'accord sur l'expression " retour à l'indifférence ", parce que cela pourrait être bien pire : en France, des journalistes sont passionnés par ce pays qu'ils connaissent depuis longtemps et ils écrivent des articles.

À *L'Humanité*, nous n'y sommes pas retournés davantage, non pas parce que c'est une volonté de la Rédaction, mais parce que les gens qui s'occupent du dossier n'ont pas forcément envie d'y aller parce que c'est dangereux.

Jérôme Bouvier, *animateur*

À *L'Humanité*, avez-vous ressenti le poids de l'histoire, c'est-à-dire de la présence soviétique en Afghanistan, de la caution du Parti communiste français à cette présence soviétique, etc. ?

Damien Roustel, *reporter, service international, L'Humanité*

Sur le terrain, absolument pas. À l'intérieur de la Rédaction, la position de *L'Humanité* de condamner la guerre a été diversement appréciée parce que, par moments, cela pouvait être ambigu et considéré comme un soutien aux talibans. Nous n'avons plus

parlé de l'Afghanistan parce qu'il y avait la guerre d'Irak et après la guerre officielle en Irak, on a reparlé de l'Afghanistan parce qu'on s'est souvenu que cela continuait et c'était une façon, pour le journal, une manière de montrer que les Américains se trompaient en Irak, mais aussi en Afghanistan puisque cela continuait.

L'Humanité a publié un numéro hors-série qui s'appelait " Cent lettres aux femmes afghanes ", écrites par des personnalités, et cette initiative a débordé le cadre du service international, avec une mobilisation extraordinaire autour de la condition féminine en Afghanistan. Aujourd'hui, il n'y a plus rien, alors qu'il ne me semble pas que les conditions de vie des femmes ont vraiment évolué.

Réza DEGHATI

National Geographic

Je suis photo-journaliste, travaillant en Afghanistan, mais couvrant aussi d'autres événements internationaux, le premier étant la révolution en Iran et, ensuite, en tant qu'exilé, j'ai commencé à couvrir d'autres régions : les guerres du Moyen-Orient, l'Afrique, l'Asie... Parce que je suis d'origine iranienne, je me suis intéressé à l'Afghanistan dès le début et j'ai fait mon premier reportage en 1983, alors que je travaillais pour *Time Magazine* et *Life*. J'étais correspondant pour le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie pour l'agence Sipa Press à Paris. Comme tous mes confrères qui sont allés une fois en Afghanistan, je ne sais pas de quel virus il s'agit, mais il est impossible de ne pas y retourner. Cela fait maintenant vingt ans que j'y fais des reportages, du temps des soviétiques, des moudjahidin, des talibans et, encore maintenant, j'y retourne pour des reportages ou pour des actions humanitaires.

En 1980-1985, j'ai fait le premier reportage photographique sur Ahmad Shah Massoud et j'ai eu avec lui une relation très proche, jusqu'au moment où, la dernière fois, il est venu au Parlement européen. Cela fait aussi partie des relations que j'ai eues avec l'Afghanistan.

En écoutant Damien Roustel, je me suis rappelé les conditions de travail des journalistes et ce qu'il a dit montre le cauchemar de ces jours et de ces semaines d'attente, au cours desquels on ne sait pas ce qui se passe, où n'importe quelle rumeur devient une grande histoire...

On parle de “ retour à l’indifférence ” et, comme je couvre beaucoup d’autres conflits, je constate que c’est toujours à peu près la même chose : n’est-ce pas un phénomène de mode qui gère aussi les médias, la pensée des rédacteurs en chef et, aussi, les populations ? N’est-ce pas la loi du marché qui crée cette indifférence parce que les gens n’achètent plus ce qui concerne l’Afghanistan, donc on va parler de l’Irak, ensuite, on n’achète plus l’Irak, etc. ? Je pense que c’est plutôt dans ce phénomène que l’on peut analyser d’où vient cette indifférence.

Cette indifférence ne vient pas seulement des médias. Au temps des soviétiques, quelques centaines d’ONG s’étaient installées à Peshawar, à Islamabad, à Quetta pour aider les Afghans. Pourquoi, six mois après le départ des Russes, n’y a-t-il plus d’ONG ? Ce qui s’est passé le 11 septembre est le résultat direct de l’oubli de l’Afghanistan. Ce fut un choc pour le monde, une tragédie, mais cela a aussi causé une sorte de réveil. Beaucoup de gens ont posé la question des raisons de cet événement. La réponse est aussi dans l’indifférence et dans cet oubli d’un monde, d’un peuple, l’Afghanistan, qui n’est pas un petit pays, mais un pays qui a joué un rôle très important dans l’histoire du monde, non seulement l’histoire d’aujourd’hui, mais dans l’histoire de l’humanité. Ce pays a mis en échec tous ceux qui ont voulu l’envahir. Alexandre le Grand s’est heurté aux Afghans dans la Vallée de Peshir et il a été mis en échec. Ensuite, l’empire perse s’est attaqué à l’Afghanistan et, dans la même région, il a été également mis en échec. L’empereur de l’Inde a demandé que lui soit envoyés 100 000 soldats et 10 000 éléphants pour “ écraser ces bandits ” : pas un seul n’a survécu. Les Britanniques ont également attaqué l’Afghanistan et ils ont envoyé 18 000 soldats sans davantage de succès. Il y a eu l’attaque soviétique : Brejnev a perdu 15 000 hommes, ce fut la défaite, le mur de Berlin est tombé, et ce sont les Afghans qui l’ont fait tomber. Al-Qaida, qui était aussi une sorte d’empire, a attaqué l’Afghanistan et, lui aussi a perdu. On peut constater que tous ceux qui ont perdu la guerre en Afghanistan ont non seulement perdu la guerre, mais ils ont perdu leur empire : Alexandre le Grand a perdu son empire, l’Empire de Perse était perdu, les Britanniques ont perdu leur empire, tout comme les Soviétiques...

Jérôme Bouvier, *animateur*

Et les Américains ? La fin de l’empire américain a-t-elle commencé en Afghanistan ?

Réza Deghati, *National Geographic*

On va voir ce qui va arriver ! Je crois qu'ils sont en train de faire une grave erreur parce qu'ils ont oublié l'Afghanistan : ils croient qu'en construisant quatre écoles, en envoyant quelques petits soldats faire des fanfares, cela suffit... C'est une grave erreur. J'étais à Washington très récemment pour parler de cet Afghanistan et j'ai expliqué qu'ils allaient perdre leur empire. Je me souviens de ce voyage de Massoud, le 4 avril 2001, à Paris. Il y avait 200 journalistes et l'un d'eux lui a demandé s'il avait un message pour le Président américain. Il a répondu : *“ On est le 4 avril 2001. Monsieur Bush, si vous ne vous occupez pas de l'Afghanistan aujourd'hui, si vous n'y faites pas la paix, non seulement les Afghans vont souffrir des talibans et d'Al-Qaida, mais votre peuple, dans votre pays, va également souffrir. ”* Ce ne pouvait pas être plus clair. Il a ajouté : *“ Je ne suis pas vraiment sûr que Ben Laden soit votre ennemi et vous n'ayez pas d'intérêts avec lui, parce que si vous voulez vraiment l'arrêter, je peux vous dire où il se trouve aujourd'hui et je peux même vous dire ce qu'il a pris au petit déjeuner. ”*

Si on reste dans cette indifférence qui règne aujourd'hui sur l'Afghanistan, la tragédie que nous vivrons dans l'avenir sera infiniment pire que ce que nous avons vécu le 11 septembre. Soyons donc vigilants. Nous sommes des gens éduqués, des journalistes, et nous avons aussi une responsabilité vis-à-vis du monde. Que nous soyons réunis ici aujourd'hui pour évoquer cette question est déjà une lueur d'espoir, mais ce n'est pas suffisant.

Savez-vous ce que font les talibans, maintenant, dans le Sud de l'Afghanistan ? Ils envoient des émissaires qui vont dans les villages, réunissent les gens et leurs disent : *“ Il y a deux ans, vous étiez tous contre nous. Il y a deux ans, vous applaudissiez l'arrivée des Américains parce qu'ils vous promettaient le paradis. Qu'ont-ils fait pour vous ? Rien. ”* Ils font aujourd'hui ce qu'ils avaient déjà fait en 1992. Gulbbudin Hekmatyar est en train de faire la même chose et, partout, sont diffusés des tracts et des communiqués demandant ce qu'ont fait les Américains, les Occidentaux. Lorsque Kaboul était à la mode, un nombre considérable de délégations, officielles ou non, y est allé : rien que le prix de leurs billets d'avion aurait permis de construire une ville entière en Afghanistan. Puis, les délégations sont reparties et plus rien ne se passe. La question de l'indifférence va au-delà des médias, c'est aussi une volonté des gouvernements. Lorsque l'Afghanistan était encore à la mode, il y a eu le rapport de Tokyo, décidant de lui attribuer 4,5 milliards de dollars d'aide. Lorsqu'on sait que le

budget annuel de la Défense américaine s'élève à 300 trillions de dollars - je ne sais même pas combien de zéros il faut mettre pour arriver à un chiffre pareil ! -, 4,5 milliards de dollars, ce n'est absolument rien : pourtant, c'est 1 seul milliard qui a été donné à l'Afghanistan.

Jérôme Bouvier, animateur

Vous pensez donc que les médias n'échappent pas à la règle commune : les médias s'intéressent lorsque les pays s'intéressent et reviennent en même temps que les ONG et les politiques.

Réza Deghati, National Geographic

Ils font partie d'un système qui est celui de l'Occident. Certes, des individus, chez les journalistes comme dans les ONG essayent d'attirer l'attention, mais le système veut que l'on parle de l'Irak, tout le monde parle de l'Irak, etc. Avant la guerre en Irak, on était approché par un grand nombre d'organisations qui voulaient que AINA viennent en Irak : je n'ai pas voulu parce qu'il faut travailler en Afghanistan parce que, si on oublie l'Afghanistan, que sera le monde demain ?

Jérôme Bouvier, animateur

N'y a-t-il pas aussi des questions de spécificités culturelles ? Il y a une passion française pour l'Afghanistan, du moins dans un certain milieu, et je pense que l'information autour de l'Afghanistan tient beaucoup à cela. Par exemple, le Pakistan est, en France, une zone où la présence journalistique est quasi-nulle alors qu'il y a, là aussi, des enjeux tout à fait importants. Je pense, en revanche, que les médias anglo-saxons sont beaucoup plus présents au Pakistan. On a du mal à sortir de ces registres culturels dans les différents pays.

Réza Deghati, National Geographic

Le Gouvernement français est quasiment absent d'Afghanistan. La France fait à peine 10 % de ce qu'y fait l'Allemagne ou l'Inde, mais les deux lycées franco-afghans qui existent par donation du peuple français et non par un quelconque financement de l'État français, font l'objet de toutes les visites officielles françaises.

Bernard DELFORCE

IUP de Lille 3

Je ne pense pas qu'il faille exonérer les journalistes et les médias de toute critique, c'est même l'un des rôles de ces Entretiens de l'information, mais je pense que l'on cède souvent à la facilité dont il ne sort rien ou, en tout cas, dont il sort à peu près les mêmes choses, de réunion en réunion. J'aimerais modestement insister sur le fait que cette critique doit être assortie d'un certain nombre d'exigences et qu'elle est susceptible d'un certain nombre d'écueils.

Le premier écueil est de porter des jugements sur les médias en pensant que les médias sont tout seuls. Depuis ce matin, nous commençons à échapper un peu du "médiacentrisme" qui consiste à expliquer ce qui se passe dans les médias seulement par les médias. Je pense que l'on voit bien que les médias sont des acteurs parmi d'autres acteurs, qu'il y a des enjeux, des relations, des défis, des pièges... et que ce qui se passe dans les médias s'explique aussi par des conjonctures et des contextes. Un deuxième écueil dans la critique des médias consiste à mal poser les problèmes. De façon assez générale, j'ai l'impression que l'on se "renvoie la balle". C'est ce qui m'inquiétait concernant cette problématique de "l'indifférence" : postuler qu'il y a une indifférence, c'est sous-entendre que l'on ne fait plus, alors qu'on aurait dû faire, et c'est, en quelque sorte, un présupposé normatif sur quelque chose qui aurait dû avoir lieu et qui n'a pas eu lieu. On est donc dans l'imposition d'une norme, mais une norme qui ne s'explique pas, qui reste *soft*. C'est assez typique des débats sur les médias dans lesquels ceux qui critiquent ne sont jamais amenés à dire très explicitement au nom de quoi ils critiquent. Si on leur imposait de le faire, peut-être nous rendrions-nous compte, et se rendraient-ils compte, eux aussi, que ce qu'ils disent est en partie impossible, ce qui, au moins, ramènerait le débat à son vrai niveau. Ce qui me paraît fréquent, dans le débat sur les médias, c'est une espèce de jeu de ping-pong entre les uns et les autres. D'un côté, on dit que les journalistes "n'ont pas fait, mais ils auraient dû faire et s'ils n'ont pas fait c'est qu'ils ne partagent pas nos normes d'excellence de l'activité journalistique et qu'ils n'ont pas la même conception du journalisme que nous", ce à quoi les médias et les journalistes répondent : "Nous n'y pouvons rien, vous comprendriez si vous voyiez les conditions dans lesquelles nous travaillons et notre absence de moyens."

La question, qui a été largement abordée ici, des conditions dans lesquelles les journalistes travaillent, me semble avoir perdu son statut descriptif de compréhension pour devenir un argument d'excuse aux critiques que l'on formule envers les journalistes. La question est intéressante, mais elle se trouve déplacée dans les débats et reformulée autrement, comme une sorte d'excuse plutôt que comme des éléments qui permettent de comprendre que la médiatisation ne peut pas toujours être autre chose que ce qu'elle est.

De ce point de vue, il y a un type de difficulté dont on parle rarement dans les débats critiques à l'égard des médias : les difficultés intrinsèques du métier, c'est-à-dire celles que l'on va identifier, quelles que soient les conditions dans lesquelles on l'exerce. Pour être un peu provocateur, j'aurais aujourd'hui tendance à dire qu'il y a des difficultés intrinsèques du métier sur lesquelles les conditions de travail n'ont pas de prise, sauf à les aggraver et, les aggravant, elles les rendent d'autant plus sensibles, donc d'autant plus visibles.

De ce point de vue, je pense que pour parler de l'Afghanistan, il était assez clair chez les uns et les autres, qu'il faut connaître ce pays, sinon, c'est " Fabrice à Waterloo " : on est sur place, on voit des choses, mais on parle de ce dont on peut parler, donc on ne parle pas de l'Afghanistan, mais de ce qui se passe sous nos yeux en Afghanistan. La connaissance des phénomènes sur lesquels on parle pour être capable de faire des retours historiques est une exigence forte du métier et une exigence de formation qui n'a pas grand-chose à voir avec les conditions de travail : avec d'excellentes conditions de travail, si on ne connaît rien de l'Afghanistan ou qu'on est spécialiste d'une région tellement large que la connaissance que l'on va avoir du pays dans lequel on se trouve est forcément grossière parce qu'il ne peut pas en être autrement, on va passer à côté d'un certain nombre de choses ou on va traiter l'actualité comme on le peut, c'est-à-dire sous des formes qui ne sont pas très exigeantes en connaissance approfondie du pays, de son histoire, etc.

Guy CAUSSE

Médecins du Monde

Les ONG ont une longue histoire avec l'Afghanistan, un peu comme les Français l'ont. Il faut se souvenir que si c'est un pays qui a autant de vibrance pour nous, c'est que, dès 1925, il y a eu des missions archéologiques brillantes sur ce pays, bien soutenues et vécues. Ensuite, il y a eu une coopération technique, une coopération universitaire, une coopération industrielle, la formation des lycées français de Kaboul, etc. À partir de 1980, au moment du conflit avec les Russes, il y a eu l'arrivée de très nombreuses ONG. Il se trouvait que les ONG françaises étaient les seules à prendre le risque de la clandestinité et du travail à l'intérieur du pays. De ce fait, la population afghane voue une reconnaissance infinie à tout le travail que les *french doctors* ont fait là-bas. L'ensemble du pays a été couvert par l'aide humanitaire, mais 50 % de l'aide était du côté de Massoud. Du temps des talibans, nous n'étions que 30 ONG en Afghanistan et nous pourrions parler de l'indifférence médiatique pendant la période des talibans car l'accès du pays était très difficile.

Quel est pour nous, ONG, le lien au journalisme et à la communication ? À Médecins du Monde, nous avons deux mots : " soigner " et " témoigner ". Pour nous, le témoignage est absolument essentiel. C'est un témoignage que nous voulons militant par rapport à tous les manquements aux accès, aux droits fondamentaux de toute personne, par rapport aux droits humanitaires.

Ensuite, cela prend différentes formes. Par une communication interne, nous avons l'obligation de remercier nos donateurs, ceux qui nous font confiance. Puis, nous avons un devoir d'information sur ce que nous faisons : nous le faisons par l'intermédiaire de journaux internes et chaque donateur reçoit chaque mois des petits documents qui racontent un peu ce que nous faisons sur le terrain.

Deux autres mots sont très forts à Médecins du Monde : " dénoncer " et " interpeller ". Nous sommes dans l'obligation de dénoncer ce que nous voyons sur le terrain parce que nous sommes souvent les seuls : du temps des talibans, en particulier, nous n'avons cessé de hurler et de dire ce qu'était exactement ce régime vu que nous étions en contact avec eux au quotidien, nous n'avons pas arrêté de dire qu'ils étaient terriblement dangereux, qu'ils étaient dans un espace de vérité excessivement personnel et que, hormis leur vérité à eux, rien n'existait, donc aucun espace de

négociation, alors que, partout, on nous racontait - les Américains les premiers - qu'on allait apprivoiser les talibans, qu'on allait pouvoir reconnaître le pouvoir taleb comme étant le pouvoir futur de l'Afghanistan, qu'on allait négocier avec les moins radicaux, etc. Nous les informions que ce serait, de toute façon, impossible. L'histoire nous a donné raison.

À ce moment-là, nous faisons du militantisme actif. Par rapport aux femmes afghanes qui n'avaient pas accès à l'éducation, au travail ou aux soins, nous produisons des documents pour dénoncer l'ensemble des situations, nous avons organisé de grandes manifestations nationales, etc. C'est en s'appuyant sur des éléments journalistiques internes que nous pouvions soutenir la qualité et les fondements de notre qualité, de même que nous produisons beaucoup de documents de réflexion. Tout ce journalisme interne nous permet de porter les missions et les problématiques en termes d'accès aux populations vulnérables, d'accès aux soins, etc.

Cependant, nous avons évidemment besoin des médias pour pouvoir répercuter ce que nous faisons sur le terrain et ce qui nous paraît être des éléments importants à dénoncer. Ainsi, on s'arrange pour avoir des relais journalistiques dans différents journaux pour les informer de notre réalité sur le terrain. Actuellement, des gens meurent en Afghanistan du scorbut qui est un manque de vitamine C et c'est ce genre de situation que nous pouvons et voulons dénoncer.

Pour ma part, je ne parlerais pas de véritable indifférence, car en France, nous avons la culture de ce pays. Au moment où les événements d'Irak sont arrivés, j'ai eu très peur que l'Afghanistan tombe pour de bon dans l'oubli, mais je crois qu'il faut faire confiance au génie créateur de chaque peuple. Au même moment, sortait un très grand film, *5 heures de l'après-midi*, qui a connu un grand succès en France ; au même moment, se déroulaient les Championnats du monde d'athlétisme où a couru une petite Afghane ; en même temps, il y a eu le Raid fait par Olivier Weber et *Le Point* entre Paris et Kaboul, puis l'émission d'un timbre sur Massoud... Il y a toujours des événements qui permettent de rebondir et de maintenir un certain intérêt pour ce pays.

En revanche, je crois, moi aussi, que l'indifférence est surtout politique. C'est la raison pour laquelle l'important pour nous est d'interpeller les politiques. Je suis à l'initiative d'un colloque annuel sur l'Afghanistan, à l'Assemblée nationale, où nous pouvons dire haut et fort aux politiques ce qui se passe sur l'ensemble du pays et sur les manquements qui y existent. En effet, comme Réza Deghati l'a dit, nous sommes en

train de perdre la course contre la montre engagée entre les talibans et ce que l'aide extérieure pouvait apporter à la reconstruction de l'Afghanistan : l'aide extérieure est aujourd'hui

tellement timide que ce sont les talibans qui, du fond des campagnes, refont ce travail basique de terrain qui va leur permettre de réamorcer leur pouvoir. L'Afghanistan connaît actuellement une accalmie, mais on ne sait absolument pas ce que sera l'avenir sera à moyen terme.

Les ONG doivent participer à la citoyenneté mondiale. Si elles se contentent de travailler et de se taire, comme le fait d'une façon remarquable la Croix Rouge internationale qui accomplit un travail extrêmement professionnel et humanitaire, mais dans un grand silence, on passe à côté de la conscientisation qui est absolument essentielle par rapport à l'ensemble de l'humanité.

Je ne crois pas à l'indifférence. Pour chaque pays, il se passe toujours énormément de choses. L'humanitaire, c'est rencontrer et accompagner toute personne dans son malheur, dans sa dignité et dans son droit : à partir de cette richesse de relation individuelle ou communautaire à une petite échelle que nous avons dans les ONG, nous pouvons faire un lien et une passerelle avec les gens d'ici. C'est une approche davantage communautaire que politique.

À partir de l'histoire des hommes, il y a encore beaucoup de choses à dire, à rencontrer, à identifier et, pour vous, journalistes, à exploiter. Vous avez la chance de pouvoir accéder à la richesse incommensurable de l'humanité, les ONG sont prêts à vous y aider. Il y a maintenant des journalistes dans les équipes de Médecins du Monde. Ainsi, je viens de passer quinze jours à Bam et une journaliste du *Monde* nous y a accompagnés. Nous ne travaillons pas à côté de vous, mais avec vous. Vous avez besoin de nous et nous avons réellement besoin de vous. C'est aussi par cette communauté-là que nous pourrions continuer à avancer.

Enfin, je veux rappeler cette phrase de Claude Roy : “ *Il ne dépend que de nous que le soleil ne se couche jamais.* ”

Jérôme Bouvier, animateur

Il faudra certainement évoquer dans nos débats que dans le couple ONG/journalistes, il y a la tentation pour l'ONG de faire à son tour de l'événementiel pour intéresser les journalistes. D'autre part, la relation financière pousse un certain nombre de responsables de Rédactions à accepter des missions financées par telle ou telle ONG qui

se propose d’emmener un journaliste : aujourd’hui, dans beaucoup de Rédactions, des missions ne se font que parce qu’elles sont permises financièrement par des ONG.

Roland BIACHE, *Solidarité Laïque*

Solidarité Laïque est une ONG beaucoup moins connue que Médecins du Monde, d’autant qu’en termes journalistiques, Solidarité Laïque est souvent présentée comme un “ collectif ” qui regroupe des gens venant de la tradition de l’éducation populaire, de l’économie sociale, etc., et on nous donne rarement l’occasion d’aller jusqu’au bout de la présentation, notamment à la radio, sous prétexte que c’est beaucoup trop compliqué. C’est un premier écueil dans nos relations avec les médias.

Pour répondre aux propos de Jérôme Bouvier, nous avons fait le choix de ne pas payer les billets d’avion des journalistes : cela nous pose des problèmes et, faisant cela, il nous est plus difficile que pour d’autres de franchir la “ rampe médiatique ”, mais nous avons eu un débat éthique sur ces questions-là au sein de notre organisation.

Une association comme la nôtre, qui ne fait pas forcément dans l’urgence et avec la logistique importante qu’ont su développer des organisations comme Médecins du Monde, Médecins sans frontières et quelques autres, intervient dans le long terme et dans ce que l’on appelle, un peu commodément, le “ développement ”.

Sur l’Afghanistan, nous avons eu l’opportunité de rencontrer, avant les événements majeurs, des associations afghanes ou franco-afghanes, beaucoup plus connues que notre organisation, comme Negar, Afghanistan libre, etc., qui ont été vues assez souvent dans les médias, pour une opération lancée par les syndicats enseignants pour soutenir le droit des femmes.

Nous avons commencé par tisser cette série de relations avec les gens qui travaillaient en France et faisaient des allers-retours avec l’Afghanistan. Puis, au moment où les événements se sont accélérés, nous avons pu mettre en place des initiatives en post-urgence, dans la “ zone grise ”. C’est ainsi que la Ligue de l’enseignement, membre de Solidarité Laïque, a très rapidement décidé de transformer sa Quinzaine de l’École publique en Quinzaine du Droit à l’éducation dans le monde, en prenant comme premier pays d’appui d’Afghanistan. Cela a permis deux choses : collecter l’argent et réaliser un travail pédagogique auprès des enseignants puisqu’il ne s’agit pas seulement de jouer sur le registre de la bonne conscience et de la charge affective, mais aussi de faire un travail d’explication. Je partage ce qui a déjà été évoqué par les précédents intervenants : il y a un fond d’intérêt très important sur l’Afghanistan de la part de la

France. En effet, on rencontre assez facilement des gens qui sont allés en Afghanistan, s'y sont attachés et en ont rapporté des photos, des films, etc. Cela nous a permis d'effectuer ce travail de mise en pédagogie de ce qui pouvait se dire sur le caractère d'urgence permettant de collecter de l'argent pour pouvoir participer à la reconstruction d'une partie du système éducatif afghan.

Nous avons fonctionné ainsi, et notre deuxième choix a été de ne pas installer de bureau en Afghanistan et de ne soutenir que des organisations afghanes et franco-afghanes : AINA, Negar, Afghanistan Libre, Afghanistan-Bretagne, Solidarité Panshir et deux ou trois autres. Nous les avons réunies pour leur proposer de mettre en place avec elles un programme concerté pour l'éducation en Afghanistan. Il n'est pas toujours facile de rassembler autour d'une même table des associations afghanes qui ont des origines, des pratiques et des façons de voir l'avenir de l'Afghanistan différentes, ne serait-ce que par rapport au rôle de la femme. Ainsi, il y a un débat fameux entre ceux qui pensent qu'il faut absolument retirer son voile à la femme voilée et ceux qui pensent qu'il ne faut pas se tromper de combat car la femme peut avoir ôté le voile, mais ne savoir toujours ni lire, ni écrire. Nous avons donc eu des débats sur le type de priorités que nous donnions, par rapport à tel type d'action, etc.

Je ne suis pas certain que l'on puisse parler d'indifférence médiatique concernant l'Afghanistan. Comme l'a dit un journaliste lors d'une table ronde qui posait déjà, en 1989, la question des relations associations/médias : " Nous sommes là pour parler des trains qui n'arrivent pas à l'heure, vous essayez de parler d'autre chose : on ne va pas se rencontrer. " Je pense que nous avons, aujourd'hui, dépassé ce stade-là.

Il me semble que les élèves en journalisme devraient lire un document totalement méconnu qui s'intitule *Le Barreau Sud*, qui est le seul vrai travail d'analyse poussée, sur un an, des messages écrits et télévisuels, réalisé par un Institut d'analyse spécialisé qui a disparu depuis et un certain nombre d'ONG. Cet ouvrage a permis aux associations de dépasser les clichés sur les relations entre associations et médias.

Pour ce qui nous concerne, ce terme " indifférence " est sans doute excessif. Nous arrivons régulièrement à faire passer des informations sur des médias. Le problème est le niveau de l'intervention, tant il n'est presque pas caricatural de dire que n'existe que ce qui a été vu au journal télévisé de 20 heures ! La question est de savoir si les émissions qui traitent du fond des problèmes arrivent à avoir un impact suffisant pour permettre au citoyen d'appréhender ces questions avec le souci de la connaissance que nous essayons d'inculquer.

ÉCHANGES

Un étudiant, *ESJ*

On évoque ici le retour au silence après la couverture de l'Afghanistan, mais n'y avait-il pas déjà énormément de choses qui étaient passées sous silence pendant cette couverture ? En effet, l'intérêt principal des médias à ce moment-là n'était pas forcément centré sur le pays, mais plutôt sur la réaction américaine à l'attaque qui leur avait été portée. Y avait-il donc, au départ, un intérêt profond pour l'Afghanistan, y compris au niveau de l'opinion publique ?

Tom Heneghan, *Reuters*

La presse américaine n'a pas un très grand intérêt de fond pour le pays, mais s'il y a un lien stratégique, comme, par exemple, la présence soviétique dans les années quatre-vingt, cela augmente cet intérêt. Parmi les téléspectateurs américains, 60 % regardent les grandes crises à la télévision, mais seulement 20 % suivent l'actualité internationale avec intérêt.

Jérôme Bouvier, *animateur*

Est-ce très différent en France ? Je n'en suis pas sûr.

Bernard Delforce, *IUP de Lille 3*

Il y a effectivement une chute de l'intérêt et de la surface consacrée à l'actualité internationale. Et lorsqu'on considère tout ce qui se passe à l'étranger, on observe que la catégorie en expansion est celle des événements sportifs internationaux.

Reza Deghati, *National Geographic*

Les médias et les ONG ne sont que les " petits soldats " d'une grande machine de guerre ou de gouvernement : ils nous envoient où ils veulent. À un moment, il y a un intérêt pour l'Afghanistan, pour des raisons économiques ou politiques, tout le monde va là-bas, ensuite c'est l'Irak, etc. Émile Zola et " J'accuse ", c'était un autre temps : le journalisme est devenu un instrument entre les mains du pouvoir établi, même si, individuellement, certains essayent vraisemblablement de sortir de ce système.

Jérôme Bouvier, animateur

La spécificité de cette partie du conflit afghan, n'est-elle pas dans le phénomène de passion et de rapidité que l'on n'a pas retrouvé dans le conflit irakien ? En effet, ce dernier était préparé longuement à l'avance puisqu'on savait, deux mois à l'avance quelle serait l'heure des points de presse des forces armées américaines, chaque journaliste savait à peu près par où il allait passer et comment.

Guy Causse, Médecins du Monde

Les ONG ont souvent envie de dénoncer des situations. Nous les dénonçons par des moyens journalistiques qui nous mettent nous-mêmes en péril. Ainsi, du temps des talibans, Médecins du Monde avait monté une opération en France pour dénoncer toutes les atteintes aux femmes : nous prenions un risque majeur parce que cette opération journalistique nationale - radio, journaux, etc. - avait une très large audience au niveau national et nous avions pesé la mise en cause de notre activité au sein même de l'Afghanistan : nos équipes étaient prêtes à quitter le terrain si les autorités taleb avaient considéré que cette dénonciation dépassait le cadre de leur autorité. Pour dénoncer des situations, nous nous mettons parfois en péril nous-mêmes et il est très difficile de trouver la bonne réponse au bon moment parce qu'on ne sait pas quelle va être la réaction de l'autre. Nous mettions également en péril les équipes afghanes qui travaillaient avec nous, ce qui est plus dangereux, car si on peut toujours rapatrier les expatriés, nous mettons dans des situations très difficiles le personnel local, médecins, infirmiers, administrateurs, logisticiens... La nécessité de la dénonciation doit également tenir compte de la prise en compte des risques. Cela fait aussi partie du jeu journalistique, à un moment donné.

Jean-Marie Charon, président des Entretiens de l'information

Dans la question posée, ne voit-on pas un effet de structure qui correspond à l'évolution des médias dans les vingt dernières années ? Ce qui nous a été dit pour *L'Humanité* est aussi illustratif du phénomène. C'est-à-dire que, malgré tout, les structures des Rédactions ont conduit à ce que, de moins en moins, notamment dans le domaine international, on considère qu'il soit absolument utile d'avoir des correspondants à l'étranger ou on n'en a pas les moyens, voire même des spécialistes d'une région. Je me demande dans quelle mesure

beaucoup de médias ne sont pas gagnés, petit à petit, par ce que l'on a appelé à une époque le " syndrome CNN ", c'est-à-dire que la performance n'est pas dans la capacité à faire remonter des informations fines et en profondeur sur les problèmes de l'Afghanistan, mais davantage d'être capable de projeter beaucoup de journalistes et beaucoup de moyens techniques pour renvoyer des images lorsqu'une crise s'ouvre. On a un fonctionnement médiatique qui est un peu mimétique par rapport au fonctionnement militaire ou au déroulement des crises militaires : dès qu'une crise est annoncée, on déploie des moyens très rapides. Lorsqu'on observe les structures de CNN, mais maintenant les structures des autres chaînes de télévision s'en rapprochent, il y a très peu de journalistes spécialisés, des journalistes très bien préparés à être capables de se mouvoir sur n'importe quel terrain, avec un mode de questionnement simple et clair permettant de faire remonter une apparence de compréhension de la situation et dès qu'on a l'impression que l'aspect le plus actif de la crise est dépassé, tout le monde revient chez soi ou part ailleurs.

Je n'irai pas jusqu'à considérer que toute la problématique de la réunion d'aujourd'hui tourne autour de cela, mais on a un effet d'amplification. Ainsi, certains journalistes assez âgés de l'AFP me disaient que, auparavant, sur des crises du type de celles de l'Afghanistan ou des Balkans, l'une des techniques de l'agence était d'envoyer des gens assez longtemps faire des reportages en entrant le plus possible en familiarité avec un certain nombre de communautés, de mouvements actifs, etc. Aujourd'hui, la pratique est davantage de projeter des journalistes très rapidement, dans les périodes où on a l'impression qu'il va y avoir des clients intéressés par ce qui va sortir tout de suite comme dépêches, sans la même imprégnation en permanence dans des tissus politiques ou de communautés.

Olivier Da Lage, *Radio France International*

Je voudrais nuancer ce que vient de dire Jean-Marie Charon, notamment dans le cas de CNN : peut-être grâce aux moyens dont ils disposent, il se trouve qu'ils ont de très nombreux journalistes spécialisés sur toutes les régions du monde et qu'ils couvrent en permanence, avec des émissions quotidiennes, pas forcément destinées à un large public, l'actualité locale. En période de crise, ils ont donc tout de suite sur place des gens très qualifiés, que vient évidemment

immédiatement renforcer un corps de reporters tout terrain. On ne peut pas prendre l'archétype CNN comme étant celui des non-spécialistes qui irriguent immédiatement une actualité en projetant une ignorance globale.

En revanche, c'est quelque chose que l'on voit dans d'autres structures moins riches, moins densément éparpillées autour du monde.

Jérôme Bouvier, *animateur*

N'y a-t-il pas avant tout, notamment pour CNN, une anticipation logistique ? CNN a toujours préparé, sans doute mieux que d'autres, sa position logistique sur les couvertures. Pour n'en citer qu'un exemple, caricatural, CNN loue depuis trois ans et demi l'appartement le mieux placé au Vatican, place Saint-Pierre, espérant avoir la dernière image du pape Jean-Paul II : la logistique est prête.

Olivier Da Lage, *Radio France International*

C'est vrai, mais dans la logistique, il y a aussi un correspondant au Vatican qui suit au jour le jour. Il ne faut pas surestimer une dimension technique et une puissance de déploiement qui n'aurait pas de contenu.

En revanche, en ce qui concerne les généralistes/spécialistes, on voit cette dialectique à l'œuvre avec un vrai mouvement de balancier. Généralement, cela se passe de la façon suivante dans les Rédactions : un responsable de France 3, Christian Dauriac, me disait que le service étranger a été supprimé et rétabli au moins deux fois au cours des quinze dernières années, et on voit une critique interne dans une Rédaction qui se traduit par l'idée que les spécialistes sont trop spécialistes, qu'il faut un œil neuf ; on envoie donc des gens du service des reportages ; ceux-ci, au bout de quelque temps, commencent à se familiariser avec les situations locales, à devenir eux-mêmes des spécialistes ; deux ans plus tard, on recrée un service étranger organisé comme précédemment ; puis, deux ans après, le phénomène inverse va se reproduire. J'ai vu moi-même cela à l'œuvre dans ma Rédaction au cours des vingt dernières années et, pour en discuter avec mes collègues d'autres Rédactions, je sais que cela se passe de la même façon à peu près partout.

Valérie Rouard, *Radio France International, spécialiste de l'Afghanistan*

Je me situe complètement dans ce débat puisque j'ai eu la chance de pouvoir continuer à suivre l'Afghanistan après la chute des talibans pendant ces deux dernières années, mais que le discours que l'on m'a tenu ces dernières semaines est que l'on a maintenant trop d'Afghanistan et qu'il faut un peu " lever le pied " .

Les journalistes, sans en avoir assez conscience, sont un peu victimes de la politique que suit notre pays. À titre d'exemple, lors de la guerre Iran-Irak, j'étais avec une amie Tunisienne et, à l'époque, le diable, c'était l'Iran et nos politiques soutenaient l'Irak. Je me souviens que cette amie me disait que l'on ne se rendait pas compte, que Saddam Hussein était un dictateur, que nous étions victimes de la politique française et que nous étions pris par le discours ambiant. Effectivement, après, nous nous en sommes rendus compte.

C'est l'une des raisons pour lesquelles, comme l'indiquait Tom Heneghan, les pays anglo-saxons n'ont pas vu Massoud de la même manière qu'en France : les États-Unis n'ont jamais soutenu l'Alliance du Nord et les journalistes ont aussi été l'écho de cela. La manière dont nous sommes victimes des politiques globales des gouvernements est beaucoup trop négligée.

Tom Heneghan, *Reuters*

Les correspondants à Islamabad, au milieu des années quatre-vingt, étaient à mi-chemin entre les deux positions. Il n'y avait pas d'Alliance du Nord, à ce moment-là : il n'y avait que le Djamiad islamique, que l'on voyait comme la force la plus efficace, mais ce n'était pas non plus avancé, par les Américains et les Britanniques, comme la solution. On l'a décrit comme le plus organisé et le plus efficace, mais dans une atmosphère plus globale.

En Irak, on a vu en effet la miniaturisation des caméras, des téléphones par satellite, etc. Pour la presse américaine, il y avait de nouveaux journalistes débarquant avec leur équipement parce que les prix étaient beaucoup moins élevés et même les petites stations de télévision avaient leur *embedded correspondent* avec les forces armées américaines. Pour certains d'entre eux, c'était la première fois qu'ils étaient hors des États-Unis et, tout à coup, ils se retrouvent au milieu d'une grande guerre : cela a eu parfois pour résultat des dépêches incroyables parce que c'était vraiment le reporter local qui parlait à

ses lecteurs ou à ses téléspectateurs chez eux. Juste avant la guerre, j'étais à New York et la télévision locale avait un correspondant à Koweït : ils s'échangeaient des blagues du genre : " Il fait beaucoup plus chaud ici qu'à New York... ! ". Ce n'était plus du tout de l'information.

Jérôme Bouvier, animateur

Ces médias locaux parlaient-ils de l'Irak ou des *boys* en Irak ?

Tom Heneghan, Reuters

Ils parlaient plutôt des *boys*. À Kaboul, j'ai vu beaucoup de correspondants de médias qui n'en auraient jamais envoyé il y a vingt ans.

Etudiant, 1^{ère} année ESJ

N'y a-t-il pas une mécanique dans le travail des journalistes sur de telles crises qui fait qu'à un certain moment la plupart d'entre eux ont l'impression d'avoir tout dit, ce qui fait que dans le public, il y a comme un message subliminal donnant l'impression que tout a été entendu et qu'il n'est plus nécessaire de s'informer sur ce sujet-là ? Les journalistes ont donc l'impression de recevoir du public l'impression que tout a été dit et que tout a été entendu et donc qu'il n'y a plus rien à dire. Cela correspond à une sorte de cercle vicieux qui fait qu'à un moment, on arrête de parler de certains pays.

Damien Roustel, reporter, service international, L'Humanité

Entendre les critiques du public est très difficile en presse écrite. Lorsqu'on essaye de " vendre " un sujet, on dit que cela intéresse les gens, mais sur quoi se base-t-on pour dire cela ? Et on nous rétorque : " Tout le monde s'en fout ! ", mais on ne sait pas davantage sur quoi se base son interlocuteur pour dire cela ! À Mazar-I-Charif, il y avait une équipe de LCI à laquelle on a dit clairement qu'il avait été constaté que les téléspectateurs zappaient sur l'Afghanistan et donc qu'elle n'allait pas rester très longtemps.

Lorsqu'on parle d'indifférence, cela signifie que le public est intéressé, mais qu'on ne lui donne pas assez d'informations ; mais ne peut-on pas renverser la question pour se demander si le public est intéressé ? Heureusement qu'en presse écrite, nous n'avons pas ce débat-là, parce que si on introduisait cette notion, on connaîtrait les dérives que l'on connaît à la télévision et il y aurait

de moins en moins d'international dans les pages, ce qui est d'ailleurs déjà un peu le cas.

Jean-Claude Rousset, étudiant 1^{ère} année ESJ

À chaque fois que cette question du public est invoquée, cela me gêne. On ne traite pas un sujet au nom du non-intérêt supposé du public. Ne peut-on pas être idéaliste et penser que plus on en parle, plus cela intéressera les gens ? Si on donne l'impression d'avoir fait le tour du sujet trop rapidement, on n'en parlera plus, le public sera satisfait et pensera effectivement qu'il n'est plus nécessaire de s'y intéresser encore. Alors que si on considère l'information comme une mission éducative, on peut peut-être continuer à parler du pays, au-delà de l'évènement ou de la guerre, et provoquer un intérêt plus durable du public.

Roland Biache, ONG Solidarité laïque

J'en appelle à cette responsabilité éducative que vous avez et je pense que nous avons les moyens de vous donner les éléments de cette responsabilité ou la matière à cela. En tous les cas, en tant qu'ONG, nous y croyons très fort. Quelque chose m'irrite : le flash ou le jouet humanitaire, consistant à jouer sur un effet d'annonce mais sans aucune suite. Or, les Hommes continuent à vivre, progressent ou évoluent, et nous devons être des témoins fidèles de tout cela. C'est un appel très insistant que je fais à tout le monde journalistique.

Bernard Delforce, IUP de Lille 3

J'aime bien la manière dont vous posez cette difficulté de la notion d'intérêt, mais je crains que ce soit plus complexe que cela. La couverture d'un conflit et la couverture d'une situation, ce n'est pas du tout la même chose parce que, même si ce sont les mêmes lieux, ce ne sont pas les mêmes journalistes et ce ne sont pas les mêmes sujets et, quand on dit avoir fait le tour d'un sujet, ce n'est pas avoir fait le tour d'une situation, c'est avoir fait le tour d'un sujet qui est particulier à des façons de le traiter. Quand on traite une situation de conflit, on ne peut pas multiplier les angles à l'infini : ils sont assez largement prévisibles, si bien qu'aussi bien les journalistes que le public peuvent très bien avoir l'impression, au bout d'un moment, que l'on a fait le tour des angles possibles pour traiter cette question. En revanche, traiter une situation hors de

la crise, ce sont d'autres types de sujets, donc d'autres angles et c'est la spécialité d'autres journalistes car cela a d'autres exigences. Si cela s'arrête, ce n'est pas parce que quelqu'un a décidé que cela allait s'arrêter, mais c'est parce que, comme on n'est plus dans le même type d'actualité, ce n'est plus le même sujet, ce ne sont plus les mêmes journalistes, ce ne sont plus les mêmes moyens, ce ne sont plus les mêmes exigences... Quelqu'un qui n'a pas de solides connaissances d'un pays ou d'une situation va assez vite tomber dans les sujets qu'il lui est possible de traiter. J'aurais bien aimé, pour ma part, aller relever les sujets que l'on traite pour voir ce qui réapparaît.

Ainsi, pourquoi le thème des femmes afghanes est-il aussi récurrent ? La réponse est que, d'une part, c'est un sujet qui a de l'écho par rapport à une actualité nationale et, d'autre part, que c'est un sujet que l'on peut traiter à l'étranger sans avoir une forte connaissance de l'étranger et en étant sûr que cela va susciter un peu d'émoi chez le public français.

Il y aurait donc tout un travail à faire, non pas sur la manière dont on parle de ce que l'on fait, mais sur l'observation des sujets qui sortent et sur l'essai de compréhension des raisons pour lesquelles ce sont ceux-là et pas d'autres.

Jérôme Bouvier, animateur

Dans ce journalisme de crise, il ne faut pas mettre de côté la fascination que nous avons tous - et je m'y inclus - pour ce moment très précis de l'actualité où, à un moment donné, il y a scénarisation de qui va gagner et qui ne va pas gagner, faisant que vous tous qui appelez à juste titre à un journalisme éducatif ne serez peut-être pas ce soir devant le journal télévisé de 20 heures alors que vous y étiez tous à ce moment-là pour regarder des journalistes rouler dans des chars ou des feux d'artifice sur Bagdad. À un moment donné, il y a une sorte de sublimation du match qui fait que l'on regarde.

Robert Hennart, ancien directeur de l'ESJ de Lille

Il y a quelques instants, une phrase qui me paraît fondamentale : “ *Tout le monde s'en fout !* ” Encore faudrait-il savoir pourquoi. En s'en tenant au domaine français, il me semble qu'il y a deux raisons principales. La première raison tient dans les progrès énormes de l'individualisme qui se transforme, pour beaucoup d'entre nous, en un véritable égoïsme qui restreint le domaine de la curiosité parce qu'on s'intéresse d'abord à soi-même. La deuxième raison

est le nombrilisme qui existe chez les soi-disant “ grandes puissances ” : notre regard ne va pas plus loin que les limites de notre État et la plupart de nos contemporains n’ont aucune notion globale de leur avenir et ne s’aperçoivent pas que leur avenir dépend des progrès des talibans dans des villages d’Afghanistan, de la santé des dictateurs pakistanais et que tout peut changer pour eux aussi si ces éléments-là se trouvent remis en question.

Valérie Rouard, *Radio France International, spécialiste de l’Afghanistan*

Concernant la question du temps que l’on consacre à une information, combien de fois il faut y revenir, je pense que c’est moins une question de temps que de la façon dont on va en parler. J’en prendrai un exemple concernant le Kenya. Il y avait eu un jour des affrontements sur un marché, provoqués par une crise politique. Je regarde le sujet sur France 2 après en avoir moi-même parlé dans les journaux de RFI dans la journée ; il y a eu 40 secondes, en off, pour expliquer qu’il y avait eu des affrontements sur un marché, qu’il y avait eu 7 morts, que 10 boutiques avaient été cassées et c’est tout. Je me suis interrogée sur ce que pouvait bien avoir compris le téléspectateur de cette crise. Pour lui, cela aura été un conflit de plus en Afrique où tout le monde sait qu’on se tape dessus en permanence ! Je pense sincèrement que c’est la lecture qui en est faite.

Ensuite, je regarde le journal de RTBF sur TV5 et, en 1 minute 30 exactement, a été expliqué qu’il y avait eu des affrontements, des boutiques détruites, etc., mais aussi ce qui avait conduit à cela, c’est-à-dire une crise politique.

Nous, journalistes, ne devons jamais oublier, et moi j’y pense tout le temps, que l’auditeur ne sait pas forcément ce qu’est le Cashmere, ce qu’est cette crise, quel est le gouvernement actuel du Pakistan, quel est le lien avec l’Afghanistan. La question n’est pas le nombre de fois où on va y revenir, mais le *background* que l’on va y mettre et le fait qu’il faut réexpliquer en permanence dans quel contexte cela se situe et quels sont les enjeux. Je pense que c’est pour cela que le public en général et, en particulier, le public français, est absolument insensible aux faits internationaux.

Sur l’actualité internationale, on zappe beaucoup trop vite parce qu’on n’est pas capable d’expliquer exactement le fond et je rejoins sur cette question Bernard Delforce : nous avons une approche toujours trop superficielle.

Ibrahim, doctorant, Université Paris III

Je travaille sur les journalistes dans la guerre en Sierra Leone. Les journalistes occidentaux tiennent-ils compte dans leurs reportages du bagage historique qu'ils avaient en arrivant en Afghanistan ou sont-ils surtout influencés par ce qu'ils ont rencontré sur le terrain ?

Jean-Marie Charon, président des Entretiens de l'information

Quand Bernard Delforce dit qu'à un moment donné, lorsqu'on est essentiellement sur la couverture des aspects visibles des événements, on a fait le tour des angles, je suis tout à fait d'accord avec lui, mais il faut aussi s'interroger, sur la plupart des dernières crises et, plus généralement, sur les situations de guerre annoncées puis décrites comme étant des situations de guerre, sur le fait de savoir s'il n'y a pas une contradiction entre la temporalité des médias et celle des acteurs sur le terrain. Je suis frappé, dans les dernières guerres qui ont été estampillées et traitées comme telles, par l'existence d'un phénomène d'annonce extrêmement fort : “ *Attention ! ça va se produire !* ”, avec un sujet qui n'existait pas avant qui est “ *Regardez le dispositif que nous avons mis en place !* ”

Il y a une espèce de mise en scène de l'attente et de structure type de la manière dont devrait se dérouler l'événement. Durant les premières heures de la guerre en Irak, c'était particulièrement frappant, les correspondants à Bagdad avaient un schéma de description de la guerre qu'ils s'attachaient à remplir. De la même manière, les unilatéraux avaient une manière de décrire la guerre comme quelque chose qui devait se faire vite et dont on devait pouvoir rendre compte dans un temps médiatique qui ne pouvait pas se prolonger indéfiniment. J'avais d'ailleurs été frappé par la réceptivité de la plupart des journalistes au terme de la “ pause ” : au bout d'une semaine de guerre, on annonçait une “ pause ”. En réalité, le problème de la pause était de savoir si on allait tenir le temps médiatique ou si on n'était pas en train de perdre du temps.

Il me semble que cela a un premier effet qui est un sentiment de “ terre brûlée ” : à un moment donné, derrière cette montée de l'attente, de promesse extraordinairement forte sur la capacité que l'on va avoir à rendre compte de l'événement, on a multiplié tous les angles, on a montré tout ce que l'on

pouvait montrer, mais l'événement n'est toujours pas terminé, il n'est qu'en train de se dérouler. Là, tout le monde en a assez, y compris ceux qui traitent l'événement, on le suppose dans le public et, en fait, je crois que ce qui se passe est surtout un phénomène de frustration : entre la promesse et le choix qui est fait ou la capacité que l'on a à répondre à ce qui a été annoncé par le moyen des médias, il ne peut y avoir qu'une contradiction et un phénomène de frustration. Je me demande dans quelle mesure les médias modernes n'ont pas encore renforcé ce phénomène qui n'est pas tout à fait récent puisque, lorsqu'on reprend l'histoire de la Première Guerre mondiale, on voit qu'il y a le même type de problème avec l'attente, la difficulté des médias à trouver la guerre telle qu'ils l'attendaient, d'autant qu'on ne les laissait pas accéder au terrain. Maintenant, on peut accéder au terrain sous certaines conditions, mais cela ne change pas grand-chose parce que les temporalités des combats, des événements, et surtout de ce qui se passe en profondeur pour les populations qui sont concernées, sont complètement différentes et on n'arrive plus à les faire se rejoindre.

Reza Deghati, *National Geographic*

Aujourd'hui, les médias ne sont que des instruments de gouvernement. Ils ne jouent plus un rôle d'éducation. Ils sont tombés entre les mains des économistes et des grands marchands. Comment, dans un pays comme la France qui est le fondateur de la liberté d'expression, qui a eu Émile Zola, peut-on accepter que la première chaîne de télévision soit entre les mains d'un maçon ? Quel rôle peut-il jouer ? J'ai rencontré des journalistes de TF1 au Turkménistan, qui est l'une des dictatures les plus dures du monde, dans lequel Bouygues construit actuellement des bâtiments pour le Président : je leur ai demandé s'ils venaient faire un sujet sur la dictature et ils m'ont répondu qu'ils étaient venus former les journalistes de la télévision du Turkménistan !

Je sais que, pour les journalistes, c'est individuellement très difficile d'accepter d'être des instruments de gouvernement parce que nous croyons avoir notre volonté, notre liberté et notre parole.

Sarah Olivara, étudiante, *Institut pratique du journalisme*

J'ai lu un livre de Noam Chomsky sur ce sujet, qui va peut-être un peu loin, mais il est vrai qu'il y a des victimes qui méritent un intérêt plus grand de la

part du Gouvernement américain et qui sont traitées davantage par la presse. En même temps, d'autres événements sont peu évoqués par le Gouvernement parce qu'ils le gênent et la presse en parle moins. Ainsi, lorsque le Vietnam a pris le pouvoir au Cambodge, on en parlait beaucoup, alors que dans le même temps, il y avait des problèmes au Timor et on n'en parlait pas parce que les États-Unis soutenaient l'Indonésie. Peut-être a-t-on beaucoup parlé de l'Afghanistan parce que cela arrangeait les États-Unis.

Etudiant, *Institut pratique du journalisme*

Je me demandais si ce n'était pas un effet de scénarisation des conflits qui en augmentait l'intérêt : il y a une première phase d'attaque avec les chars, puis on passe à l'humanitaire et, ensuite, il y a une sorte de règlement du conflit. N'est-ce pas une suite logique que ce soit plus intéressant et plus pertinent d'en parler, une fois ce règlement de conflit en route ?

Robin, *étudiant, Institut pratique du journalisme*

Au sein de l'association Aïna, comment faites-vous pour former des journalistes et y a-t-il une manière de travailler pour les rendre plus indépendants du pouvoir du gouvernement afghan ?

Reza Deghati, *National Geographic*

Vous avez constaté ma réaction par rapport aux médias, le rôle que ceux-ci jouent dans le monde et la manière dont l'information est transmise. C'est sur ce constat, ainsi que le fait que dans les guerres et les conflits, ce ne sont pas seulement les maisons qui sont détruites et ce ne sont pas seulement les hommes qui sont mutilés, mais ce sont aussi la culture et l'âme d'un peuple qui sont blessées. Une grande partie du travail des ONG consiste à aider ce qui est physiquement détruit : lorsque le médecin vient mettre une prothèse, c'est aussi réparer une destruction physique même si, comme l'indiquait Guy Causse, il essaye aussi de témoigner. Après le conflit, reconstruire une maison ou une route, cela prend un certain temps, mais reconstruire une culture qui a été bafouée ou des âmes blessées, cela prend un temps beaucoup plus long et se pose la question des moyens par lesquels y parvenir. L'idée d'Aïna est venue de là : créer la première ONG qui s'occupe de médias, de culture, après les conflits.

On ne peut pas dire que l'on va aller vers la démocratie en Afghanistan si une presse indépendante et libre n'existe pas, d'où la nécessité d'une organisation comme Aïna. Il y a trente ans, un journaliste français qui partait en Afghanistan, en Iran ou au Kurdistan, avait les mêmes moyens de travail qu'un journaliste kurde, afghan ou iranien : un crayon et un carnet de notes. Aujourd'hui, les journalistes français et américains arrivent avec leurs portables, leurs téléphones par satellite, leurs casques, les gilets pare-balles... Ils n'ont même plus de crayons et de carnets de notes !

Dans tous ces pays, il y a des journalistes qui ont une intelligence extraordinaire, mais qu'il faut former à avoir accès à tous ces moyens modernes du journalisme, sans intervenir dans le cadre éditorial. Nous les formons et n'intervenons pas sur ce qu'ils écrivent, tant qu'ils restent dans le cadre de la Charte des Droits de l'Homme. S'il y a une critique du gouvernement, Reporters sans Frontières les soutient. Cette synergie est aujourd'hui créée en Afghanistan qui consiste à donner accès à un groupe intellectuel de médias, d'écrivains, de culture, à ce qu'est l'information. Voilà ce qu'est le travail d'Aïna et pendant deux ans, nous n'avons jamais eu de problèmes avec le Gouvernement afghan malgré les critiques très fortes formulées par certains journaux sur celui-ci.

Damien Roustel, reporter, service international, L'Humanité

Lorsqu'on voit que la présence de journalistes organise la visibilité et la lisibilité de l'action humanitaire et politique dans les zones qui sont couvertes, on se dit que l'on ne peut pas se déresponsabiliser totalement de son rôle social sur une zone. Les choses sont certainement d'autant plus dures à gérer pour la population afghane que le repli des journalistes s'accompagne du repli d'associations humanitaires, peut-être moins scrupuleuses que les autres, qui organisent l'essentiel de leur présence sur le cadrage médiatique et d'hommes politiques qui sont dans l'agenda que les médias créent et entretiennent.

Guy Causse, Médecins du Monde

Pendant les années les plus sombres des longues guerres en Afghanistan, la grande force du mouvement journalistique et du mouvement humanitaire est d'avoir permis à la société civile de continuer à exister. C'est à partir de tout

ce que l'on a pu maintenir avec le peuple afghan lui-même qu'il peut maintenant rebondir et se reconstruire.

Jérôme Bouvier, animateur

Il y a une excitation de la guerre pour le journaliste, que l'on ressent même dans les rédactions où on la vit par truchement. Cette excitation, avec toutes ses ambiguïtés, existe-t-elle aussi chez l'urgentiste ou le médecin qui part dans une situation de crise ou, au contraire, y a-t-il trop la prescience de la douleur engendrée par le conflit pour que cette excitation existe ?

Guy Causse, Médecins du Monde

En tant que soignants, nous sommes dans l'assistance à personnes en danger. C'est notre première réponse, ici ou là-bas. Mais la part de l'aventure humaine est indéniable. Elle est excessivement forte et existe chez ceux qui font de l'humanitaire, urgentistes ou autres. C'est cette curiosité, cette soif de l'autre, qui nous oblige à aller jusque là-bas. Sur le terrain, la richesse des rencontres, de l'aide que l'on peut apporter, mais aussi de ce que l'on reçoit est très importante : en termes de société, les Afghans ont encore beaucoup de choses à nous apprendre.

Ludovic, journaliste pigiste

Damien Roustel nous a beaucoup expliqué les problèmes du travail sur place, les jours d'attente, les manques d'information, les rumeurs, l'encadrement par les militaires, le fait que l'on passe 80 % de son temps à faire de la logistique. Dans ces conditions, peut-on faire comprendre à son rédacteur en chef que, pour l'édition du lendemain, on ne peut pas forcément faire un article, tout simplement parce que l'on n'a rien d'intéressant à dire et que l'on a besoin de plus de temps ? Au contraire, sent-on qu'il faut vraiment rentabiliser l'investissement en produisant de la copie ?

Damien Roustel, reporter, service international, L'Humanité

À un moment donné, pour des raisons de bouclage de *L'Humanité Hebdo* qui sort le samedi et est bouclé le vendredi matin, on me demandait d'envoyer deux articles, l'un pour *L'Humanité* du vendredi et l'autre pour l'hebdo, dans la même journée du jeudi. J'étais vraiment épuisé, mais on m'a mis une énorme pression et j'ai fait les deux articles, bien que je n'avais pas d'informations

vraiment nouvelles. Cependant, il ne s'agit pas d'écrire n'importe quoi ou d'inventer. J'étais content de ne pas travailler pour la radio ou pour LCI, car les journalistes y étaient encore beaucoup plus " pressés " que moi.

Jérôme Bouvier, animateur

J'ai eu le bonheur de diriger deux Rédactions, France Culture et RFI, cette dernière étant majoritairement consacrée à l'international et je voudrais dire que l'on ne peut pas évacuer l'aspect du retour sur investissement. Même sur France Culture qui est, me semble-t-il, le média le plus dégagé de toute notion d'audience et de gestion des fonds publics, cette logique-là intervient quand même. Pour moi, la question est moins celle-là que celle du papier incommodable : demander à celui qui est de l'autre côté, de rapporter les rumeurs et de faire des plans sur la comète. En revanche, avoir un journaliste qui est en Ouzbékistan pendant une semaine et qui ne produit rien, avec le coût que cela représente pour une petite Rédaction, ce n'est pas envisageable non plus. Mais il y a des choses à faire en Ouzbékistan, avec un vrai journaliste, qui parle de ce qu'il voit, de l'impact des caractères ethniques reportés de l'Afghanistan vers l'Ouzbékistan, etc. Ce qui est épouvantable, c'est lorsqu'on demande à un journaliste qui est au fond du Pakistan, de l'Ouzbékistan ou du Tadjikistan de dire ce qui se passe à Kaboul ! Malheureusement, cela se passe sans arrêt et c'est cette commande-là qui est à surveiller de très près.

Non identifié

Roland Biache a expliqué qu'il refusait de payer des billets d'avion aux journalistes. Je me demandais s'il n'y avait pas un risque de confusion entre le journalisme et l'humanitaire, à partir du moment où, comme cela a été dit, des journalistes peuvent faire leur travail sous couverture humanitaire. N'y a-t-il pas un risque de privilégier la dénonciation sur l'information puisque, à mon sens, le rôle du journaliste n'est pas de dénoncer, mais d'informer ? Ne risque-t-on pas de tomber dans la victimisation de l'information ? N'y a-t-il pas un danger à trop se côtoyer ?

Guy Causse, Médecins du Monde

Nous savons qu'il y a des situations graves. Qui peut parler de la Tchétchénie sans aller sur le terrain ? Comment y entrer ? Si vous dites que vous êtes

journaliste, vous n'y entrerez pas. Donc, nous permettons ainsi à des journalistes d'avoir accès à de l'information. Après, s'ils ont envie de dénoncer, ils le font, c'est leur problème et ce n'est plus le nôtre. Nous savons qu'il y a une situation dont il faut témoigner. J'étais à Bam, il y a une quinzaine de jours et il était plus difficile pour les journalistes que pour nous d'obtenir des visas : nous avons eu des visas en une heure et, en faisant passer une journaliste du *Monde* comme faisant partie de l'équipe MDM, elle a pu avoir son visa le plus rapidement possible pour arriver sur le terrain. Une fois là-bas, elle a fait ce qu'elle a voulu, ce n'était plus notre problème. C'est simplement permettre aux journalistes d'avoir accès le plus rapidement possible aux situations où il y a des choses à dire.

Roland Biache, *Solidarité Laïque*

Il n'a pas été facile pour nous de prendre cette décision concernant les journalistes et cela a fait l'objet de débats. Cependant, nous sommes moins sous la pression que Médecins du Monde, car nous sommes moins dans l'urgence immédiate. En même temps, je n'arrive pas à être totalement convaincu, y compris par ce que vient de dire Guy Causse.

Je crois qu'il y a suffisamment de crédibilité de certaines ONG pour que les choses puissent être rapportées sans que l'on tombe dans la rumeur, comme cela a été évoqué précédemment. Entre les rumeurs diverses et variées que l'on peut entendre, il est très difficile de se faire un point de vue. Si j'étais journaliste et que je n'aie pas pu passer une frontière pour entrer dans un pays en conflit, je croirais certainement beaucoup plus volontiers le représentant de telle ONG dont je connais la crédibilité que le mélange de rumeurs entre lesquelles il faut faire un tri. Maintenant, nous rouvrirons certainement le débat sur notre décision de ne pas embarquer de journalistes.

La comparaison faite par Valérie Rouard entre France 2 et RTBF renvoie à une culture franco-française. Le journaliste est un individu qui est allé à l'école de la République, comme nous tous, et on peut reprocher aussi à l'école d'être restée très franco-française, avec une France lumière du monde, et nous n'avons pas fini d'expurger toute notre imagerie coloniale. Nous disons à peu près la même chose aujourd'hui sur l'immigré que ce que nous disions sur l'indigène il y a quelques années. Les mêmes clichés circulent. Si un journaliste

n'a pas fait d'autres études que celles de journalisme et n'a pas une curiosité plus importante sur ce sujet-là, il reflète ce que la société française pense de " l'autre ", en général. Ce sont des travers que l'on retrouve moins ailleurs, même en Belgique, bien que ce pays ait une histoire coloniale qui n'est pas spécialement sympathique : il y a une autre forme de culture et, peut-être aussi, une autre forme de curiosité.

Lieutenant-Colonel Fouquereau

J'ai été en charge de la communication avec les médias au ministère de la Défense et, à ce titre, comme porte-parole à Kaboul pendant quatre mois, jusqu'à cet été. J'étais déjà allé en Afghanistan un an avant.

Je suis un communicant institutionnel, en France comme en opération et, à ce titre, nous travaillons avec la presse française et avec la presse étrangère. Cet été, à Kaboul, mis à part l'AFP, il n'y avait pas de presse française permanente. Il y avait toute la presse anglo-saxonne, notamment les grandes chaînes américaines et les chaînes du monde arabe. Il y avait très peu de presse en français. Il ne faut pas faire d'angélisme et les explications à cela semblent évidentes. L'intérêt de l'Afghanistan sur le plan historique se situait sur un plan intellectuel - l'architecture, les archéologues, l'intelligentsia afghane... -, mais peu concernant le reste du pays. Aujourd'hui, il y a 12 à 15 000 soldats américains et on peut imaginer ce que pourrait être l'Irak dans quelques années avec ce qui s'est passé en Afghanistan. Lorsque, au mois de mai, il y a eu une augmentation de l'insécurité à Kaboul avec l'attentat-suicide sur le bus de nos camarades allemands, on a là les prémices de ce qui se passe maintenant en Irak. Les journalistes peuvent faire des comparaisons : les Français ne sont pas en Irak, donc les 500 soldats français qui travaillent au quotidien travaillent au profit de la force internationale. Il n'y a donc pas de comparaison à faire, si ce n'est les 150 ou 200 soldats français qui travaillent aux côtés des Américains. Concernant la comparaison entre France 2 et RTBF, je ne suis pas tout à fait d'accord. Je ne trouve pas que, quels que soient leurs supports, les journalistes français soient inféodés à une démarche politique ou gouvernementale. J'ai eu l'occasion de coacher de manière très particulière les premiers combats en Côte d'Ivoire, en décembre et, en revanche, de retour à l'école de Douékoué après

l'accrochage, il y avait des journalistes de presse anglo-saxonne et sud-africaine qui, me semble-t-il, avaient une lecture assez partisane.

Reza Deghati, *National Geographic*

Derrière les ONG ou les journalistes, il ne faut pas oublier que ce sont des êtres humains, qui vont sur le terrain, qui racontent des histoires. C'est là où les mots " soigner " et " témoigner " prennent toute leur importance. Pour moi, c'est le même travail et, pour moi, il n'y a pas de vraie différence sur le terrain. Il faut bien garder cela en mémoire.

Guy Causse, *Médecins du Monde*

Le mot " indifférence " est un mot très fort et je pense que c'est contre ce mot que les journalistes, présents et à venir, auront toujours à se battre, parce qu'il y a partout des indifférences, que ce soit ici en France, au coin de la rue, comme partout dans le reste du monde. Cela fait partie essentiellement de votre combat journalistique.

Damien Roustel, *reporter, service international, L'Humanité*

Je me demande s'il ne faut pas instaurer des rendez-vous réguliers car ce thème de la surmédiatisation suivie du silence existe concrètement pour n'importe quel pays - lorsqu'il y a une élection en Grèce, on se plonge dans le dossier, on écrit de nombreuses pages sur la Grèce, puis on y revient quatre ans après. Il faudrait peut-être instaurer des rendez-vous réguliers comme ce qui se fait actuellement pour l'Union européenne : dans *Le Monde*, il y a une page régulière, dans *L'Humanité*, il y a deux pages hebdomadaires, pourquoi ne pas faire la même chose sur l'Afrique, sur l'Asie, etc. Cela permettrait de se dégager un peu de l'actualité urgente.

Tom Heneghan, *Reuters*

Il est souhaitable que les étudiants aient la possibilité de suivre l'actualité internationale dans plusieurs journaux, en plusieurs langues, de plusieurs pays. Cela vaut la peine car il y a toujours des points de vue différents. Après la chute du mur de Berlin, j'étais chef du bureau à Bonn, et nous étions dix dans l'équipe anglophone de Reuters, mais il y avait des Anglais, un Irlandais, un Canadien, deux Américains, une Japonaise, une Grecque, un Suédois, un Danois et un grand nombre d'opinions sur la réunification allemande. Nous avons eu de

nombreuses discussions parce que, par exemple, les Américains et les Canadiens disaient que c'était une excellente chose, l'Anglais était très inquiet, cela était complètement égal à la Japonaise... Nous travaillions pour la même agence et si nous avons fait une analyse de nos dépêches, on pouvait voir les tendances. Lorsqu'on a la possibilité de considérer les choses de plusieurs points de vue, cela en vaut la peine.

Bernard Delforce, IUP de Lille 3

Dans les périodes de crises, celles que l'on couvre de façon récurrente, certains événements ont des scénarios pré-écrits. J'ai été fasciné par la façon dont Damien Roustel expliquait comment, lorsqu'on arrive sur le terrain, c'est bien parce qu'on a un scénario de ce qui va se produire, que l'on est capable de se poser au bon endroit ou que l'on est capable de choisir les endroits où les autres ne vont pas être, qui vont faire notre singularité. Il faut que les journalistes reconnaissent l'existence de ces scénarios récurrents.

L'indifférence, et le sentiment d'avoir fait le tour de la question peuvent s'éclairer par cette notion. C'est un scénario qui est dans la tête du journaliste, mais aussi dans celle de ses lecteurs qui ont bien compris qu'on était à la fin du film. En période normale, j'ai l'impression que l'on n'est plus dans des scénarios récurrents connus, mais qu'il faut trouver des sujets et des thématiques susceptibles d'intéresser le public. Cela devient un travail beaucoup plus compliqué, exigeant une bonne connaissance d'un contexte, d'une conjoncture, et ce n'est plus du tout le même type de journalisme. Ce qu'il y a à comprendre en la matière va certainement au-delà de l'opposition généraliste/spécialiste.

Concernant l'altérité, l'identité, etc, je n'irai pas jusqu'à dire qu'il y a une influence du Gouvernement sur les médias, mais on ne peut pas nier qu'un journaliste français est un journaliste français tout simplement parce qu'il baigne dans une culture, dans un discours ambiant. Même si, par moments, cela ne nous choque pas - sur l'Irak, cela ne nous a pas choqués parce que, probablement, il était largement partagé par les journalistes que la position française était la bonne -, il est clair que lorsqu'on regarde comment fonctionne la presse américaine aux États-Unis, on a quand même un peu envie de "ruer dans les brancards". Bien qu'on s'en défende, les journalistes sont toujours pris dans le contexte dans lequel ils vivent. La question corollaire est

celle de savoir comment les journalistes se comportent lorsqu'ils vont à l'étranger. Je vois deux dangers. Le premier est le point de vue ethnocentré : regarder cette réalité par rapport au public français et à ce qui peut l'intéresser, auquel cas on passe à côté de l'essentiel. Le deuxième écueil me paraît être le regard exotique ou touristique qui va cultiver le pittoresque et montrer que tout cela est très différent de chez nous. L'un des rares moyens de sortir de cela est certainement le regard humanitaire.

Conclusion par son Excellence Zalmay Haghani

Ambassadeur d'Afghanistan en France

D'une part, je voudrais dire quelques mots sur la perception que j'ai eu, en tant qu'Afghan exilé à l'extérieur, des médias et de ceux qui s'intéressaient ou ne s'intéressaient pas à l'Afghanistan. Ensuite, je dirai quelques mots sur l'état actuel des médias en Afghanistan et sur ce dont ils ont besoin.

Dans notre perception des médias en Occident, nous avons eu deux périodes. Nous avons tout d'abord eu une période faste où il y avait deux groupes s'intéressant à l'Afghanistan : des ONG et des journalistes, mais les deux groupes étaient clandestins parce qu'on ne pouvait pas aller en Afghanistan pendant la période de la guerre soviéto-afghane ou il fallait suivre les soldats soviétiques et voir tout à travers ce que ceux-ci transmettaient. Une fois la guerre terminée, nous avons connu une seconde période, qui pour nous a duré trop longtemps, où peu de médias et peu d'organisations du monde s'intéressaient à notre pays. Heureusement, nous trouvions un écho en France, à la fois auprès de quelques médias, mais aussi de quelques ONG qui nous informaient sur la situation en Afghanistan. Telle était la situation pendant le régime des talibans, mais aussi, en partie, pendant la longue guerre civile que l'Afghanistan a connue. Lorsque des événements malheureux se produisaient en Afghanistan, nous voulions attirer l'attention des médias, mais la difficulté que nous avions était que cette voix n'était pas entendue.

Je me souviens très bien du mois de février 2001, lorsque les talibans ont procédé à la destruction des bouddhas de Bamiyan, un petit groupe d'Afghans, à Paris, voulait faire un article dans un journal et nous n'avons jamais pu faire entendre notre voix. Nous avons seulement pu écrire une lettre au directeur général de l'Unesco qui nous a répondu avec beaucoup d'égard et a entrepris un certain nombre d'actions pour empêcher la destruction des bouddhas, mais comme vous le savez, cela n'a pas abouti.

Lorsque le 11 septembre est arrivé, l'Afghanistan a brusquement rejilli sur la scène internationale et il est possible de faire une comparaison avec ce que nous avons connu lorsque les premiers soldats soviétiques sont entrés en Afghanistan à partir du 27 décembre 1979. D'un seul coup, l'Afghanistan a rejilli sur la scène

internationale et les médias se sont emparés du problème afghan. Certains médias relatent les événements, la situation, avec recul, essayant d'aller au fond des choses, mais pour d'autres, il s'agit de faire des choses de manière très artificielle, sans tenir compte du contexte social et sans regarder le problème sur le fond. Évidemment, cette situation demeure aujourd'hui.

Pour nous, Afghans, ce serait très difficile de voir se réinstaller cette indifférence et ce silence. Nous voudrions que les médias soient toujours en alerte sur les problèmes afghans parce que, malgré les progrès que nous enregistrons, nous avons aussi des difficultés et nous aurons toujours besoin des médias pour faire entendre la voix de la libre expression des Afghans en Afghanistan.

Les médias, en Afghanistan, sont passés par différentes phases. Il y a d'abord une phase où il n'y avait pas de médias libres : lorsque j'étais jeune, il n'y avait que des médias gouvernementaux, presse écrite et radio puisqu'il n'y avait pas de télévision dans les années cinquante et au début des années soixante.

Lorsque l'Afghanistan connaîtra une première phase de démocratie, à partir de 1964, c'est une ouverture vers des médias libres. Cependant, nous avons très vite pu constater que les seuls médias qui tenaient n'étaient pas des médias vraiment libres, mais des médias alimentés à l'extérieur puisque les journaux qui se portaient bien étaient ceux qui étaient financés de l'extérieur.

Puis, avec le régime républicain et avec les différentes phases du régime communiste, nous connaissons une presse contrôlée.

Quant aux *moudjahidin* qui se trouvaient à la fois en Iran et au Pakistan, ils avaient leur presse, mais qui n'était pas libre non plus : c'était une presse qui faisait la propagande dans l'autre sens, comme le faisait la presse afghane à l'intérieur de l'Afghanistan, avec l'aide de la presse soviétique.

L'Afghanistan ne connaîtra un début de presse libre qu'à partir de début 2002 avec l'administration intérimaire, conformément aux Accords de Bonn et lorsque le Gouvernement de transition sera mis en place. Actuellement, en Afghanistan, malgré les difficultés et les problèmes, il y a plusieurs dizaines de publications libres : les gens disent ce qu'ils veulent, ce qui pose même parfois des problèmes parce qu'il n'y a pas encore de culture de paix et il arrive que l'on mette ceux qui écrivent en prison, mais cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas s'exprimer librement.

Cette liberté de la presse est néanmoins une liberté fragile, qu'il faut entretenir et nourrir. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de vous. Quel est, aujourd'hui, le rôle des médias en Afghanistan, qu'ils soient afghans ou étrangers ? Aujourd'hui, nous sommes très heureux d'entendre RFI sur FM, d'avoir des informations télévisées - nous n'avions que la chaîne allemande -, parce que cela oblige les autorités gouvernementales à donner des informations fiables, à ne pas mentir et à ne pas jouer avec le mensonge comme c'était le cas par le passé. En effet, si les Afghans écoutent la radio ou la télévision gouvernementale, s'ils lisent la presse gouvernementale, ils ont parallèlement accès libre à la presse étrangère : c'est une autre garantie de la liberté de la presse.

Cette presse, dont nous espérons qu'elle restera libre, a un triple rôle. D'abord, les médias doivent informer de manière fiable, lisible et compréhensible par les populations. Dans cette phase que nous connaissons en Afghanistan, la radio joue un rôle très important puisque, aujourd'hui, encore 80 % de la population afghane est analphabète. Cette possibilité rend les gens mûrs : il est possible de discuter de politique avec eux car, même s'ils sont illettrés, ils savent ce qui se passe dans le monde et ce qui se passe dans leur pays.

En deuxième lieu, les médias ont aussi un rôle de formation. En Afghanistan, il ne suffit pas d'avoir un journaliste de talent ou d'avoir quelqu'un qui, professionnellement, se porte bien, il faut aussi lui donner un minimum de moyens pour qu'il puisse exercer son métier, écrire, publier, pour disposer d'une caméra, pour qu'il puisse aller dans une station de radio, etc. Or, toutes ces possibilités n'existent pas encore tout à fait en Afghanistan et c'est dans ce sens qu'il faut travailler.

Enfin, les 25 ans de conflit, les 23 ans de guerre, ont tout transformé en Afghanistan. Il y a malheureusement une culture du mensonge, une culture de guerre, qui ont tout dénaturé en Afghanistan. Les médias jouent un rôle d'éducation et de formation dans ce domaine. Il faut enlever de notre pays cette culture de guerre, cette culture de conflit, qui a toujours été alimentée par le haut. En effet, à la base, il n'y a pas de guerre ethnique ou de guerre de religion en Afghanistan : les médias qui y sont allés peuvent en témoigner. Ces conflits ont été alimentés par le haut et, également, par l'extérieur. Les médias

ont donc un rôle éminemment important à jouer pour que, en Afghanistan, on puisse progressivement semer une culture de la paix, de la stabilité, et supprimer cette culture de guerre qui nous a coûté très cher. C'est dans ce sens que nous voulons travailler et que nous vous demandons aussi votre appui et votre soutien.

Les Balkans, un si lourd silence

Introduction

Par Didier Eugène, Ouest France

Après avoir échangé sur la couverture médiatique du conflit afghan, nous allons donc nous intéresser aux Balkans. En tant que praticien du journalisme, je me félicite du travail de réflexion et d'échanges entamé par les Entretiens de l'information. C'est assez nouveau en France, mais ce n'est pas unique dans le monde. En effet, au début du mois, une dépêche en provenance de New York rapportait que Médecins sans Frontières États-Unis avait établi un " Top 10 " des situations les moins couvertes en 2003. Les trois conflits les moins couverts par la presse américaine l'an dernier étaient la Tchétchénie, la Colombie et le Burundi, ainsi que d'autres situations le long de la frontière tchado-soudanaise, la Somalie, la Corée du Nord, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo. Si nous recherchons des thèmes de conflits oubliés, nous n'en manquerons donc pas et nous pourrions peut-être appeler nos amis américains à nous rejoindre dans cette réflexion.

À la différence de l'Afghanistan, nous sommes aujourd'hui, dans les Balkans, dans une zone qui n'est plus en guerre ouverte à l'heure actuelle, mais dans un contexte de stabilisation, avec des institutions qui fonctionnent, tout au moins théoriquement, des États reconnus, huit années après Dayton, mais soumis à des évolutions intérieures importantes.

Nous sommes aussi, dans cette région, dans des perspectives plus ou moins lointaines d'intégration à l'Union européenne.

Donc, le contexte est évidemment différent de la situation afghane qui a été décrite précédemment.

Intervention de Yohann Relat

étudiant de l'ESJ

Le thème de cet après-midi est donc le silence des médias après la guerre dans les Balkans. C'est d'abord un silence positif parce qu'il est certainement l'occasion de réfléchir sur les prises de parole antérieures. On sait qu'à cette occasion-là, il y avait eu de nombreux débats comme, par exemple, celui entre Régis Debray et Bernard-Henri Lévy, sur la place à donner à certaines paroles et sur un éventuel manichéisme des acteurs.

Ce silence est aussi inquiétant, parce qu'il marque, d'une certaine manière, le passage d'une forme d'ingérence politique que l'on a souligné au moment du conflit kosovar ou de la Yougoslavie, à une indifférence médiatique. Ce n'est pas forcément une indifférence de bon aloi puisque, actuellement, on observe la résurgence d'un certain nombre de malaises profonds, chez les Serbes avec le retour de Milosevic sur la scène politique, mais aussi chez les Croates ou chez les Kosovars.

La question est aussi de savoir si, dans cette nouvelle conjoncture au niveau des Balkans, la guerre est bien terminée.

Présentation des intervenants et premières réflexions

sur le thème de la table ronde

Yves Tomic, historien, chercheur à l'Université Paris X-Nanterre

Je m'occupe, par ailleurs, de l'Association française d'étude sur les Balkans, qui est la principale association de type académique s'occupant de cette région en France.

Concernant le " silence ", probablement pas puisque, de fait, après la chute de Milosevic en 2000 et la mort de Franjo Tudjman, le Président croate à la fin de 1999, on avait cru à un retour de la paix dans la région, mais il y a eu d'autres crises, notamment en Macédoine, la situation au Kosovo n'a pas du tout été stabilisée au départ et il a fallu un certain temps pour éviter que des crimes soient perpétrés contre les nouvelles minorités - les Serbes et les Tziganes. Par conséquent, il y a donc eu plusieurs " occasions " pour parler des Balkans après 2000.

La tendance est de parler des Balkans quand les choses vont mal et on ne relève jamais les éléments positifs, ce qui changerait l'image de ces pays de l'ancienne Yougoslavie.

Milos Lazin, RFI

Je suis journaliste à la rédaction serbo-croate de RFI. Je m'occupe d'une émission en serbo-croate diffusée dans les pays de l'ex-Yougoslavie, que l'on peut aussi écouter en soirée dans la région parisienne. Je couvre les guerres yougoslaves à RFI depuis quatorze ans.

En même temps, je suis metteur en scène de théâtre et, à ce titre, je m'engage également dans cette problématique.

Concernant les trois mots clés " guerre ", " silence " et " médias ", je ne pense pas que l'on soit dans une situation d'après-guerre. Dans les Balkans, nous sommes dans un " arrêt sur la guerre ". On parle, mais peut-être pas toujours au bon moment, parfois d'une manière faussement sélective : en parlant, en France, on exprime un grand malentendu qui n'est pas le même qu'au début de la guerre car il y a beaucoup moins d'ignorance, beaucoup plus de connaissance

de la géographie et de l'histoire. Concernant les médias, je pense qu'il faut distinguer le traitement de la situation dans les Balkans dans les médias qui sont obligés de s'exprimer brièvement et dans les médias qui ont une place pour l'analyse. Depuis 2000, on a complètement oublié les héros de la chute du nationalisme à Zagreb et à Belgrade : les médias indépendants sur place, qui sont dans une phase d'extinction, ce qui est grand dommage.

Béatrice Delvaux, rédactrice en chef du Soir, Bruxelles

Le conflit est certainement " oublié " si on considère les " millimètres colonne " ou le nombre de signes, aujourd'hui, mais je pense qu'il y a des conflits dans le monde qui sont, proportionnellement, plus oubliés. Ici, il reste un intérêt politique qui ressurgit régulièrement. Un intérêt puissant, à la fois pour des raisons stratégiques, des raisons spécifiques à l'Europe et une volonté de continuer à suivre. Il faut rappeler que le suivi ne se fait pas seulement sur place, mais aussi via le Tribunal pénal international : c'est une manière d'avoir une présence. Les articles qui continuent à paraître concernent aussi cette actualité-là. Pour un journal dans un pays comme la Belgique, qui n'a pas nécessairement la vocation d'avoir une couverture internationale et qui doit se battre dans un budget serré pour en avoir les moyens, il faut faire des tris : le choix de suivre le TPI est pour nous un choix de continuer à être présents sur la problématique des Balkans, indépendamment du fait d'avoir un correspondant sur place.

Jean-Arnaud Derens, correspondant de Ouest France, de RFI et du Monde diplomatique à Belgrade

Je suis effectivement correspondant à Belgrade et dans tous les pays de l'ex-Yougoslavie et également l'Albanie de plusieurs médias francophones : *Ouest France*, le quotidien *Le Temps* à Genève, *La Libre Belgique*, RFI, *Le Monde Diplomatique* et quelques autres. D'autre part, je suis Rédacteur en chef du site Internet " Le Courrier des Balkans " qui, depuis presque six ans, est le principal outil d'information francophone sur cette région : c'est un site de contenu spécialisé qui, par définition, est à l'écart des variations d'intérêt médiatique puisque son rôle de parler des Balkans quelles que soient la situation et la mode médiatique du moment. Malgré cela, ce que montre bien l'expérience du Courrier est que ce besoin d'information sur les Balkans n'arrête pas de croître.

Un grand nombre de paramètres entrent en ligne de compte, notamment le développement, en général, de la presse électronique, mais cet intérêt sans cesse plus important pour le Courrier des Balkans prouve bien qu'il y a un très gros besoin d'information sur cette région.

Ce qui caractérise les Balkans, à la différence d'autres situations de conflits dans le monde, c'est d'abord la succession de conflits majeurs, celui de la Slovénie, celui de la Croatie, celui de la Bosnie, celui du Kosovo, celui de la Macédoine... qui ont tous trouvé des solutions, souvent provisoires, définies parfois comme telles. Les foyers de crise potentiels sont parfaitement identifiés et nombreux, ce qui veut dire que les Balkans sont toujours dans une situation où les politiques internationales ont contribué à geler des situations sans les régler. Cela signifie que l'intérêt médiatique que l'on peut ou que l'on doit porter à cette région est aussi nécessairement lié à cette situation d'attente, d'entre-deux et non réglée. Dans certaines Rédactions, on a parfois tendance à oublier les Balkans, mais ils demeurent le lieu de toute une série de contradictions qui ne sont pas résolues et le traitement que l'on peut choisir d'accorder à cette région doit être nécessairement fonction de cela.

Rony Brauman, *Médecins sans frontières*

Je ne me suis pas livré à une analyse de détail sur la manière dont la situation dans les Balkans était couverte dans les médias puisque c'était mon statut de militant humanitaire qui était mis en avant. Je ne fais pas de lien direct entre l'importance de l'action humanitaire, les capacités de mobilisation et de ressources pour l'aide humanitaire, les capacités d'investissement, de mise en œuvre, d'une part, et l'importance de la couverture médiatique, d'autre part. Ce trait d'équivalence est très souvent tracé comme une évidence : " Sans médias, point de catastrophe ! ", disait souvent Bernard Kouchner. Or, on s'aperçoit que bien des situations critiques dans le monde font heureusement l'objet d'un engagement humanitaire ou d'une aide internationale importante, sans que pour autant, les médias la couvre largement. C'est, par exemple, le cas de l'Afrique Australe. La même chose s'applique pour les Balkans. Si je me souviens du dernier grand épisode de mobilisation à la fois politique, militaire et humanitaire qui s'est déployé dans les Balkans, c'est-à-dire l'après-coup de la guerre du Kosovo, je me dis que les organisations humanitaires auraient dû

faire preuve de davantage d'indépendance d'esprit et de jugement et auraient bien fait de s'abstenir de participer, du moins pour une part, à cette espèce de déferlante médiatico-humanitaire qui s'est abattue sur le Kosovo.

Donc, les humanitaires doivent prendre conscience du fait qu'ils ne sont pas tributaires des médias au point où on le dit, même si, naturellement, pour mobiliser l'opinion, pour faire passer ses idées, pour en appeler à la générosité, pour tenter de modifier l'agenda politique international, une certaine connivence avec les médias peut être utile. En tant que lecteur de médias, j'attends tout des médias, sauf une connivence avec les humanitaires ou une connivence avec qui que ce soit. Ce que j'attends, c'est la plus grande honnêteté possible, éventuellement pour taper sur le dos des humanitaires, au cas où ils le méritent.

Il me semble donc important de dissocier assez largement l'action humanitaire de la couverture médiatique. L'un et l'autre peuvent naturellement aller ensemble, mais ce n'est pas nécessairement pour le meilleur.

Sur les conflits oubliés, le nombre de " conflits oubliés " dont je vois des comptes rendus tous les jours dans la presse m'épate littéralement. Soit cela signifie que l'on a, comme on dit en médecine, une amnésie antérograde, c'est-à-dire un oubli de tous les événements qui viennent s'imprimer dans une mémoire volatile, soit c'est devenu, comme disait Hannah Arendt, un cliché euphorisant : à partir du moment où on a parlé de " conflit oublié ", on a contribué à le faire sortir de l'oubli, on a fait une bonne action et on peut passer à autre chose. Non, la Tchétchénie, la Colombie, le Burundi, les Balkans ne sont pas des conflits oubliés : plusieurs fois par semaine, dans la plupart des médias, ils sont couverts. Trouvons autre chose, raisonnons sur la hiérarchie qui préside à la couverture des médias, demandons-nous, par exemple, pourquoi l'accident de Charm el-Cheikh occupe une telle place dans les médias, ou d'autres événements de ce type. Il faut abandonner la formule " conflits oubliés " parce qu'elle est trompeuse.

Général Jean-Claude Thomann, *Commandant de la Force d'Action terrestre à Lille*

Je voudrais d'abord remercier Loïc Hervouët de m'avoir convié à ce débat et j'y vois un signe d'ouverture. Nous avons d'ailleurs des collaborations fortes puisque nous recevons, dans le cadre de certains exercices, de jeunes stagiaires

qui ont ainsi l'occasion d'être très incisifs et de " se faire les dents ", ce qui est très positif pour tout le monde, que ce soit mes officiers qui s'entraînent à travailler avec les médias ou pour préparer les futurs journalistes à leur mission.

Deux approches me semblent possibles pour aborder ce débat. On peut, d'abord, faire du factuel avec des constats et s'interroger sur le fait de savoir si le conflit des Balkans est réellement oublié : il a été dit que la presse y revient assez régulièrement, même si ce ne sont plus les scoops du début. J'ai passé huit mois et demi dans les Balkans où j'étais l'adjoint du général britannique qui commandait la force qui est entrée dans les Balkans, le général Michael Jackson ; j'ai beaucoup travaillé avec Bernard Kouchner dans la phase initiale et, dans les premiers jours, avec Sergio De Mello qui était un très grand Monsieur. Soit on essaye d'élargir un peu le débat et, pour ma part, je souhaite que nous nous interroguions, parce que je l'ai vécu comme acteur, sur le rôle des médias dans le cadre de la conduite d'une action de la communauté internationale. Suivant les phases, les présences, l'intensité donnée à la communication médiatique, quel est le rôle joué par les médias ? Pour être un peu provocateur, ma question serait de se demander dans quelle mesure les médias peuvent ou doivent être un outil de la politique internationale lorsque la communauté internationale, par le biais de l'Onu aussi bien que de ses forces, s'engage pour résoudre un problème. Cela pose un grand nombre de questions de déontologie pour les journalistes : comment travailler ? comment être objectif ? comment ne pas être contre-productif vis-à-vis d'une action d'ensemble ? Faut-il être un simple témoin ou y a-t-il un vrai rôle d'éducation des médias ?

Patrice Barrat, *Article Z*

Je dirige Article Z qui est une agence de presse qui produit des documentaires pour les chaînes internationales ou françaises, principalement sur les enjeux internationaux. Dans l'agence que j'avais créée auparavant, Point du jour, nous avons fait un certain nombre de documentaires au début du conflit. Puis, pendant le siège de Sarajevo, j'avais produit et réalisé une chronique dans une rue de Sarajevo qui est passée sur Arte, sur la BBC et dans cinq ou six pays, pendant des mois. Après la guerre, j'ai monté une ONG qui s'occupait d'aide

aux médias dans les Balkans et j'ai produit, avec les professionnels locaux, des émissions dans les Balkans. Le rôle des médias locaux dans l'après-guerre est très important, ainsi que les influences étrangères.

Je suis d'accord avec les propos de Rony Brauman lorsqu'il dit qu'il est facile de redorer le blason en mettant une étiquette " conflit oublié, on va en parler ", puis on oublie à nouveau. C'est un phénomène assez général que de ne pas parler avec toute la profondeur que l'on devrait des réalités du monde, y compris les réalités d'après-guerre. Les médias internationaux jouent un rôle stratégique fondamental et on n'en est pas assez conscient : on ne peut pas se contenter de parler du silence ou du rôle des médias seulement en quantifiant le nombre d'articles ou de reportages car c'est sur le fond qu'il faut analyser les choses, la manière dont on en parle.

Didier Eugène, Ouest France, *animateur*

La question est de savoir ce qui intéresse dans les médias sur les Balkans. Patrice Barrat est au carrefour entre la demande des producteurs d'émission ou de reportages de télévision et les reporters d'images : comment percevez-vous, aujourd'hui, la demande sur les Balkans ? Y a-t-il un intérêt à proposer des reportages, des émissions et des images sur les Balkans et sur quels thèmes en particulier ?

Patrice Barrat, Article Z

En 1993-1994, nous avons donc fait une chronique dans une rue à Sarajevo. Sur la BBC, cela avait été un programme important puisque c'était, chaque jour, deux minutes avant le journal du soir. Nous avons arrêté au printemps 1994 et j'avais fait promettre au directeur de la BBC que l'on pourrait y retourner. En novembre 1994, alors que c'était encore la guerre, même si on s'acheminait vers sa fin, il nous avait donné son accord pour que nous retournions dans cette rue pour voir ce qui était arrivé aux gens que nous avions suivis. Le 15 décembre, la radio a annoncé qu'il y avait un cessez-le-feu à Sarajevo : la BBC m'a téléphoné pour m'annoncer qu'on ne reprenait pas cette chronique. Tout cela pour dire que, pour les médias audiovisuels au moins, il faut qu'il y ait la guerre et du spectaculaire pour qu'on s'intéresse à un coin du monde. Aujourd'hui, j'ai l'impression que ce qui nous intéresse, c'est plutôt la question de la responsabilité sur ce qui s'est passé hier : le TPI, l'implication des

Hollandais ou de la France dans des “ bavures ” ou dans des massacres, que la réalité vécue par les gens aujourd’hui. C’est ce qu’il y a de plus difficile à faire accepter comme projet de documentaire ou d’émission par les chaînes de télévision, à part quelques raretés, comme Arte, qui est l’une des chaînes les plus ouvertes sur les réalités du monde contemporain. Ailleurs, même en Angleterre, c’est de plus en plus difficile.

Didier Eugène, Ouest France, *animateur*

Comment Béatrice Delvaux, au *Soir*, fait-elle ses choix ?

Béatrice Delvaux, *rédactrice en chef du Soir, Bruxelles*

Dans un budget extrêmement serré et dans une période d’austérité, la question était de savoir si nous maintenions une couverture internationale. Il aurait été facile de répondre par la négative puisque tous les médias autour de nous avaient renoncé à des couvertures propres, notamment par le biais de correspondants salariés, même dans des endroits évidents pour un journal belge. Notamment, nos confrères flamands du *Standaard* avaient supprimé leurs deux correspondants salariés et s’étaient liés à un journal hollandais pour leur couverture internationale. Pour nous, il serait facile de nous joindre à des journaux français et de passer des accords de copyright, mais nous nous sommes dits que nous n’allions pas faire cela car, s’il est très facile de supprimer un bureau - d’autant que nous n’avons que deux correspondants salariés, à Paris et à New York -, c’est une décision très grave parce que nous avons cette tradition qui tire le journal vers le haut. En effet, c’est important pour les lecteurs, mais c’est également très important pour une Rédaction de se dire que l’actualité internationale a de l’intérêt et qu’elle a l’ambition d’y aller et d’y maintenir des journalistes salariés.

Nous avons donc maintenu les deux postes et nous avons également maintenu un budget de reportages important. Par exemple, au moment de la guerre en Irak, des journaux français nous ont proposé leur couverture en kit. Cependant, comme la France, la Belgique avait pris une position particulière vis-à-vis de ce conflit : nous existions sur la scène internationale, ce qui n’est pas souvent le cas de notre pays, et il était donc très important que nous puissions voir le conflit par nos yeux propres, surtout compte tenu de cette position de notre ministère des Affaires étrangères qui jouait un rôle à sa manière dans le conflit.

Nous avons également fait de l'économie de troc : nous avons uni deux Rédactions qui avaient très envie de travailler l'une avec l'autre, mais qui avaient des moyens réduits, *Le Temps*, en Suisse, et la nôtre. Au début, nous espérions profiter des nombreux salariés du *Temps*, mais comme ils ont subi des réductions de budget, ils ont surtout servi à stabiliser nos pigistes. Pour prendre un exemple, la Russie était moins bien couverte, ces derniers temps, et notre correspondant à Londres a décidé d'aller s'installer en Russie : pour cela, il fallait des moyens et nous avons décidé d'y mettre, à deux, les moyens nécessaires pour le fixer là-bas et qu'il ait une capacité à s'y installer pendant un an, avec un fond de piges suffisant.

Pour un média comme le nôtre, les guerres sont ce qu'il y a de plus difficile à suivre parce que cela requiert des moyens démentiels, avec une capacité à aller à l'information qui, finalement, est assez réduite, parce qu'il faudrait envoyer énormément de monde pour avoir une vision globale. Nous l'avons fait pour l'Irak où nous étions le seul média belge - télévision, radio et presse écrite confondus - à avoir un envoyé spécial sur place et nous nous en sommes vraiment félicités, parce qu'il n'était ni *embedded* des ONG, ni *embedded* de l'armée : il y avait donc moyen de faire ce travail tout seul, mais c'était fatalement tout à fait autre chose. Pour avoir un regard différent, nous devons donc être beaucoup plus originaux lorsque nous décidons de partir sur place. Le vrai apport que nous avons, c'est d'envoyer quelqu'un, quelques mois ou quelques années plus tard, dans un endroit, pour le faire redécouvrir, parce que là, nous avons un apport propre qui est différent de ce que les agences ou le correspondant sur place peuvent nous envoyer.

Avec des moyens peu importants à l'échelle de ce que doit être le budget du *Monde*, du *Herald Tribune* ou d'autres journaux, il y a donc moyen de faire une couverture originale et de garder un spectre géographique extrêmement large. En fait, il suffit de choisir, parce que nous ne pouvons pas tout couvrir, donc nous pouvons couvrir plus spécifiquement, de manière plus propre et plus intelligemment, avec de vrais objectifs de reportage.

Didier Eugène, Ouest France, *animateur*

Comment la demande médiatique française est-elle ressentie par le correspondant à Belgrade et quel est l'apport d'un correspondant sur place à ce

traitement de fond de l'actualité dans son secteur géographique, par rapport aux situations de crise. Quel est le travail du correspondant aujourd'hui et est-il entendu des médias pour lesquels il travaille ?

Jean-Arnaud Derens, *correspondant de Ouest France, de RFI et du Monde diplomatique à Belgrade*

Pour exprimer un point de vue complémentaire, il faut dire qu'une bonne part du problème ne se trouve pas tant dans la demande qui vient des médias que dans l'offre de propositions et d'idées originales. J'ai toujours été surpris de ne jamais voir arriver aucun jeune diplômé d'école de journalisme dans les Balkans alors qu'il y avait du travail ! Je ne veux accuser personne, ni incriminer je ne sais quelle idée générale, mais j'ai été tout simplement surpris parce que je pense que dans beaucoup de régions du monde on peut faire passer de très bons sujets de reportages, en presse écrite comme en presse radio - en télévision, c'est différent, parce que faire un documentaire, c'est une autre logique de budget et un autre métier. Je crois qu'aujourd'hui, on peut proposer beaucoup de sujets intéressants et trouver preneur dans les médias. Finalement, il y a peut-être simplement un manque de propositions de la part de ceux dont ce serait le métier d'en faire.

Je travaille depuis cinq ou six ans pour les mêmes journaux, avec une grande régularité, et il est évident que ces Rédactions-là, parce qu'elles y ont un correspondant, vont traiter plus les Balkans que des journaux qui n'en ont pas. Évidemment, ces journaux auront des correspondants dans d'autres régions du monde où les journaux pour lesquels je travaille n'en ont pas. Il y a aussi, dans beaucoup de médias, y compris les plus respectables, une part de hasard qui fait que tel journal va être fort parce qu'il a un correspondant et qu'il va se créer à lui-même l'habitude de suivre cette région-là. L'exhaustivité absolue n'existant pas, ce n'est pas forcément très grave.

Je n'ai jamais eu de difficultés à proposer des sujets. Évidemment, quand l'Irak occupe toute la place de l'actualité internationale, lorsqu'on est correspondant dans les Balkans, il est évident qu'il vaut mieux partir en vacances ! En revanche, je vais prendre l'exemple d'un sujet qui reste essentiel et qui a été étonnamment peu traité. Juste après le 11 septembre 2001, j'avais trois solutions : soit partir en vacances, soit me mettre à apprendre l'arabe, soit

essayer de trouver quelque chose à faire dans les Balkans. J'ai pensé assez sérieusement partir en vacances prolongées. Puis, je me suis dit que l'on avait pas mal parlé de l'islam dans les Balkans et qu'il y avait certainement beaucoup de choses à faire et à dire : la présence de réseaux islamistes marginaux qui ont manqué leur tentative d'implantation en Bosnie, mais qui demeurent présents dans la région est une réalité importante ; les phénomènes de fond qui affectent les sociétés musulmanes du monde des Balkans, c'est quelque chose d'important ; le rôle de relais aux portes de l'Union européenne que des pays comme l'Albanie peuvent jouer pour des réseaux islamistes transnationaux, c'est important. Ce sont des sujets qui n'ont été pratiquement traités par personne. Je suis parti le 15 septembre 2001 avec un collègue photographe et, pendant plusieurs semaines, nous avons beaucoup travaillé sur ce sujet. Les autres grands médias sont arrivés trois mois plus tard !

Je pense qu'il y a aussi un manque de journalistes s'établissant à demeure dans les Balkans ou y venant régulièrement, alors qu'il y a énormément de choses à dire. Fondamentalement, le traitement des Balkans, pour les médias, est devenu l'affaire de personnes qui ont beaucoup travaillé dans les Balkans, voire qui y ont commencé leur carrière, pendant la guerre de Bosnie ou juste après. C'est le cas d'un grand nombre de collègues que je rencontre et ils reviennent plus ou moins épisodiquement dans les Balkans. C'est le cas de Marc Semo, qui suit les Balkans avec une extrême pertinence depuis au moins dix ans, même s'il n'a jamais vécu lui-même dans la région. Ceci étant, il y a toujours une différence entre le correspondant qui passe la majeure partie de son temps dans les Balkans - j'y passe moi-même au moins huit ou neuf mois de l'année - et des gens qui reviennent lorsqu'un événement remet les Balkans à la Une de l'actualité, même s'ils ont une bonne connaissance de la région. Je crois que le rôle des correspondants qui font le choix de s'établir dans une région est essentiel pour avoir une information de qualité. Aujourd'hui, il y a seulement une minuscule poignée de correspondants francophones établis dans la région : je pense qu'il y a moins de correspondants francophones, tous médias confondus, dans l'ensemble de la région, qu'il n'y a de correspondants uniquement suisses-allemands.

Didier Eugène, Ouest France, *animateur*

Sur cette question des correspondants, les deux dernières interventions montrent qu'il y a matière à développer des initiatives. Tout n'est pas bouché dans cette profession.

Béatrice Delvaux, *rédatrice en chef du Soir, Bruxelles*

Je pense qu'au-delà du manque d'intérêt du public pour l'international, il y a une lassitude des gens pour tous les sujets : il y a une attitude consumériste vis-à-vis de l'information qui est la même que vis-à-vis de votre télévision, de votre CD, de votre voiture, etc., c'est comique deux jours, c'est rigolo le troisième, c'est déjà moins original le troisième, le cinquième on zappe... C'est ainsi pour la télévision et c'est vrai aussi pour les journaux. Avant, sur un gros conflit, on vendait plus pendant un certain temps, maintenant, dans les journaux généralistes, on vend plus pendant deux ou trois jours, mais ensuite les gens se fatiguent très vite d'une information. Un confrère flamand me disait récemment que les gens se fatiguent aussi de la manière dont l'information se produit. Après le 11 septembre, pour vendre plus, il faudra faire encore mieux ! Je suis volontairement cynique, mais ce confrère me donnait les statistiques et m'indiquait qu'ils avaient proportionnellement mieux vendu par rapport à l'Irak lorsque le candidat homosexuel, d'extrême-droite ou assimilé tel Pim Fortuyn s'était fait tuer sur un parking aux Pays-Bas : c'était plus intéressant pour le public qu'un conflit attendu qui se déclenche à un moment donné. Il y a une réflexion à avoir sur la formation et sur la manière dont les gens sont devenus adeptes de la consommation d'information parce qu'ils en font une consommation de spectacle et poussent parfois le journal quotidien qui veut survivre qui veut survivre à se demander comment aborder les choses. Il faut parfois une forme de volontarisme pour continuer à donner l'information de fond, l'analyse récurrente, parce que cela ennueie les lecteurs.

Je suis parfois inquiète de voir arriver de jeunes journalistes avec d'abord cet *a priori* : ils ont de moins en moins de connaissances de l'actualité internationale, voire de l'actualité au sens large, et avec une volonté de faire du reportage, sans que l'analyse soit une priorité pour eux. Leur formation ne semble pas les recadrer sur l'essentiel de ce qui fait un bon article.

Il faut être très imagitatif pour trouver les moyens d'apporter du sens dans une société qui vit de plus en plus par le spectacle. La guerre et les attentats sont devenus des objets de *shows*, ce qui est une difficulté réelle dans la couverture des conflits, voire de l'actualité en général.

Olivier Da Lage, *Radio France International*

Je ne suis pas entièrement convaincu qu'il y ait un manque d'appétence pour l'international et que l'on ait une tendance descendante. Sur une trentaine d'années, je suis plutôt frappé du contraire. Que ponctuellement, il soit difficile de parler d'autre chose que des initiatives de Nicolas Sarkozy parce qu'il en fait tellement que cela envahit l'actualité, certes mais si l'on prend un temps plus long, on s'aperçoit qu'un grand nombre de sujets internationaux sont traités. D'autre part, il n'y a pas que la télévision, la radio ou les quotidiens : il y a les magazines et tout l'environnement éditorial. Si on observe les catalogues des maisons d'édition, il y a trente ans, n'étaient traités, dans les sujets qui n'étaient pas de la littérature, que des sujets de politique intérieure et beaucoup moins de thèmes internationaux. Aujourd'hui, c'est complètement inversé et les grands coups d'édition hors littérature pure sont toujours sur l'international et beaucoup plus rarement sur les affaires de politique intérieure. Je ne suis donc pas tellement inquiet. En revanche, il est humain de ne pas pouvoir s'intéresser à tout en même temps et tout le temps : c'est vrai pour nous et c'est vrai pour le public.

Jean-Marie Charon, *président des Entretiens de l'information*

Le sous-traitement des Balkans peut paraître une question mal venue, mais avant de venir ici, j'ai posé des questions autour de moi et deux choses sont arrivées sur les Balkans qui m'ont beaucoup frappé et qui m'ont fait penser que c'était à la fois omniprésent et pas compréhensible.

La première chose est que de très nombreuses personnes m'ont demandé comment il était possible que Milosevic pouvait se présenter aux élections et, par ailleurs, comment il se faisait qu'il réalisait un tel score. Lorsque je lis les journaux, que j'écoute la radio, il n'y a pas tellement de réponses à ces questions. D'une part, la réalité des institutions, la manière dont elles fonctionnent, ce qui est arrêté ou non compte tenu du processus judiciaire en cours... sont autant de clés de compréhension qui, à mon avis, ne sont pas

extrêmement traitées. Je ne sais pas si les Français sont ou non intéressés par l'international, mais lorsqu'une information arrive, il arrive qu'elle ne puisse pas être interprétée si on n'a pas donné les informations de fond nécessaires : comment quelqu'un qui est poursuivi depuis des mois devant un tribunal international peut-il être élu ?

En deuxième lieu, beaucoup de gens ne comprennent pas ce qui se passe au Tribunal pénal international : c'est très long, ils entendent parfois dire que, finalement, Milosevic ne s'en sort pas si mal que cela, que sa défense est assez performante, etc. Il y a, là aussi, un décalage complet entre l'information qui a été donnée sur cette crise et sur la responsabilité des uns et des autres et le fait que, la condamnation politique et médiatique ayant été faite par la communauté internationale, on n'arrive pas à juger Milosevic.

Yves Tomic, historien, chercheur à l'Université Paris X-Nanterre

Vous m'offrez l'occasion de parler du traitement médiatique des dernières élections en Serbie. Les médias occidentaux ont effectivement beaucoup mis l'accent sur l'élection de Slobodan Milosevic et de Vojislav Seselj, le leader du Parti radical serbe, d'extrême-droite. Or, quand on regarde concrètement les chiffres, que l'on n'a peut-être pas présenté dans les journaux quotidiens, on s'aperçoit qu'il a fait un très mauvais score : le Parti socialiste de Serbie a obtenu 290 000 voix quand il en obtenait 500 000 en 2000 et quand il en obtenait entre 1,3 et 1,5 million dans les années quatre-vingt-dix et 2,3 millions en 1990. Il y a donc, de fait, une chute de l'électorat pour Milosevic en Serbie. Il est effectivement problématique qu'il ait pu être candidat, mais le problème vient de ce que la loi serbe ne prévoyait pas le cas de personnes inculpées par un tribunal international et, tant qu'il n'a pas été condamné, on ne peut pas lui interdire de se présenter.

Mais *Le Monde* a titré " Slobodan Milosevic élu député " : alors que les partis politiques ont remis leurs listes de députés et il ne l'est pas. Les médias ne vous ont pas présenté le type de scrutin dont il s'agissait : il s'agissait de scrutin à la proportionnelle, des listes étant proposées par chacun des partis, portant 250 noms et, après les résultats, en fonction des résultats obtenus, on savait le nombre de mandats que chaque parti avait et, ensuite, ils pouvaient choisir dans la liste, en partant du début ou en partant de la fin : la personne dont le

nom était en deux cent cinquantième position pouvait donc très bien être élue député.

Certains médias, en France, ne font presque plus d'information concernant la Serbie. Je ne nie pas que la Serbie soit à l'origine des guerres yougoslaves, bien au contraire, mais à trop enfoncer ce pays et en ne lui accordant aucune chance puisque certains, encore aujourd'hui, seraient favorables à des sanctions contre ce pays, on ne lui permet pas de sortir du trou dans lequel il est tombé. Je pense, notamment, que *Le Monde* est un contre-exemple : dans les différents articles publiés après le 28 décembre dernier, on a pu voir toute une série d'accusations. Un éditorial publié dans *Le Monde* du 31 décembre 2003 s'intitulait " La Serbie contre le TPIY " parce que, effectivement, deux personnes détenues à La Haye ont été élues, mais cela signifie-t-il que tous les habitants de Serbie se sont prononcés pour ces hommes-là ? Quand on analyse les résultats, on s'aperçoit que ce n'est qu'une partie de l'électorat et non toute la Serbie, même si les enquêtes d'opinion montrent que 70 % environ des Serbes sont opposés au TPI, mais il faut en examiner les raisons, ce qui est un autre débat.

Il n'y a pas eu beaucoup de textes présentant la situation correctement et on est toujours dans des notions d'accusation, de dénonciation et de jugements un peu moralistes, ce qui est dommageable et ne sert pas l'information.

Milos Lazin, RFI

Une boutade tout d'abord : je peux vous expliquer pourquoi Milosevic a eu 7 % en décembre 2003 si vous m'expliquez pourquoi, il y a deux ans, Le Pen a eu 17 et 20 %.

Je vais essayer maintenant d'expliquer ce que j'ai appelé " malentendu " dans ma première intervention. On a une situation assez claire en ex-Yougoslavie, c'est-à-dire que nous avons officiellement cinq États et le Kosovo. Mais, si on y regarde de plus près, on a 2,25 États : la Slovénie est un État, le Kosovo et la Bosnie-Herzégovine sont deux protectorats, mais la Serbie n'est pas un État. Aucun politique, ici et en Serbie, ne peut dire où sont les frontières de la Serbie. Si vous posez cette question à n'importe quel officiel, réformateur ou extrémiste, il va prendre cela comme une insulte. Le malentendu vient de ce que, depuis 1995, on traite la situation politique en Serbie, en Croatie et en

Bosnie comme une situation politique normale. Il n'y a pas encore de politique. Si on a des chefs d'État et des chefs de Gouvernement qui n'ont aucune idée de la situation des frontières, si on a un nouveau président du Gouvernement Croate qui affirme qu'il est conservateur et que tous les médias en France répètent : " Ivo Sanader déclare qu'il est conservateur ". Qu'est-ce que cela veut dire être " conservateur " en Croatie, après dix ans de terreur ? Cela veut dire que l'on va conserver toutes les lois de privatisation qui ont donné les sociétés d'État aux mafias. Bien sûr, si un correspondant ou un journaliste annonce que Ivo Sanader est un " conservateur ", on comprend qu'il est comme Jacques Chirac ! Or, ce n'est pas du tout la même chose. Il faut problématiser les informations parce que les politiques là-bas sont obligés de mentir, tout simplement parce qu'ils ne sont pas des politiques. Dans ces régions, on fait pousser les basketteurs, les peintres, les cinéastes, mais les politiques, ça ne pousse pas, il faut les créer. C'est pour cela qu'il faut que la communauté internationale intervienne. Une autre question est de savoir comment elle doit le faire.

Un autre malentendu, pire encore, est qu'il n'y a aucun média en France, sérieux ou non, qui n'ait pas dit que Vojislav Kostunica était un " nationaliste modéré ". C'est son étiquette : comment peut-on être extrémiste modéré ? On peut dire que Kostunica est un nationaliste qui, pour l'instant, utilise des moyens modérés pour exprimer son nationalisme et pour conquérir d'autres États, mais c'est un nationaliste. On ne peut pas être " fasciste modéré " ! C'est un non-sens. On lance au public ces non-sens et c'est l'une des raisons pour lesquels celui-ci se désintéresse des Balkans, comme de l'international, et qu'il ne comprend pas. En 1991, il y avait une ignorance de ce qu'était la Yougoslavie. Maintenant, le problème est que les journalistes, moi y compris, pensent qu'ils ont tout compris. Cela signifie que les échelles et les repères politico-sociaux français sont appliqués à quelque chose qui n'existe pas et qui s'appelle la Serbie. La Croatie est le seul pays qui a des électeurs en dehors de ses frontières : les Croates de Bosnie votent pour deux Assemblées, la Bosnie et la Croatie.

Jean-Arnaud Derens, *correspondant de Ouest France, de RFI et du Monde diplomatique à Belgrade*

On touche là, effectivement, un problème de compréhension de ce qui se passe dans la région où, assez largement, prévalait l'idée que la chute de Milosevic marque la fin de l'histoire. Une fois Milosevic tombé, après la révolution du 5 octobre 2000, les Balkans deviennent *ipso facto*, automatiquement, la Scandinavie ! Or, la chute de Milosevic ne réglait évidemment pas tout. La Serbie reste un pays qui sort de dix années d'isolement et de sanctions, qu'elle a elle-même très largement provoquées, qui se sont terminés par des bombardements de l'OTAN, un pays qui n'a pas de frontières, qui connaît une situation économique catastrophique - 1/3 de chômeurs, 1/3 de travailleurs et 1/3 de retraités - avec des salaires d'environ 150 _ par mois : voilà la réalité sociale de la Serbie. C'est aussi un pays dans lequel vivent toujours au moins 500 000 réfugiés et déplacés, Serbes de Croatie, de Bosnie et du Kosovo. Dans ces conditions-là, il n'est pas très étonnant que ce pays vote pour un tiers en faveur d'options nostalgiques, revanchistes, qu'il s'agisse des socialistes de Slobodan Milosevic ou de l'extrême-droite fasciste de Vojislav Seselj.

Effectivement, quand un pays comme la France vote à 20 % pour Le Pen, qu'il n'y ait que 28 % des voix pour Vojislav Seselj est très peu, comparativement, car il est quand même plus simple de vivre en France qu'en Serbie. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de cette situation et, de plus, je pense qu'elle peut s'expliquer assez simplement, à condition de vouloir s'y intéresser.

L'autre problème des médias est toujours de vouloir inventer des héros positifs. Or, les héros du peuple positifs se révèlent souvent assez douteux. Je partage entièrement l'analyse de Milos Lazin sur les nationalistes " modérés ". Il a cité Kostunica, mais on pourrait en citer d'autres : Ibrahim Rugova au Kosovo et beaucoup d'autres qui, pour différentes raisons d'orientation personnelle ou de choix stratégique ne sont pas des méchants brigands avec un grand couteau et trois kalachnikov en bandoulière, mais qui professent un nationalisme exacerbé et borné. Ce n'est pas du tout cela qui manque dans les Balkans, y compris parmi des gens qui se sont retrouvés interlocuteurs de la communauté internationale ou qui ont pu incarner, à un moment, un changement de ces sociétés. On peut tout à fait, à un moment de l'histoire, incarner un rôle positif, mais cela ne veut pas forcément dire que l'on sera jusqu'à son dernier jour un brave type ! Les choses sont toujours plus complexes dans tous les pays

du monde, mais c'est vrai que l'on aime bien les héros positifs du type de Kostunica et de Rugova.

J'étais hier à La Haye où j'ai assez longuement interviewé Carla del Ponte, Procureur général du TPI et j'ai essayé de lui dire que, au bout du compte, l'un des problèmes était que le TPI manque de pédagogie. En disant cela, je pensais avant tout aux sociétés des Balkans où la communication du TPI est catastrophique. C'est vrai également auprès des opinions occidentales, qui sont naturellement moins concernées, mais, actuellement, personne ne suit le procès de Milosevic, ni en France, ni en Serbie ou en Bosnie, ce qui est infiniment plus grave. Carla del Ponte m'a répondu que lorsque le procès sera terminé, on ne parlerait plus que de cela et il est probablement exact que le jour du jugement final de Milosevic, cela fera la Une de la presse mondiale. Cependant, l'une des fonctions du TPI, définie dès le départ comme l'une des raisons d'être de ce tribunal, était une fonction pédagogique. Il y était question d'exemplarité de la justice, comme dans n'importe quel acte de justice, mais, plus largement, ce tribunal devait jouer un rôle dans la compréhension de ce qui s'est produit en Yougoslavie et du caractère inacceptable de ce qui a pu se produire : de ce point de vue, il y a un échec multi-causal. Il ne s'agit pas du tout d'accabler le TPI ou, particulièrement, Carla del Ponte : c'est aussi un échec de la presse qui ne s'intéresse pas tant que cela au TPI, c'est un échec des bailleurs de fonds du TPI qui, aujourd'hui, ont pour seul discours qu'il faut que tout soit bouclé en 2010 parce que, après, ils ne payent plus. Le TPI vit ses dernières années alors qu'il est loin d'avoir achevé son travail. Par rapport à cet instrument nouveau, il y a un échec assez large.

Patrice Barrat, *Article Z*

En ce qui concerne l'appétence pour l'international, Olivier Da Lage a peut-être raison lorsqu'il évoque ce qui se passe depuis le 11 septembre, mais je voudrais citer les résultats d'une étude anglaise, dont je ne sais pas s'il en existe un équivalent pour la France. En effet, de 1994 à 1998, l'institution International Broadcasting Trust faisait chaque année une étude de la couverture internationale par les médias audiovisuels anglais du reste du monde. Au bout de quatre ans, le constat est que la couverture internationale de Channel 4 avait chuté de 50 %, tout comme celle de la BBC. De plus, il faut savoir que sur

une année donnée, 80 % de cette couverture internationale - *news*, documentaires et fictions parlant du reste du monde - concernait l'Afrique du Sud, Israël et la Somalie. Travaillant avec différentes chaînes françaises, j'ai pu voir que, chaque année, des émissions comme *Envoyé Spécial*, *La Marche du Siècle*, etc. disaient qu'elles allaient faire moins d'international. Peut-être, à RFI, y a-t-il l'impression que l'on peut parler du reste du monde, mais de manière générale, il y a un repli domestique généralisé dans tous les médias audiovisuels de la plupart des pays occidentaux.

Le danger, avec ce qui se passe depuis le 11 septembre, c'est que cela déteigne sur tout le reste et que, lorsqu'on parle des Balkans, on va parler du bien et du mal, du clash de la civilisation, donc de tout ce qui a trait à cette polarisation du monde. Il y a un danger que l'on ne prenne plus d'autres angles pour parler des réalités locales sur l'international.

Concernant l'après-guerre, les Américains ont une politique d'instrumentalisation des médias, dans l'avant-guerre, dans la guerre, mais aussi dans l'après-guerre. Cela signifie que dès qu'un conflit fait mine de s'arrêter, il y a l'idée de construire les paillettes d'une démocratie médiatique. Donc, la coopération américaine va débarquer en Bosnie avec des millions de dollars pour aider les médias locaux indépendants à exister, ce qui a des vertus positives car cela crée une communauté professionnelle avec une économie, mais c'est très factice. L'audiovisuel francophone européen n'essaye pas du tout de venir en aide dans les périodes d'après-guerre à des paysages audiovisuels locaux et la conséquence en est que la machine d'après-guerre américaine médiatique de conquête des esprits ou de construction artificielle d'apparence de démocratie est très efficace. Cela a été le cas en Afghanistan, en Indonésie, aujourd'hui en Irak. Des organisations, dont Internews à laquelle j'ai appartenu vont tout de suite sur place, analysent les besoins, font une étude des journalistes existant et arrivent ensuite avec des subventions, créant un décor local pour les médias où la vision du monde américaine peut prévaloir. C'est un phénomène dont on n'est pas conscient dans les écoles de journalisme ou dans les institutions audiovisuelles françaises. Dans les colloques où je suis allé sur les médias dans l'après-guerre, j'ai vu très peu de journalistes français, même pas de Reporters sans frontières. Il y a là un enjeu singulier car, dès 1992, les médias locaux à Sarajevo sont nés grâce à cela, puis ils ont été lâchés

parce que cela ne remplissait plus une fonction et, maintenant, il n'y a plus de médias indépendants.

Général Jean-Claude Thomann, Commandant de la Force d'Action terrestre à Lille

Il faut tenir compte de la différence des publics : vous n'aurez pas le même degré d'attention et de réponse selon les catégories de population face à l'événementiel, une minute trente à la télévision, et face à un article d'analyse extrêmement fouillé fait par *Le Monde*. Ceci m'amène à la question de la lisibilité des situations, des analyses et des interprétations que l'on peut en faire. Il y a là un vrai problème en termes d'intérêt pour les médias, de silence, etc. : à partir du moment où le lecteur a beaucoup de difficultés à comprendre ce qui se passe, il ne s'intéresse pas tellement parce que les explications, par nature, vont être complexes. La lisibilité est une vraie question pour les acteurs de l'action internationale. Personnellement, je me souviens qu'avec le Général Jackson, Bernard Kouchner et tous les acteurs de la conduite des opérations au Kosovo, nous avons eu énormément de difficultés à comprendre qui était en face de nous. Il fallait comprendre les ressorts de leur action et savoir les choses qu'il ne fallait pas dire parce qu'on se retrouvait face à des phénomènes que j'appellerais de type méditerranéen prononcé : le Kosovo, c'est la Corse puissance n, avec l'omerta, l'honneur, les clans, etc. Avant de comprendre tout cela, il y a eu des erreurs psychologiques des principaux acteurs internationaux. Puis, peu à peu, on trouve une certaine lisibilité dans l'action. Puis, on essaye d'expliquer cela lors d'interviews avec des journalistes occidentaux et on aboutit soit à des articles extraordinairement complexes et indigestes, mais qui sont vrais, soit à des simplifications et on n'est plus dans les bons comptes rendus de ce qui se passe. C'est donc un problème extrêmement difficile et il est vrai que nous ne pouvons pas analyser ces situations uniquement avec nos critères d'Occidentaux. C'est une erreur qui est répétée dans la conduite de beaucoup d'opérations internationales : nos critères ne sont pas forcément ceux des gens chez lesquels on intervient. C'est une vraie difficulté car, comment les comprendre et quelle adéquation faire entre nos critères et les leurs pour arriver à un résultat positif ?

Rony Brauman, *Médecins sans frontières*

Je voulais revenir sur la notion de nationalisme “ modéré ” qui est extravagante et, moralement et intellectuellement, scandaleuse en Serbie. Elle ne l’est pas, en France. En France, un nationalisme modéré, cela veut dire quelque chose : on se réfère à des gens qui défendent une idée de la nation, par exemple par opposition à la construction fédérale européenne : ce ne sont pas nécessairement des intégristes ou des extrémistes. Donc, de fait, une position nationaliste peut être modérée et le nationalisme modéré est un concept politique opératoire en France ou, tout au moins, intelligible. Sans doute dit-il quelque chose de parfaitement trompeur et illusoire lorsqu’on se trouve à Belgrade, à Pristina ou ailleurs dans les Balkans. Cela pose la question de l’usage des mots et de la projection des notions que contiennent les mots lorsqu’on parle d’autre chose que de nous-mêmes ou de notre environnement immédiat. C’est vrai d’autres notions moins directement liées aux Balkans comme la laïcité : le terme “ laïcité ” est un terme non traduisible dans la plupart des langues dans le monde, mais cela recouvre une notion plus ou moins possible à traduire, mais qui n’est absolument pas comprise de la même façon et c’est compris comme une atteinte aux droits de l’Homme par beaucoup de monde, y compris dans des démocraties parfaitement respectables ailleurs qu’en France.

Je n’ai évidemment pas la solution, mais l’usage transculturel et transnational des mots et des notions, lorsque l’on parle de journalisme, de reportages et d’actualité internationale, est un enjeu d’importance tout à fait primordial. Lors du génocide rwandais, je réagissais vivement lorsqu’on parlait de Hutus modérés, qui me semble être une appellation autrement plus insultante que “ nationalistes modérés ”. Comment peut-on être un Hutu ou un Tutsi modéré ? Je ne vois pas ce que cela signifie, mais c’est une expression qui est employée *largu manu* pour qualifier tel ou tel courant politique ou telle ou telle personnalité.

Regardons quand même ce que nationalisme recouvre en France. On a l’habitude d’opposer deux formes de nationalismes qui renvoient à notre propre histoire et de projeter ces deux formes implicites : le nationalisme expansionniste des Allemands et le nationalisme tourné vers l’intérieur des Français qui est le nationalisme du terroir, des valeurs de l’authenticité, de

l'autorité, de la tradition. Il me semble que c'est dans ces catégories-là que l'on raisonne, alors qu'on voit que cela se pose dans des termes tout à fait différents lorsqu'on franchit les limites de notre périmètre de vision immédiat. En ce qui concerne le TPI, il a été effectivement créé pour donner des leçons de pédagogie, mais un grand nombre d'initiatives ont été prises pour faire de la pédagogie qui ont échoué. C'est le cas du TPI et il serait temps de s'en rendre compte : la constitution même du TPI est absolument et radicalement incompatible avec toute notion pédagogique : la complexité de son fonctionnement, la procédure accusatoire, la lourdeur et la longueur interminable des procédures rendent totalement illusoire tout effort de pédagogie. Pour l'instant, ce qu'on en tire, c'est que Milosevic malmène les témoins, qu'il a pris la main sur le déroulement de la procédure, que cela va durer encore pendant un an ou un an et demi, que l'on aura encore à juger quelques personnes d'ici 2010 lorsqu'il n'y aura plus un sou pour faire fonctionner le tribunal... Bref, tout cela n'aura pas servi à grand-chose. Voilà quel est, pour l'instant, le message que les gens qui s'intéressent au TPI ont réussi à recevoir.

Au-delà de ce qui se passe aujourd'hui, il serait bon de se souvenir que l'on fonctionne toujours selon des paradigmes dominants et que la liberté de penser consiste d'abord à se mettre à distance du paradigme, même si c'est pour l'adopter dans un deuxième temps. Il faut d'abord le considérer comme une question à poser et non pas comme une évidence à l'intérieur de laquelle on se glisse sans même l'interroger. Je pense, par exemple, au conflit Est/Ouest et je me rappelle que, jusque dans les années quatre-vingt, tout conflit local était réinterprété à la lumière du conflit Est/Ouest, sur le thème du gros malin qui a bien vu qu'untel a partie liée avec Washington, l'autre avec Pékin, et qu'il joue Pékin contre Moscou etc. Tout ce qui était local s'expliquait à travers le général, de manière extrêmement trompeuse, ce qui a provoqué un certain nombre de désillusions lorsque, avec la fin de l'affrontement Est/Ouest on a compris que ce n'était pour autant la fin des guerres. Je veux juste dire par là que ces grands paradigmes d'une opposition binaire ne cessent de se succéder et que l'on ferait bien d'essayer d'en sortir, même si localement ils peuvent avoir une certaine pertinence. C'est vrai pour les Balkans à travers cette conception du bien et du mal : les gens qui parlent depuis la Serbie sont là pour

nous le rappeler et je pense qu'il est essentiel d'arriver à raisonner sur ces paradigmes dominants et sur ces grands schémas explicatifs qui s'épuisent très rapidement dès lors que l'on entre dans les détails.

Dominique Gerbaud, *La Croix*

Je voudrais apporter un témoignage sur le fait de savoir si les lecteurs s'intéressent ou non à la politique étrangère, dans la mesure où nous avons eu l'occasion de faire une nouvelle formule à *La Croix* tout récemment. Je pense que c'est l'exemple même de la complémentarité entre la presse écrite et la presse audiovisuelle : effectivement, la presse audiovisuelle délaisse petit à petit la politique de secteur international et on a là l'exemple même d'une différence et d'une complémentarité entre les deux presses. La vocation de la presse écrite me semble de devoir être plus présente sur ce domaine international. Lorsque nous avons préparé notre nouvelle formule de *La Croix*, nous avons fait des tests auprès de nos lecteurs sur une première mouture au mois de juin dernier, aussi bien à Paris qu'en province, auprès de quatre groupes de lecteurs et ce sont eux qui nous ont demandé de mettre davantage d'international. Cela signifie que nous étions nous-mêmes dans la logique ambiante de dire que l'international est ennuyeux et ce sont les lecteurs qui nous en ont demandé davantage. C'est là que nous avons aussi compris qu'il y a une certaine forme d'articles à publier. Il ne s'agit pas de noyer les lecteurs dans la complexité des problèmes, de leur expliquer ce qu'est un " nationalisme modéré " ou un " Hutu modéré " ou de leur expliquer comment est née la nouvelle Constitution d'Afghanistan, mais on sent bien qu'ils veulent savoir comment vivent les gens deux ans après la guerre, ce qui a changé, quelles sont les relations entre les différentes ethnies. Même si le lectorat de *La Croix* est peut-être un peu particulier parce que, plutôt chrétien, il s'est toujours intéressé au monde dans la mesure où l'Église s'y est intéressée pour des raisons d'évangélisation, etc. Cet appétit existe toujours et ce sont les lecteurs eux-mêmes qui nous ont fait rattraper une mauvaise pente sur laquelle nous partions.

Didier Eugène, Ouest France, *animateur*

Il y a une forte appétence d'un lectorat jeune pour ce que j'appellerais " l'étranger ", avec des articles de correspondants qui sont lus parce qu'ils ont la crédibilité de celui qui est sur place, qui voit, qui décrit, qui interroge, qui fait parler... par rapport à un discours qui serait celui d'analystes en chambre ou au *desk*. À notre surprise très heureuse, alors que la presse quotidienne régionale recherche comment mordre sur un public plus jeune, des enquêtes de lecture ont montré que l'information internationale est un moyen d'accrocher un public jeune. Par ailleurs, il ne faut pas croire que l'information internationale est dans le bas des statistiques de lecture car, au contraire, suivant les moments et les événements, elle peut égaler le fait divers et elle peut être davantage lue que certaines informations locales.

Béatrice Delvaux, *rédactrice en chef du Soir, Bruxelles*

L'actualité, c'est parfois la vertu de raconter une histoire et de raconter l'Histoire et, trop peu souvent, on ne laisse la place à des perspectives historiques. Or, pour expliquer la complexité des choses ou pour mettre en perspective certains événements, comme la possibilité que des gens puissent voter pour quelqu'un qui, par ailleurs, aurait été condamné moralement et médiatiquement, la meilleure manière de le faire est de passer par des biais historiques. Je pense que l'histoire reste un excellent véhicule d'information, ayant le mérite de montrer que la complexité des choses est parfois une fatalité. Avec l'expérience, cela permet de dire aux lecteurs qu'ils n'auront jamais des réponses simples parce qu'elles ne l'ont pas été dans l'Histoire. C'est un outil pédagogique qui a le mérite de permettre d'être plus romancé puisque, d'une part, c'est un angle d'attaque d'un article que l'on peut rendre plus littéraire, mais qui, d'autre part, a une fin dans le temps. C'est un genre journalistique qui devrait être davantage développé, non pas comme magazine ou émission spécialisée sur l'Histoire, parce que cela a une vertu énorme en termes d'explication, au-delà du repère ou de la carte qui sont des outils pédagogiques immédiats que nous avons tous introduits.

Les jeunes journalistes ont peu l'expérience de ce recul qui permet de comparer des situations entre elles. Dans ma Rédaction, j'ai un journaliste qui a 82 ans : il a connu le communisme et un certain nombre d'événements, ce qui

est une richesse incroyable parce que cela nous permet de mettre les choses en perspective ; il arrive parfois à nous aider à faire ces articles que nous ne savons pas faire autrement parce qu'il met en relation des choses qui sont devenues théoriques. Nous avons tous envie que les choses soient simples et caricaturales, nous cherchons tous des héros positifs, des gens auxquels nous avons envie de croire et nous sommes tous déçus, à un moment donné. Même les journalistes les plus objectifs vivent au rythme de cela, parfois plus lorsqu'ils sont dans l'événement.

En ce qui concerne la laïcité, nous vivons en Belgique un problème majeur d'explication du voile, parce que nous sommes extrêmement colonisés par les médias télévisuels français. Nous devons faire de la pédagogie sur nous-mêmes, c'est-à-dire expliquer aux Belges ce qu'est la laïcité belge parce qu'ils pensent tous que c'est la laïcité française. Le débat sur le voile, complètement importé chez nous, est actuellement un problème politique majeur parce qu'il se vit par les citoyens comme un problème de laïcité française. Nous devons leur expliquer la Constitution et, si c'est compliqué pour les Balkans, je peux vous dire que c'est très compliqué en Belgique !

Yves Tomic, historien, chercheur à l'Université Paris X-Nanterre

Concernant les conflits d'ex-Yougoslavie, on constate que les chercheurs universitaires ont été marginalisés dans les années quatre-vingt-dix. Soit ils se sont marginalisés eux-mêmes en ne voulant pas intervenir pour expliquer et jouer leur rôle de pédagogue, soit on ne les a pas sollicités. Ce sont les intellectuels engagés qui ont été les principaux interlocuteurs des médias à cette période et ce sont des personnes qui n'étaient pas du tout expertes de l'histoire des Balkans qui se sont retrouvées propulsées " experts " du jour au lendemain. Il y a eu un manque de dynamisme et de présence des chercheurs. La plupart des livres écrits en français l'ont été par des gens qui travaillaient sur des questions autres que l'histoire de la Yougoslavie, ce qui explique qu'il y ait des erreurs factuelles, etc., ce qui est un peu dommage.

Dans les conflits de l'ex-Yougoslavie, il ne faut pas oublier ces intellectuels " engagés " qui ont été très présents et que, à de rares exceptions, on n'a plus entendu après 2000 : certains " rebondissent " de conflits en conflits et, ensuite, il y a eu le conflit afghan et l'Irak. On ne peut pas aborder la question

du traitement médiatique des conflits ex-Yougoslaves en France sans étudier les textes qui ont été publiés par ces intellectuels car si on mesure l'espace qui leur a été accordé dans les quotidiens et, notamment, dans *Le Monde*, c'est une part importante.

Jean-Marie Charon, *président des Entretiens de l'information*

Quel regard porte l'historien sur les utilisations de l'histoire par les médias pour décrire ou rendre compréhensible une crise telle que celle des Balkans ? En effet, l'un des problèmes a été, dans un premier temps, d'expliquer le contexte des Balkans et on a beaucoup utilisé la géographie et l'histoire, pour cela.

Yves Tomic, *historien, chercheur à l'Université Paris X-Nanterre*

Le problème est que, souvent, ce ne sont pas des historiens qui ont écrit des textes " historiques ", mais des journalistes et que l'on a rarement fait appel aux historiens pour essayer d'expliquer. La personne la plus sollicitée a été Paul Garde. On l'a vu un peu partout parce qu'il a écrit le premier livre sur l'histoire de la Yougoslavie et la désintégration du pays, mais à l'origine ce n'était pas un historien, mais un linguiste qui enseignait le russe et le serbo-croate. De ce fait, son ouvrage est devenu la Bible par laquelle la plupart des gens ont découvert l'histoire de la Yougoslavie, y compris les diplomates qui appuyaient leurs analyses sur cet ouvrage. Globalement, les personnes travaillant sur les Balkans ont des difficultés à se faire publier en France, les éditeurs sont très réticents parce qu'ils estiment que le lectorat en est très réduit. Aujourd'hui, on demande aux chercheurs de payer le prix de la publication.

Etudiant, ESJ

La vraie question ne me semble pas être que le conflit en ex-Yougoslavie est oublié, mais plutôt que les problèmes politiques sont oubliés. Le discours humanitaire est très médiatisé, ce qui est important, mais il ne faut pas pour autant oublier les problèmes de religion, d'ethnies, etc.

Jean-Arnaud Derens, *correspondant de Ouest France, de RFI et du Monde diplomatique à Belgrade*

Avant de faire du journalisme, j'ai eu une formation d'historien puisque j'ai passé l'agrégation d'histoire et il est évident que ce n'est pas la plus mauvaise formation pour faire du journalisme. Au-delà d'une approche scientifique, dans

le cadre de cette dernière phase de conflits yougoslaves qui dure depuis près de quinze ans, il y a aussi un phénomène de mémoire, y compris dans la profession, parmi des gens qui ont couvert la guerre de Croatie, la guerre de Bosnie, etc. Ainsi, j'ai beaucoup travaillé avec Hélène Despïc-Popovic avant qu'elle ne parte à Moscou pour *Libération* : c'était absolument fabuleux car, même si je connaissais déjà assez bien la région, elle possédait une connaissance parfaite du moindre village, savait ce qu'il s'y était passé cinq ou dix ans avant, ce qui est absolument essentiel dans une région comme les Balkans qui est, par définition, pétrie d'histoire.

Il y a effectivement un genre littéraire ou journalistique qui existe peu en France, celui du bon livre de vulgarisation historique écrit par des journalistes. Dans le monde anglo-saxon, cela se pratique beaucoup plus qu'en France, notamment sur les Balkans.

En ce qui concerne l'engagement des intellectuels, celui-ci est devenu, au moins en France, l'un des éléments des crises des Balkans. Je voudrais poser une question très simple, sans y répondre : pourquoi parler des Balkans parce que, en fait, à quoi cela sert, les Balkans ? Durant toutes les années quatre-vingt-dix, une guerre majeure se déroulait à 1000 kilomètres des frontières européennes, ce qui était choquant et cela amené des intellectuels et beaucoup d'autres gens à réagir, souvent de manière très caricaturale, mais on ne peut pas leur reprocher d'avoir réagi. C'était pleinement légitime, même s'ils ont parfois dit des bêtises monstrueuses. Aujourd'hui, il n'y a plus de conflits majeurs dans les Balkans, donc quel est l'intérêt que présente cette région ? On peut, bien sûr, s'intéresser à cette région comme à n'importe quelle autre, parce qu'on peut faire des sujets ethnologiques passionnants dans les villages du Kosovo et de Macédoine, et j'adore faire ce genre de reportage. Mais, à part cela, quelles sont les questions politiques qui se posent dans les Balkans, pour un public francophone lorsqu'il essaye de réfléchir sur les Balkans ? Il y a, tout d'abord, le fait qu'existent ces deux protectorats internationaux qui, de manière accélérée, sont en train de passer sous le contrôle de l'Union européenne. Les compétences de sécurité qui étaient dévolues à l'OTAN sont aujourd'hui en train d'être toutes reprises par l'Union européenne et, en tant que citoyens français, nous sommes citoyens de cette Union : nous avons donc un droit de questionnement politique sur ce qui se passe dans le cadre de ces

protectorats qui vont devenir des protectorats européens, même si le processus n'est pas achevé.

Dans quelle direction vont les Balkans ? Que les nationalistes soient modérés ou non, où vont ces sociétés ? La réponse est, *a priori*, nulle part, sauf dans la perspective de l'intégration européenne. En Croatie, les nationalistes, qui historiquement n'ont absolument rien de modéré, sont revenus au pouvoir après les élections du 23 novembre dernier. Au début des années quatre-vingt-dix le parti d'Ivo Sanader, le HDZ, était fascistoïde ; aujourd'hui, Ivo Sanader explique que son parti est maintenant pleinement réintégré dans le concert des formations conservatrices modérées de droite européenne, ce qui est exact, mais la vraie question est qu'Ivo Sanader, le nouveau Premier ministre croate, sait très bien qu'il a une " carotte " énorme à portée de main : l'intégration de la Croatie en 2007 ou un peu plus tard dans l'Union européenne. Lors du sommet de Salonique en juin dernier, on a dit que les pays des Balkans occidentaux avaient vocation à faire partie de l'Union européenne : c'est une bien belle chose, mais une vocation sans date, c'est une vocation un peu difficile à expliquer. En effet, comment expliquer aux sociétés serbes, macédoniennes ou bosniaques qu'il faut faire encore des efforts, sachant que ces sociétés ne font que des efforts, ne s'imposent que des souffrances depuis dix ans, alors que l'objectif de l'intégration européenne n'est même pas fixé sur le calendrier ? C'est la terrible responsabilité politique de l'Europe de ne pas avoir fixé une échéance, même lointaine, qui puisse donner un sens aux forces qui essaient de démocratiser les pays des Balkans. C'est une tragique erreur. Si on veut répondre à la question " pourquoi parler des Balkans ? ", il faut aussi partir de là : que signifient les Balkans pour nous, citoyens de l'Union européenne, sachant que les Balkans, si les choses continuent d'évoluer comme elles sont parties, vont se retrouver dans une position assez étrange ? Après 2007, la Roumanie et la Bulgarie feront partie de l'Union européenne, ce qui veut dire que cette Union s'étendra dans tout ce qui était l'ancien bloc socialiste, avec une sorte de " trou noir " correspondant à l'ancienne Yougoslavie, moins la Slovénie qui est intégrée dès mai 2004 et l'Albanie. Ce " trou noir " est condamné, par on ne sait quel oukase impérial, à connaître *ad vitam aeternam*, des conflits dits " ethniques ", de nouveaux déchirements, et donc à produire inmanquablement des migrants clandestins et à exporter de la

criminalité organisée. Cet enjeu de la criminalité organisée, comme blocage à la démocratisation des sociétés balkaniques, n'est pas suffisamment traité par la presse, sachant que ce phénomène existe structurellement, dans une relation d'interaction entre les pays des Balkans et les pays d'Europe occidentale qui sont lieux de marché, lieux de transferts ou de dépôts des capitaux. Tous ces enjeux sont les questions qui se posent dans les Balkans, même s'ils n'ont pas de réponses.

Milos Lazin, RFI

Il est très important que l'on aborde ces problèmes de rôle des Balkans en Europe et du rôle de la communauté internationale dans les Balkans. En effet, je pense qu'il y a beaucoup de sources d'incompréhension de ce qui s'y passe. Je vis en France depuis quinze ans et j'ai l'impression que, dans les médias, la politique étrangère de la France reste un peu une question tabou. Je crois que, pendant la Présidence de François Mitterrand, jusqu'en 1994, on n'a pas posé la question de ce qu'était la politique de la France vis-à-vis de la Serbie, de la Croatie, etc. On avait une politique de type humanitaire, on voulait la paix, etc. Ensuite, grâce au témoignage de Hubert Védrine dans le livre qu'il a publié, on a vu que cette politique était pro-Serbe. Aujourd'hui, on ne parle pas et j'ai l'impression de vivre dans un drôle de pays où une faute de politique étrangère majeure est possible - je pense à la déclaration de Jacques Chirac concernant les " petits pays qui ne sont pas polis " -, mais il n'y a pas d'instruments, dans l'exécutif de la France, pour corriger la faute. Il n'y a pas de vrai débat. On débat très profondément sur les questions intérieures. Inconsciemment, on considère que l'international est un domaine " présidentiel " et réservé : on ne discute pas. À mon avis, cela aide beaucoup à créer les malentendus, car cela efface la distance nécessaire entre la France et ce pays-là. La France a un rôle humanitaire pour empêcher la guerre, pour que ces peuples s'aiment entre eux : cela crée une schizophrénie. Je voyage beaucoup et je suis souvent dans les Balkans : les représentants militaires, culturels, diplomatiques de la France appliquent une certaine politique qui est très souvent contradictoire. Ainsi, le summum a été l'époque où Bernard Kouchner était au Kosovo : j'ai assisté à une intervention incroyable d'un haut-fonctionnaire du Quai d'Orsay contre Bernard Kouchner. Je pense qu'il faut briser le tabou de la politique étrangère

française car cela permettra de parler différemment et de regarder l'étranger différemment.

Didier Eugène, Ouest France, *animateur*

Enfin, quel est le rôle du journaliste ? Jusqu'à présent, nous avons parlé du journaliste témoin, du journaliste expert ; là, nous parlons du journaliste critique et politique. Il y en a d'autres pour lesquels le journaliste est aussi un relais d'opinion : c'est un journaliste dont, parfois, le rôle est réduit entre être enrôlé ou intégré chez les humanitaires ou chez les militaires. Quels sont les attentes de l'opinion publique, des journalistes eux-mêmes et des politiques ou des militaires ?

Général Jean-Claude Thomann, *Commandant de la Force d'Action terrestre à Lille*

Il me paraît important de continuer à parler des Balkans. Le capitaine Mariotti, qui était dans un régiment à Kaboul, avait été remarqué par *Le Monde*, parce que, pour expliquer aux familles des militaires du régiment restées à Clermont-Ferrand, ce qui se passait en Afghanistan et quel était l'univers dans lequel il était, il avait inventé les " Billets du petit chat afghan ", qui était l'observateur qui se promenait dans Kaboul. C'est une approche pour faire de l'explication par l'anecdote.

Il faut continuer à parler des Balkans parce que, d'un point de vue national, nous y avons toujours des forces engagées. Une partie de nos concitoyens n'y est pas totalement insensible et cela peut les intéresser de savoir pourquoi nous envoyons toujours des militaires là-bas, ce qu'ils y font et dans quel cadre. Je souscris aussi à l'idée de dire que c'est tout près de la France, que c'est une Europe en devenir dont on ne peut vraiment pas se désintéresser.

C'est aussi un problème non résolu qui, à un moment ou à un autre, va sûrement connaître à nouveau une phase d'aggravation. En 1999, nous avons dit aux Kosovars qu'il fallait maintenant qu'ils travaillent avec la communauté internationale et que l'on verrait plus tard, environ dans cinq ans, ce qui concernait leur statut. Ils ont bien entendu et, maintenant que nous sommes en 2004, ils commencent à demander ce qui va se passer : c'est inéluctable, parce qu'il y a une logique d'attente des gens.

De plus, il y a un très gros risque, à partir du moment où on n'en parle plus, qu'il y ait de fortes difficultés en termes de financement des actions de reconstruction et de relance économique, qui ont été lancées.

Y a-t-il ou non une politique de la France ? Alain Richard disait que “ seul l'hyperpuissance peut avoir deux politiques à la fois ” : nous l'avons vécu en direct, avec deux politiques américaines appliquées sur le même théâtre simultanément et pas forcément par les mêmes. Pour reprendre la remarque de Milos Lazin qui a été stupéfait de voir Bernard Kouchner attaqué par les Affaires étrangères, c'est parce qu'il s'était mis dans la peau d'un acteur de la communauté internationale relativement neutre et les Affaires étrangères exprimaient des intérêts uniquement français : il y avait donc forcément conflit de points de vue et cela fait partie de la réalité du management des opérations internationales.

Je crois que les Kosovars se sont mis dans la tête qu'on leur avait annoncé des échéances et toute la communauté internationale - la France, les Américains, les Britanniques, les Allemands en tant que principaux acteurs de ce qui se passe dans les Balkans - a eu une démarche d'attentisme volontaire.

Attentisme, pour voir ce qu'il serait possible de faire, comment cela allait évoluer et aussi parce que la réalité des affrontements a été telle qu'il faut du temps pour oublier et cicatriser. Tout ceci a conduit à une approche que l'on peut qualifier de “ molle ”. Le premier temps a été de dire qu'il fallait ramener le calme, que les gens réapprennent à discuter ensemble et que l'on voie le résultat des premières actions de la communauté internationale avant de se prononcer. On est donc dans la prudence, avec l'espoir que les gens sur place seraient assez “ intelligents ” pour beaucoup s'investir eux-mêmes dans ce que leur proposait la communauté internationale. Or, il y a là un vrai problème parce que, souvent, les acteurs locaux, pour des tas de raisons, rechignent à s'investir dans ce que leur propose la communauté internationale. Pour ma part, je caractérise cela par le seul mot d'attentisme. On peut évidemment discuter du fait de savoir si un attentisme est une politique.

Rony Brauman, *Médecins sans frontières*

Je voudrais revenir sur la question posée sur l'opposition entre un traitement sur un mode humanitaire et l'absence de réflexion sur les problèmes politiques

dans les Balkans. Il me semble que l'humanitaire est une formidable solution pour qui se pose à la fois le problème du temps et de la complexité.

L'humanitaire, comme le disait Roland Barthes, ce sont des significations pleines, pures et rondes à la façon d'une nature, cela tombe sous le sens : il y a un blessé, on l'opère ; il y a besoin d'eau, on apporte une citerne ; un hôpital est détruit, on le retape... Cela fait sens immédiatement et, surtout, cela fait un sens particulier qui est celui de l'écran de télévision : cela fait sens dans un cadre, parce que de nombreuses choses peuvent faire sens dès lors qu'on les met en sens, que l'on rédige, que l'on écrit. Mais, peu de choses font aussi facilement sens à la télévision que l'humanitaire, et je ne dis cela ni contre l'humanitaire, ni contre la télévision : je me contente d'observer ce fait et d'émettre cette observation comme une explication au problème très juste qui a été posé.

La question est de savoir pourquoi parler de ces problèmes politiques en même temps. Je pense qu'au-delà du caractère d'utilité immédiate, il faut en parler parce qu'il faut en parler ! Cela se suffit à soi-même. Bien sûr, on ne peut pas parler tous les jours des problèmes politiques et sociaux des Balkans, car on doit parler des problèmes politiques, sociaux, culturels dans d'autres enjeux et d'autres endroits. La connaissance est un but en soi qui n'a pas besoin d'autres justifications qu'elle-même pour exister. Elle demande simplement plus d'effort et de volonté, mais Béatrice Delvaux a très bien dit que c'est la tenue intellectuelle, la cohérence, l'envie qui est en jeu lorsqu'on parle de cela - on pourrait presque parler de libido. C'est effectivement quelque chose d'immatériel, d'immesurable, qui ne s'évalue pas en fonction d'un Audimat quelconque. Il faut en parler parce que connaître c'est mieux qu'ignorer. On peut adopter cela comme postulat.

C'est d'ailleurs pour cela que je ne suis pas d'accord avec le Général Thomann sur le fait qu'il faut parler pour financer. Je comprends très bien l'importance de ces financements, mais je trouve qu'il est extrêmement dangereux d'entrer dans cette logique parce que, *in fine*, cela revient à dire que s'il n'y a pas une nouvelle centrale électrique à Pristina, c'est la faute de TF1, du *Monde* etc. En fait, c'est seulement la faute de ceux qui avaient dit qu'il y aurait et il n'y devrait pas y avoir besoin d'avoir un article à la Une du *Monde* ou faisant l'ouverture de PPDA pour obtenir des fonds pour cela. Je sais bien qu'entre dire

qu'il ne devrait pas et la pratique, il y a un monde, mais de là à théoriser cette observation pour en faire une sorte de justification d'ensemble de la médiatisation de problèmes qui se passent dans les Balkans, il y a un pas que je me garderais de franchir.

Enfin, je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit Milos Lazin sur la question du tabou de la politique étrangère, à condition de faire commencer la politique étrangère au-delà des limites de l'Europe. On constate une grande liberté d'esprit des journalistes lorsqu'il s'agit de critiquer des discours ou des positions prises par nos dirigeants vis-à-vis d'autres pays européens, en revanche, on a l'impression de lire le bulletin du Quai d'Orsay dès qu'il s'agit d'autres enjeux comme l'Afrique, l'Asie, etc. Il y a vraiment une liberté d'esprit à conquérir car le Quai d'Orsay n'est certainement pas derrière chaque *desk* pour vérifier que sa politique est bien celle qui est exposée, mais il y a une sorte d'intériorisation d'une nécessité. Les médias doivent-ils être un outil de la politique internationale de la France ? Je rappelle que le *Washington Post* et le *Monde* ont été créés pour être respectivement les outils de la diplomatie américaine et française : heureusement, cela n'a pas marché et un esprit de liberté l'a quand même emporté, mais c'est bien cela qui hante le pouvoir en permanence et, en dépit des échecs que j'ai cités, ils ont pas mal réussi et je le déplore.

Général Jean-Claude Thomann, Commandant de la Force d'Action terrestre à Lille

Je suis bien d'accord sur les problèmes d'éthique, de financement, etc., mais on parle souvent de " campagne médiatique " : à l'initiative de qui naissent les campagnes médiatiques ? À partir des médias ou à partir de gens qui les provoquent, soit par des circuits de financement, soit parce qu'ils ont la main sur ces médias, d'une manière ou d'une autre ? Lorsqu'on est dans une opération internationale, avec des problèmes, et que l'on se heurte à un mur institutionnel de la communauté internationale qui ne veut pas se décider, les médias sont un moyen d'action pour faire pression.

Patrice Barrat, Article Z

En fait, ce qui sépare le Général Thomann de Rony Brauman, c'est qu'ils ont deux visions du monde différentes, mais je crois que le Général Thomann fait le

constat de la réalité et n'exprime pas un souhait du fonctionnement du système.

Pour ma part, je voudrais parler du danger de la militarisation, de la consumérisation et de l'humanitarisation du journalisme. Quand François Mitterrand, poussé par Bernard Kouchner, va rouvrir l'aéroport pendant le siège de Sarajevo, il contribue en fait à cette humanitarisation qui dépolitise le conflit et qui décontextualise les choses. Après-coup, les Bosniaques étaient assez furieux de ce que Mitterrand avait fait parce que cela contribuait à ne pas chercher à comprendre le conflit et donc à ne pas le résoudre. Les Bosniaques n'étaient pas contents parce que, à l'époque, on avait compris sur la scène internationale les enjeux politiques du conflit et certains s'apprêtaient à les traiter. Lorsque j'ai fait cette chronique à Sarajevo, qui était tous les jours deux minutes sur la BBC et sur Arte, Reporters sans Frontières a voulu s'y associer. Mon idée était que, au fil des jours, les spectateurs allaient prendre conscience du fait que ceux qui vivaient les choses en Bosnie ne devaient pas être décrits comme des êtres anonymes subissant la canonnade, mais que c'était des gens conscients, d'autres Européens ou d'autres êtres humains, d'autres citoyens, qui subissaient une réalité donnée dans un contexte politique. Je voulais que cela s'enracine dans l'esprit des téléspectateurs sans cette interaction entre une réalité, la manière dont on en parle et les gens qui réagissent en envoyant des chèques et en s'arrêtant de penser. Robert Ménard est directement allé négocier avec Arte, sans m'en informer, le fait de, tous les jours, indiquer sur l'écran que l'on pouvait envoyer ses dons à Reporters sans Frontières, etc. J'étais furieux car je suis opposé à cette logique mise en place avec beaucoup de bonnes intentions par Bernard Kouchner et Robert Ménard, en France, mais jouant à l'échelle du monde. J'admire beaucoup Rony Brauman pour l'avoir combattue et pour être un acteur réfléchi de l'humanitaire, ayant du recul.

La militarisation du journalisme est que l'on est un peu coincé pour couvrir ces réalités entre la description humanitaire, l'émotion ou la description militaire et technique. Je crains malheureusement que notre propre évolution soit de satisfaire les désirs étudiés des consommateurs que sont les lecteurs ou les spectateurs, de baser notre discussion sur ce qu'ils veulent. Il y aurait là quelque chose de faux au départ puisque cela nous fait entrer de plain-pied

dans le raisonnement d'une société de consommation, dans une société du spectacle et cela pousse les jeunes journalistes à réussir très vite, avec ces paramètres-là : servir au spectateur ce qu'il attend, servir à son rédacteur en chef ce qu'il attend pour faire l'audience et être content. Quand je vois de jeunes journalistes arriver, j'ai vraiment peur parce qu'il n'y a pas cette idée du recul, de l'apprentissage, de l'action en conscience, mais il y a surtout l'idée de se faire remarquer, et le plus vite possible. C'est pour cela qu'une table ronde comme celle-ci est importante, dans la mesure où elle peut aider de jeunes journalistes à prendre conscience que leur comportement doit être basé sur leur conscience du monde, leur conscience individuelle, du recul, un esprit critique et qu'ils ne doivent pas forcément rentrer dans le moule du système existant.

Béatrice Delvaux, rédactrice en chef du Soir, Bruxelles

Je suis ravie d'entendre les propos de Patrice Barrat, parce qu'on doute parfois soi-même et parce qu'on se demande si on n'est pas dans l'erreur lorsqu'on demande aux journalistes d'être passionnés. J'ai bien aimé le mot "libido" parce que je pense que lorsqu'on fait ce métier, quelque chose nous dépasse. On peut toujours se dire que les temps sont durs, que la Rédaction est difficile, etc., mais l'appel de l'information est plus fort que nous. C'est une passion, une empathie avec le monde. Cependant, je pense que cette empathie doit s'arrêter à la raison et s'accompagner du scepticisme : on ne peut faire ce métier que si on est sceptique, même vis-à-vis des gens pour lesquels on a de l'admiration. C'est très difficile, parfois, dans une Rédaction, de dire à quelqu'un : "Tu es en empathie avec une cause, mais garde ta distance !" Par exemple, j'hésite à aller en Israël où je ne me suis jamais rendue, parce que je pense que j'ai la capacité que n'ont plus toujours les journalistes qui y sont allés, à être à distance de la souffrance des Palestiniens : je pense que c'est une chance pour moi, car j'ai des journalistes jeunes sur le sujet, qui sont dans cette phase-là lorsqu'ils reviennent et qui ont des difficultés à entendre le discours des autres parce qu'ils sont complètement pris par la souffrance de ceux-là. Quand on va sur le terrain, ce doit être très difficile de résister à cet appel, parce que nous sommes des êtres humains et qu'il y a une culture de

l'indignation. Il faut se garder de cela parce que le vrai apport que nous conservons comme journaliste est celui d'amener les faits : cela n'exclut pas l'indignation, mais celle-ci doit être temporaire et toujours retournée vers une forme d'humilité vis-à-vis de la corroboration des faits.

Je suis face à un problème terrible en Belgique, le procès Dutroux, qui est extrêmement facteur d'émotion, chaque citoyen ayant vécu ces événements dans ses gènes et dont on ne sait pas si le lecteur souhaite en entendre parler ou non et s'il veut ou non qu'on lui raconte l'horreur. Même si la réponse de Rony Brauman consistant à dire que la connaissance est mieux que l'ignorance et je crois que lorsque, à un moment donné un journaliste pense qu'il en sait assez, il n'est plus mûr pour ce métier : on devient éditorialiste, militant d'une cause, journaliste dans un journal qui s'affiche militant, mais moi-même, je me méfie énormément des journaux terriblement militants et donneurs de pensée car, une fois qu'ils ont adopté une attitude, j'ai très peur qu'ils ne sachent plus en sortir, de peur de se déjuger. Je pense qu'ils rendent un service atroce aux intellectuels qui les lisent parce qu'ils enferment ces mêmes intellectuels dans une forme de terrorisme. Pour ma part, j'ai très peur que l'on soit enfermé entre le terrorisme de l'émotion ou le terrorisme de l'idéologie. C'est une idéologie beaucoup plus sournoise qu'auparavant parce qu'elle n'a plus le nom d'idéologie, mais porte un terme général qui est celui de la générosité et de la lutte contre les inégalités du système. Quand on est jeune journaliste, on a le devoir d'être un intellectuel réfléchi : en Belgique, la formation des journalistes n'est pas souvent une formation plus professionnelle qu'intellectuelle. Je trouve qu'une très bonne formation, qu'elle soit juridique ou médicale est celle où l'on apprend une méthodologie et l'épistémologie. La critique de la science que l'on pratique est quelque chose que l'on devrait pratiquer en permanence sur son métier. On doit garder en soi l'émotion et l'indignation comme des moteurs magiques, mais on doit s'en méfier lorsqu'on écrit un article.

Jean-Marie Charon, président des Entretiens de l'information

On a évoqué à plusieurs reprises le moment où l'interprétation politique des problèmes par la France a été abandonnée et cela m'a évoqué trois moments ou trois thèmes où, pendant la crise des Balkans, les médias n'ont pas trouvé la

manière de leur donner une compréhension politique et, aujourd'hui, je pense que l'on est toujours victime de cela.

En premier lieu, il a été dit que c'était surtout un traitement par l'humanitaire. On l'a souvent dit, mais il me semble que ce n'est pas le traitement par l'humanitaire, mais le traitement par les victimes. La télévision joue un rôle particulièrement fort et elle a énormément de mal à rendre compréhensible des situations complexes au niveau international et, une fois sur place, également parce qu'on est sous le poids de l'émotion et de l'empathie de ceux que l'on côtoie, l'une des entrées possibles que l'on retrouve dans pratiquement tous ces conflits consiste à partir des victimes. On a donc pu voir énormément de documentaires dans lesquels était utilisée cette entrée par les victimes. Cela ne veut pas dire qu'il faut ignorer cette question des victimes, mais à partir du moment où on a les victimes devant soi, on ne peut plus rien voir d'autre, quels que soient leur camp, leurs engagements, les clivages qui peuvent exister, ce qu'elles faisaient avant, ce qu'elles feront après, etc. Tout cela disparaît. Or, c'est la grille de lecture principale qui s'est imposée, du moins en télévision, et qui a eu une certaine puissance puisqu'elle a été reprise par les autres médias, y compris par la presse écrite.

Le deuxième thème qui, à mon avis, s'articule avec celle-là et est un autre moment du blocage et de l'incompréhension politique de la crise est la notion utilisée en permanence par les militaires : dire qu'ils étaient sur des actions humanitaires. Ils ne faisaient pas du " militaire ", ils faisaient de l'" humanitaire ". Effectivement, lorsqu'ils décrivaient et légitimaient leur action, il ne s'agissait pas pour eux de prendre un point de vue sur la situation - dire qu'ils étaient " pro-serbe " ou en train de mener une action en faveur de telle ou telle sensibilité - mais de dire qu'ils étaient en interposition, menant une action humanitaire. Ce qui me frappait beaucoup lorsque nous avions ce type de débats, c'était le blocage que cela produisait par rapport à la possibilité d'interpréter le phénomène politiquement - où en est-on ? quelle est la politique de la France ? quelle est la politique des autres pays européens ? quel rôle cela joue-t-il dans la situation ?

Le troisième point concerne la manière dont on a réglé le problème. Là aussi, il me semble que l'on a donné le sentiment, politiquement, que le problème avait été réglé. Or, il y a eu un règlement judiciaire et des règlements institutionnels

qui ont été reportés dans le temps. Pendant très longtemps, lorsqu'on expliquait la situation des Balkans, on disait que Tito avait eu une action de glaciation sur ces questions-là et j'ai l'impression que la communauté internationale a refait la même chose. En fait, avec d'autres moyens, on a figé la situation.

Sur ces trois points de blocage, énormément de questions se posent. On voit qu'ils empêchent de penser et de comprendre les situations. Je suis assez frappé par le fait que les médias n'ont pas tellement interpellé ces trois manières de poser les questions. Ils les ont acceptées ; dans le cas des victimes, c'est même eux qui les ont intégrées ainsi. Si l'on doit parler aujourd'hui des Balkans, c'est peut-être pour re-déverrouiller chacun de ces points-là et redonner une place aux questions politiques. C'est cette politique que nous avons évacuée qui nous manque pour comprendre les situations éventuelles à la situation.

Milos Lazin, RFI

J'ai peur qu'il soit un peu tard pour repenser cela, parce que cet attentisme a légalisé et valorisé les acteurs politiques mensongers sur le terrain. Une fois que vous avez attendu que Kostunica se décide, vous continuez à l'attendre et il devient important, parce qu'on l'attend, et on lui donne encore du temps. C'est la même chose pour d'autres forces.

Il y a des situations où on ne peut pas être neutre et à distance. C'est, par exemple, le cas des massacres de Slovénie Occidentale ou de Bosnie. Le mal vient de là. Si je vais dans une région, en sachant déjà comment il faut interpréter les choses, où est le mal et où le bien, je peux avoir de la distance. Mais, devant le massacre de Srebrenica, je ne veux, ni comme artiste, ni comme journaliste, avoir de la distance. Il ne faut pas me demander cela et je pense que c'est un crime journalistique de demander à quelqu'un d'avoir de la distance vis-à-vis de cela.

Le problème, c'est que le temps a passé, les déformations sont légalisées et stabilisées : il est un peu tard. Nous sommes dans la situation de l'OTAN en 1999 : comme on n'a pas bombardé les chars et les canons de Karadjic autour de Sarajevo en 1992, on a bombardé Belgrade et toute la Serbie en 1999. On est

dans une situation où les dégâts sont énormes, y compris dans nos têtes parce que nous sommes fatigués.

Gaëlle

Je travaille dans un centre d'accueil de jour à destination des populations migrantes, y compris des réfugiés. Je veux seulement dire quelques mots du Kabinda et de la lutte pour l'indépendance de ce petit pays africain que l'on surnomme le Koweït africain, dont les sous-sols regorgent de minerais et de pierres précieuses, et les sols de bois précieux. Ce petit pays, grand comme le Luxembourg, a été colonisé par le Portugal et lorsque celui-ci a donné l'indépendance à l'Angola, il a rétrocédé ce petit pays qui n'a aucune frontière terrestre à l'Angola. Depuis l'indépendance de l'Angola, le Kabinda est en guerre civile. Ils n'ont jamais accédé à l'indépendance parce que, en raison de leurs richesses, ils ont servi de réserve aussi bien aux forces de l'Unita qu'à celles du pouvoir en place en Angola. Mon étonnement est que je n'ai jamais vu un seul article et aucun traitement médiatique sur ce conflit.

Je voudrais également énoncer un questionnement sur le traitement ou le non-traitement par les médias de l'accueil des réfugiés en Europe et en France, victimes directes de ces conflits, qu'ils soient indifféremment oubliés ou médiatisés. Je rappelle que le problème est international, européen, national et régional et, dans la région, il s'illustre par la ville sinistrée de Lille et par celle de Calais. Ces populations vivent dans des situations innommables, tant du point de vue matériel, administratif que juridique et, en même temps, ce sont des témoins de ces conflits et des sources potentielles d'information. Aller recueillir cette information auprès d'eux ne demande pas beaucoup de moyens financiers. Pourquoi ne pas aller demander aux Afghans réfugiés à Calais les raisons du départ de leur pays d'origine et les conditions dans lesquelles ils vivent en France ? Pourquoi ne pas demander aux Kosovars et aux Bosniaques qui dorment dans les rues de Lille à l'heure actuelle pourquoi ils sont à Lille et pourquoi ils ont quitté leur pays et dans quelles conditions ils vivent ? Les conflits oubliés dorment aux bas de nos immeubles et il faut simplement ouvrir les yeux.

Jean-Arnaud Derens, *correspondant de Ouest France, de RFI et du Monde diplomatique à Belgrade*

Je me souviens d'un colloque ici même, à l'ESJ Lille, il y a un peu moins de quatre ans, qui était entièrement consacré à ce bilan de l'aide internationale et aux médias démocratiques. Durant toutes les années quatre-vingt-dix, pendant le conflit, ces médias ont été définis comme étant des priorités de la communauté internationale. Des sommes tout à fait astronomiques ont été consacrées à cette aide aux médias indépendants, peut-être avec un peu d'angélisme et de naïveté : ce n'est pas quelques journaux indépendants à Sarajevo ou à Belgrade qui allaient ni arrêter les guerres, ni modifier radicalement la manière dont les opinions allaient penser. Ceci étant, le rôle d'espaces critiques, de petits "grains de sable" dans la machine du nivelage nationaliste et de l'homogénéisation de ces sociétés était certainement tout à fait important.

Ce qui se passe aujourd'hui est une situation profondément immorale puisque les Balkans ne sont plus à la Une de l'actualité, l'aide aux médias indépendants a naturellement totalement disparu. La situation est d'autant plus immorale que ceux qui interviennent aujourd'hui sur le marché médiatique des Balkans sont des grands groupes de presse internationaux qui ont une logique de marché, essentiellement des groupes autrichiens et un peu suisse ou allemand. Les journaux que ces groupes de presse internationaux ont envie d'acheter, ce ne sont certainement pas les médias indépendants qui se sont battus courageusement durant des années et des années, mais bien plus des médias d'État du type des deux journaux de Serbie qui ont été revendus, deux grands journaux d'États, qui ont été pendant dix ans la voix de Milosevic et du régime, la *Pravda* du régime serbe, tout simplement parce, notamment *Politika*, a la meilleure imprimerie du pays, un bon réseau de distribution et a su conserver, vaille que vaille, un lectorat assez important. C'est une logique de marché qui est pleinement légitime, mais qui est aussi profondément immorale quand, pendant dix ans, on a dit que la priorité devait être constituée par les médias indépendants. La situation est la même dans les médias audiovisuels où, aujourd'hui, une télévision s'impose comme télévision régionale, Pink TV, qui est la télévision la plus regardée en Bosnie-Herzégovine : c'est la télévision qui, pendant dix ans, a réussi à faire cohabiter les pires séries latino-américaines, la

propagande de Milosevic et la musique populaire la plus vulgaire qui soit. Ce magnifique cocktail est en train de s'exporter à l'échelle de toute la région, avec la bénédiction des autorités démocratiques et de l'OSCE. C'est quelque chose de profondément révoltant que je tenais à évoquer. Il est dommage que des journalistes travaillant en permanence dans les Balkans n'aient pas pu participer à nos débats, car leur contribution aurait certainement été importante pour resituer ce débat. Il ne faut pas oublier que ces journalistes indépendants ont été, pendant dix années, les interlocuteurs privilégiés des journalistes occidentaux eux-mêmes, les gens que nous allions le plus facilement interviewer, ne serait-ce que parce que beaucoup d'entre eux parlent des langues étrangères. Ce sont également des gens qui ont été les invités naturels de tous les colloques, symposiums et autres tables rondes qui se proposaient de faire régner la paix et l'amour universel à Lille, à Paris ou à Genève. Aujourd'hui, ces gens-là sont très largement renvoyés à leur solitude balkanique et c'est d'autant plus grave que c'est le long terme qui est en jeu, tout l'avenir de la région, la formation des jeunes journalistes et la réorganisation des relations capitalistiques dans ces médias de la région, où il y a tout lieu d'être extrêmement inquiets.

Milos Lazin, RFI

Plusieurs arguments nous prouvent que Milosevic est tombé parce qu'on a investi 150 millions de dollars américains de l'époque dans les médias indépendants pendant huit mois. La mouvance citoyenne durant l'hiver 1999-2000 est très faible. Les gens sont déçus. C'est absolument l'activisme de ces médias, avec ces moyens financiers importants, qui a fait bouger les gens. Un climat s'est créé avec ces médias qui sont actuellement privés de toute aide. L'aide va aux médias publics, avec des instructeurs américains qui viennent en Serbie pour expliquer comment il faut organiser et diriger les médias publics. Autant que je sache, aux États-Unis, il n'y a pas de médias publics et la France est à nouveau absente.

Yves Tomic, historien, chercheur à l'Université Paris X-Nanterre

Ces médias ont effectivement joué un rôle important, surtout dans la deuxième partie des années quatre-vingt-dix où ils se sont multipliés, parce que, au départ, ils étaient peu nombreux et touchaient un public réduit. Un quotidien

comme *Nasa Borba* tirait à 40 000 exemplaires dans un pays de 7,5 millions d'habitants touchait, en fait, très peu de monde face à la télévision qui touchait la moitié de la Serbie. La plupart de ces médias abordent aujourd'hui la question des crimes de guerre : ce sont les seuls qui osent évoquer ce passé douloureux et il est effectivement dommage de ne pas les aider à poursuivre leur action car ils ne mènent pas seulement un travail de journaliste, mais aussi un travail de questionnement par rapport au passé. En effet, Kostunica, Premier ministre de la Serbie qui a été Président de Yougoslavie après la chute de Milosevic, ne veut pas reconnaître les crimes qui ont été perpétrés par les forces serbes en Bosnie, en Croatie et au Kosovo, alors que le Président de la Serbie-Monténégro, qui est un Monténégrin, l'a déjà fait vis-à-vis de la Croatie. C'est un nationaliste convaincu et ce qui le distingue des autres nationalistes extrémistes, c'est son attachement à l'ordre politique démocratique, mais sur le plan des idées, il partage le même projet de rattachement des " terres serbes " que sont le Monténégro, une partie de la Bosnie et certaines régions de Croatie à la Serbie.

Loïc Hervouet, directeur de l'ESJ de Lille

Depuis cinq ans, l'ESJ mène des coopérations, notamment avec l'Institut Médiaplan, et nous avons créé la première école franco-bosniaque de journalisme.

J'ai eu l'honneur de faire, il y a trois ans, la rentrée de cette école en traitant du thème " Journalisme et barbarie ". Il y avait là une vingtaine de jeunes dont les pères, voire eux-mêmes, avaient participé au conflit puisqu'ils arrivaient de tous les pays de l'ex-Yougoslavie. Je leur ai dit qu'ils avaient un an de travail devant eux pour se former et que j'aimerais bien qu'à la fin de cette année, ils soient capables de me montrer un article qu'ils aient écrit et signé ensemble, dans lequel il n'y ait pas un seul préjugé, une seule erreur historique, et sur lequel, eux, Serbes, Croates, Bosniaques, Kosovars, Macédoniens, aient pu se mettre d'accord pour dire que c'est une information fiable et réelle. Ils m'ont effectivement envoyé un article de cette nature écrit en commun. Je crois que c'est le genre de travail que nous avons intérêt à faire tous ensemble.

Le grand intérêt de journées telles que celle d'aujourd'hui est de nous donner un certain nombre de matériaux pour cultiver deux choses. D'une part, pour

cultiver l'espérance : on peut, en effet, faire l'analyse selon laquelle les médias sont, bien entendu, un enjeu politique, national, international, à la solde des gouvernements et des grandes puissances, etc., mais on ne peut pas s'en contenter et s'y laisser enfermer car on ne peut se laisser enfermer ni dans l'énorme poids de l'inéluctabilité de la structure économique, ni dans celui de l'Histoire ou de l'incompréhension interculturelle. L'objet de nos travaux est de nous donner des éléments pour avoir, d'une part, les marges d'espoirs et savoir sur quels schémas nous pouvons intervenir à un moment ou à un autre, avec des petits morceaux d'expérience partagée et, d'autre part, garder cet enthousiasme qu'a évoqué Béatrice Delvaux qui continue à faire le sel de notre métier. De même que les codes de déontologie disent que le journaliste ne confond pas son métier avec celui du policier, avec celui du juge, il ne doit pas confondre non plus son métier avec celui du militaire, ni avec celui de l'humanitaire : il ne doit pas prendre pas le métier des autres. Cela n'implique pas une grande indifférence, mais, au contraire, cela implique une extraordinaire motivation et une très grande capacité à prendre du recul. J'ai entendu évoquer dans le débat l'idée selon laquelle les journalistes des générations actuelles épouseraient plus facilement les positions officielles de la diplomatie française, notamment au-delà de l'Europe, et je me demandais s'il n'y aurait pas une corrélation avec leur capacité de connaissance - de méconnaissance, d'inculture ou de mauvaise connaissance - des cultures au-delà de leur environnement proche. Quand on doit évoquer la politique de tel ou tel pays un peu lointain, n'est-ce pas, effectivement, d'abord la voix officielle et la pensée dominante du pays dont on est originaire que l'on va d'abord chercher se cachant derrière son inculture, derrière le temps que l'on n'a pas eu pour travailler le sujet ? Cela renvoie à la nécessité de garder sa motivation et avoir toujours en tête les deux piliers de ce métier : d'une part, celui du travail, de la culture, de la connaissance, d'une poursuite de la capacité à aller chercher les informations et les éléments historiques, politiques et économiques des situations, et, d'autre part, la capacité à se projeter dans l'actualité, dans ce qui, aujourd'hui, fait l'intérêt des choses.

Conclusion

Par Jean-Marie Charon, président des Entretiens de l'information

Je voudrais remercier tous ceux qui ont participé à cette journée et nous ont apporté leurs analyses, leurs réflexions et leurs témoignages, entrant de plain-pied dans cette proposition que nous faisons régulièrement d'un cadre de travail sur le traitement de l'information, non pas en termes généraux et en partant d'une vision *a priori*, en surplomb de ce que devrait être l'information, le journalisme et la "bonne manière" d'aborder telle ou telle région, mais plutôt en se fixant pour objectif de partir de situations concrètes pour revoir avec les uns et les autres, qu'ils soient journalistes, éditeurs, acteurs de l'action ou concernés par l'information parce qu'ils sont consommateurs des médias.

Nous aurons de nouveaux rendez-vous car notre démarche ne consiste pas à organiser des colloques, mais ce sont des moments dans une démarche qui se veulent inscrits dans la continuité. Il nous semble, en effet, que les questions qui relèvent de l'information ne peuvent pas être abordées simplement par un corps de règles abstrait, par une autorité qui viendrait ponctuellement évaluer le travail des journalistes avec des outils quelque peu artificiels comme nous l'avons parfois cru lorsque nous nous sommes penchés sur ces sujets à la Commission consultative des droits de l'Homme ou au Conseil économique et social. Les seules réponses aux problèmes posés dans le traitement de l'information sont les questions qui renvoient à la responsabilité individuelle et collective du journaliste et cela ne peut se faire qu'en resituant ces questions dans un débat public et dans la continuité.

Nous sommes, aujourd'hui, à un moment de cette démarche et je vous invite donc à continuer à travailler avec nous dans ce sens, de plusieurs manières. D'une part parce que, régulièrement, chaque année, nous nous fixons rendez-vous en fin d'été pour revenir sur un certain nombre de sujets qui se sont posés dans le courant de l'actualité et, d'autre part, à d'autres occasions, lorsque l'actualité est trop forte, que l'interprétation mérite d'être redéployée à chaud.